

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : L'évolution des prix mondiaux des matières premières et des prix de gros belges depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. — Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950. — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique. — Législation économique. — Statistiques.

L'ÉVOLUTION DES PRIX MONDIAUX DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DES PRIX DE GROS BELGES DEPUIS LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Prix mondiaux

L'offre globale de la plupart des matières premières et produits de base essentiels, traditionnellement traités sur les marchés internationaux est restée, depuis 1945, presque constamment inférieure aux besoins exprimés.

Le profond déséquilibre né de la guerre s'était cependant assez rapidement atténué sous la double influence du relèvement de la production et de la diminution progressive de la demande correspondant aux besoins accumulés pendant la guerre et aux besoins de reconstruction.

Les conditions de fonctionnement de l'ensemble des marchés mondiaux semblaient être entrées, en 1949, dans une phase de normalisation caractérisée notamment par la réouverture de divers marchés à terme, une libéralisation plus large des échanges, un léger ralentissement de l'activité économique générale, la réapparition de la concurrence entre producteurs et la tendance des prix à se regrouper autour de cours directeurs et à se stabiliser à un niveau consacrant une résorption partielle de la hausse antérieure.

Mais cette accalmie devait être éphémère : la tension politique internationale, le développement consécutif des programmes de réarmement des pays adhérant au Pacte Atlantique et plus spécialement l'accélération des achats de stockage stratégique du

gouvernement des Etats-Unis provoquèrent bientôt le retour des difficultés d'approvisionnement en produits essentiels dont on venait à peine de se dégager. Après le déclenchement des opérations militaires de Corée, la demande revêtit une telle ampleur que le problème des pénuries relatives se trouva à nouveau posé. Il entraîna la remise sur pied de l'appareil gouvernemental américain de contrôle et de réglementation des prix, de la production, des stocks, de la répartition intérieure des matières premières, des exportations et du crédit, élaboré pendant la dernière guerre et abandonné en 1946.

Les mesures adoptées jusqu'ici ont déjà exercé une forte influence sur l'ensemble de l'activité économique américaine. Leurs répercussions ont été immédiates sur les marchés mondiaux. Un mouvement de repli ou de stabilisation des cours a affecté la plupart d'entre eux. Il s'est accompagné, dans certains cas, d'un ralentissement des transactions ou de la formation — en ce qui concerne les opérations effectuées avec les Etats-Unis ou avec les autres pays dont les prix sont également soumis à certaines mesures de blocage — de marchés parallèles sur lesquels se pratiquent des cotations sensiblement plus élevées que celles des marchés réguliers.

* * *

Les tendances générales qui viennent d'être très brièvement schématisées, se sont affirmées avec le plus de netteté sur les marchés (1) des céréales, des matières grasses, du cacao, des fibres textiles d'origine végétale : coton, jute, et des principaux métaux non ferreux : cuivre, zinc, plomb, étain, aluminium, nickel; tous ont passé, bien qu'avec des décalages de temps et des différences, parfois considérables, de rythme et d'ampleur, par les mêmes phases de tension ou de détente.

Les fluctuations apparaissent plus différenciées en ce qui concerne les prix du café dont le renchérissement, quasi continu depuis la guerre, a surtout été rapide et important d'octobre 1949 à février 1950; ceux du pétrole qui ont constamment fait preuve d'une relative stabilité, et ceux du caoutchouc dont la hausse, modérée jusqu'alors, a été particulièrement importante au cours du second semestre de 1950.

Un examen détaillé, par marché, fait apparaître que la hausse de l'immédiat après-guerre a généralement été plus accentuée pour les denrées alimentaires de base et pour le coton, que pour les autres matières premières.

Les maxima ont généralement été atteints dans les premières semaines de 1948. Pour certains produits : froment, maïs, cacao, saindoux, ils n'ont plus été rejoints lors de la poussée, plus modérée d'ailleurs en ce qui les concerne, de juin 1950-mars 1951.

Les indices établis par rapport à 1939 atteignaient, à ce moment, 450 pour le froment, 580 pour le maïs, 510 pour le saindoux, près de 1.300 pour le cacao, 410 pour le coton, alors que ceux des matières premières destinées aux industries transformatrices autres que l'industrie cotonnière restaient encore, dans l'ensemble, inférieures à 300; ils s'échelonnaient de 131 (caoutchouc) à 297 (plomb).

Cette disparité s'explique par l'intervention d'une série de facteurs qui ont conjugué leurs effets. Les besoins accumulés pendant la durée des hostilités se sont exprimés, au lendemain de la guerre, avec une vigueur plus grande dans les secteurs alimentaire et textile que dans les autres secteurs. Ils y étaient d'ailleurs susceptibles de recevoir une satisfaction rapide, tandis que la demande effective des matières premières destinées à la fabrication des biens de production ou des autres biens de consommation a été davantage freinée par les séquelles de la guerre auxquelles s'est heurtée la reprise de l'activité industrielle.

D'autre part, les céréales et le coton avaient immédiatement été traités sur des marchés libres, c'est-à-dire aisément accessibles à la spéculation.

Enfin, les récoltes mondiales de ces produits au cours des années 1946-1947 ont été, par suite de con-

ditions climatiques défectueuses, fortement déficitaires.

La situation s'est sensiblement modifiée à partir du premier trimestre de 1948.

Une sérieuse amélioration des récoltes mondiales, restées depuis constamment abondantes, a provoqué le renversement de la tendance des prix agricoles. Le mouvement de baisse, bientôt freiné par la politique gouvernementale de soutien dont bénéficient ces prix aux Etats-Unis et par le développement des exportations effectuées au titre de l'aide Marshall, a été suivi d'une phase de stabilisation, qui s'est prolongée, dans l'ensemble, jusqu'à la fin du premier semestre de 1950.

L'orientation générale des prix des matières premières « industrielles », au contraire, est restée nettement haussière jusqu'au début de l'année 1949; le redressement économique des pays transformateurs s'est en effet accéléré et généralisé en 1948; son rythme a dépassé celui du développement de la production des matières premières. La demande portant sur ces dernières s'est par ailleurs fortement développée sous l'influence des achats effectués au titre du programme de stockage stratégique des Etats-Unis, élaboré en 1946 et entré en application en 1947.

Ce mouvement divergent des prix agricoles et des prix des autres produits de base a abouti à une atténuation assez sensible des disparités observées quelques mois auparavant.

En décembre 1948-janvier 1949, les indices respectifs des différentes matières envisagées étaient les suivants : froment : 351, maïs : 325, saindoux : 314, café : 329, cacao : 723, coton : 365, plomb : 426, zinc : 390, cuivre : 234, étain : 211, pétrole brut : 313, caoutchouc : 111.

Les prix des matières premières d'origine minérale avaient, à leur tour, atteint leur point d'inflexion. Le mouvement de récession devenait quasi général, ainsi que le fait apparaître le fléchissement plus prononcé de la courbe de l'indice global des matières premières reproduite au graphique 1.

Les dévaluations de septembre n'ont pas eu sur lui l'effet que d'aucuns en attendaient.

Les ajustements de prix qu'elles ont entraînés se sont plus généralement effectués dans le sens de l'alignement sur les prix dollars que d'un repli de ces derniers.

Des circonstances très diverses ont contribué à cette évolution. La préoccupation de certains pays exportateurs de matières premières d'accroître leurs réserves de devises rares, les a incités à relever leurs prix de vente dans une mesure à peu près égale à celle de l'amputation de leur monnaie dans tous les cas où les conditions des marchés le permettaient.

D'autre part, le développement des allocations Marshall a permis de soutenir les importations des pays dont l'unité monétaire a été modifiée en dépit

(1) Cette énumération n'est pas limitative. Seuls ont pu être pris en considération, dans le cadre de cette étude, les produits dont la position statistique et les cours peuvent être étudiés sur base d'une documentation statistique couvrant l'ensemble de la période envisagée.

du maintien des cours dollar à un niveau à peu près inchangé par rapport à celui qui était en vigueur avant les dévaluations.

Enfin, de nombreuses mesures prises par le gouvernement des Etats-Unis dans le cadre de sa politique de soutien des prix et de la consommation intérieure : maintien des taux de parité à des niveaux élevés, réduction des emblavures des produits menacés de surproduction, ont, ainsi qu'il l'a déjà été dit, influencé les marchés agricoles dans le sens de la fermeté. Les achats stratégiques américains ont joué le même rôle en ce qui concerne les marchés de produits de base d'origine minérale.

La seconde phase de hausse dans laquelle les prix ont été entraînés à partir des premiers mois de 1950 présente une physionomie très différente de celle qui avait caractérisé la période de reconversion économique des années 1945-1948. Le déséquilibre entre l'offre et la demande procède, cette fois, essentiellement de l'expansion de cette dernière. Le développement des besoins engendrés par l'effort de réarmement y joue le rôle primordial. Son rythme dépassant celui de l'offre, la production industrielle tend à être à nouveau soumise, dans des proportions variables selon les pays et les marchés considérés, à certaines mesures permettant de l'orienter dans un sens qui assure la satisfaction prioritaire des besoins considérés comme essentiels. Le régime de la répartition contingente a déjà été remis en vigueur dans divers pays pour toute une série de produits de base devenus rares, notamment la plupart des principaux métaux non ferreux : cuivre, plomb, zinc, étain, aluminium, nickel, tungstène, la laine et le caoutchouc naturel.

Aux Etats-Unis, il apparaît actuellement fort étendu et la sévérité des restrictions qu'il apporte à l'approvisionnement en matières premières des secteurs de production travaillant pour la consommation civile continue à s'accroître en ce qui concerne les industries utilisatrices de métaux, malgré les perspectives de cessation de la guerre de Corée.

Le système des allocations tend à se rétablir également sur le plan de la répartition internationale; des négociations menées à cette fin se poursuivent activement depuis plusieurs mois.

L'évolution actuelle des marchés se caractérise encore par le retour à la pratique de la fixation officielle des prix.

Ici aussi, les Etats-Unis ont pris les mesures les plus radicales. Le blocage des prix y est quasi général depuis le 25 janvier 1951; ses modalités d'application diffèrent d'ailleurs selon les produits et font l'objet d'adaptations constantes aux circonstances.

Le revirement de tendance observé sur divers marchés à partir de février-mars 1951 lui est en grande partie imputable.

La demande émanant des milieux commerciaux et

industriels privés semble s'être développée, pendant toute la durée du mouvement de hausse et pour la plupart des produits, dans de plus fortes proportions que celle répondant aux besoins de stockage stratégique et d'approvisionnement des industries travaillant pour la défense nationale. Mais son expansion est elle-même directement imputable au réarmement et à l'évolution de la situation militaire en Corée. C'est, en effet, la prévision de l'entrée en vigueur des programmes renforcés de défense nationale et des difficultés d'approvisionnement qu'elle faisait déjà pressentir qui a incité les producteurs à intensifier leurs achats afin de pousser leurs stocks au maximum.

Bien qu'elle se soit rapidement étendue à l'ensemble des marchés, la hausse des prix a évidemment revêtu une ampleur très inégale selon les produits. Elle a surtout atteint ceux qui présentent un grand intérêt stratégique, et, parmi eux, plus spécialement ceux dont l'offre suffisait déjà à peine à satisfaire les besoins normaux : laine, chanvre, jute, et ceux dont l'approvisionnement était rendu aléatoire par la concentration des sources de production dans des territoires directement menacés par une extension éventuelle du conflit coréen : caoutchouc, étain, wolfram.

De juin 1950 à mars 1951, les prix de la laine ont doublé ou triplé selon les qualités. Les achats effectués par le gouvernement des Etats-Unis sont les principaux responsables de cette évolution. Leur interruption pour une période indéterminée, décidée au début de mars, et la fixation de prix-plafonds ont provoqué le renversement immédiat de la tendance; la pression baissière qu'ont exercée ces mesures a été sérieuse : la diminution enregistrée par rapport aux prix records était, à fin juin, de l'ordre de 50 p. c. Un léger raffermissement s'est produit depuis.

Il ne faut pas perdre de vue que les Etats-Unis étaient déjà normalement, c'est-à-dire indépendamment des achats stratégiques, devenus des importateurs très importants de laine brute depuis la dernière guerre mondiale, leur production indigène s'étant réduite à un quart environ de son volume de 1938.

Les prix du caoutchouc naturel ont également triplé de juin 1950 à mars 1951. Par rapport à janvier 1950, ils ont quadruplé. Mais ils se situaient, au point de départ du mouvement de hausse, à un niveau extrêmement bas, à peine supérieur à celui atteint en 1939. Ils y avaient été artificiellement maintenus par la politique de soutien de la production du caoutchouc synthétique, qui a continué à être pratiquée sur une assez grande échelle aux Etats-Unis après la guerre, notamment sous la forme d'octroi de larges subventions économiques.

Après le déclenchement des hostilités en Corée, le gouvernement américain a été amené à accélérer ses achats de caoutchouc naturel pour se couvrir contre une extension possible du conflit aux territoires pro-

ducteurs. Il s'est heurté à une âpre compétition soviétique, qui a contribué au redressement des cours.

Le revirement des prix observé à partir de mars 1951 est, lui aussi, essentiellement imputable à l'arrêt des achats de stockage stratégique du gouvernement américain, décrété peu après celui de la laine, et dont une série d'autres décisions ont coopéré à renforcer l'efficacité : la réintroduction d'un pourcentage d'utilisation obligatoire du caoutchouc synthétique pour certaines fabrications, la réouverture de certaines usines de caoutchouc synthétique abandonnées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la remise des achats de caoutchouc naturel sous le régime du monopole gouvernemental et l'interdiction d'utiliser le caoutchouc naturel pour la fabrication de toute une série d'articles destinés à la consommation civile. La sévérité de cette dernière mesure va vraisemblablement pouvoir être atténuée au cours des semaines à venir.

La hausse subie depuis juin 1950 par les prix de l'étain avait atteint, en mars 1951, 140 p. c. environ. Elle a depuis été résorbée à concurrence de 40 p. c.

Les fluctuations s'expliquent par des raisons analogues à celles qui ont influencé l'évolution des prix du caoutchouc : le caractère excédentaire revêtu par la production depuis les deux ou trois dernières années qui ont précédé la période actuelle de besoins élargis et le développement de la production de substituts et du procédé électrolytique d'étamage constituent des facteurs incitant fondamentalement à la baisse ; l'accroissement de la demande et, partant des prix, qui a caractérisé le second semestre de 1950 et le premier trimestre de 1951, a été principalement provoqué par la crainte du gouvernement américain d'être coupé des sources de production de l'étain.

Les achats de stockage stratégique ont également été interrompus à partir de mars 1951, pour une période indéterminée.

Le pourcentage des avances réalisées depuis juin 1950 par les prix des autres métaux non ferreux a fortement varié et il ne constitue pas nécessairement un baromètre de l'importance stratégique des divers produits ou de leur rareté relative. Car d'autres facteurs peuvent avoir influencé l'évolution des cours, notamment l'orientation des courants commerciaux ou l'existence de marchés parallèles.

La hausse enregistrée par le cuivre, le zinc et le plomb sur les marchés officiels américains : 20 à 35 p. c. environ, s'est arrêtée mais non résorbée depuis l'entrée en vigueur des mesures de blocage de prix. Elle s'est poursuivie sur les autres marchés. L'insuffisance relative de l'offre des deux premiers de ces produits est ressentie de manière à peu près générale par tous les pays utilisateurs. Celle du plomb semble s'être affirmée davantage aux Etats-Unis. Outre ceux déjà cités, on peut classer dans la catégorie des métaux non ferreux actuellement les

plus rares, ceux qui entrent dans la composition des métaux spéciaux.

Les prix du *coton* ont également été affectés dans une mesure assez sensible par les événements de juin dernier. Les avances réalisées ont cependant été fort inégales selon les marchés de provenance et les qualités traitées, ce qui a eu pour effet d'accroître à nouveau les distorsions de cours qui s'étaient développées pendant les premières années de l'après-guerre, puis s'étaient sensiblement atténuées pendant la phase de normalisation de 1949.

Le renchérissement du coton américain a été à la fois supérieur à celui des cotons égyptiens de fibre moyenne, et inférieur à celui des cotons égyptiens de fibre longue et à celui du coton brésilien, accentué par le déficit de la récolte de 1950. Son ampleur (plus de 40 p. c.) s'explique en partie par l'évolution qu'avait subie le marché américain en 1949 : la consommation intérieure s'étant sensiblement contractée et une régression importante des cours s'étant ensuivie, l'administration américaine avait décidé, dans le cadre de sa politique de soutien des prix agricoles et après referendum organisé auprès des planteurs, de réduire la surface réservée à la culture du coton. La production était donc en voie de régression au moment où s'est produit le brusque gonflement de la demande de stockage stratégique.

Les mesures de restriction des exportations, d'accroissement des surfaces cultivées de coton et de fixation de prix-plafonds adoptées depuis, ont abouti à une légère résorption de la hausse.

Les prix actuels du « Middling » américain représentent toujours, au début du mois de juillet 1951, environ cinq fois leur niveau d'avant-guerre.

La position statistique actuelle du coton est estimée satisfaisante par les milieux compétents, la prochaine récolte s'avérant exceptionnellement abondante.

Abstraction faite des huiles végétales et du cacao, et contrairement à ce qui s'était produit pendant la phase d'inflation immédiatement postérieure à la fin de la deuxième guerre mondiale, les denrées alimentaires de base n'ont été que peu affectées par le mouvement de hausse du second semestre de 1950.

Le phénomène est normal : les possibilités de stockage de ces denrées sont assez étroitement limitées par leur caractère périssable, et leur consommation, normalement satisfaite depuis 1948, n'est plus susceptible d'une grande extension.

* * *

Prix de gros belges

La première constatation qui s'impose lorsqu'on examine l'évolution des prix de gros belges depuis la fin de la guerre est l'étroit parallélisme existant entre leur tendance générale, celle des prix mondiaux des matières premières et celle des prix de gros américains.

Cet état de fait s'explique à la fois par la structure même de notre économie, naturellement orientée vers une participation très large aux échanges internationaux, et par les circonstances qui ont présidé à la restauration économique après la libération du territoire.

La dépendance vis-à-vis de l'extérieur dans laquelle se trouvent nos principales industries au double point de vue de leur approvisionnement en matières premières et de leurs débouchés, rend, en effet, l'ensemble du système des prix de gros belges normalement très sensible aux fluctuations des marchés mondiaux et aux variations conjoncturelles de l'économie qui joue sur ces marchés le rôle directeur.

La politique relativement libérale suivie depuis la fin des hostilités en matière de commerce extérieur et de contrôle des prix et le retour rapide — dès 1947 — à un état d'équilibre interne, ont par ailleurs laissé se développer cette tendance naturelle des coûts de production et des prix à s'adapter aux conditions des marchés prédominants.

Pendant les premiers mois qui ont suivi la libération, les importations ont été considérées comme un des principaux facteurs de la lutte contre la hausse des prix et elles ont été fortement encouragées.

Lorsqu'elles ont cessé de pouvoir remplir ce rôle de frein, les prix mondiaux s'étant brusquement relevés à la suite de la suppression du contrôle des prix aux Etats-Unis, elles ont encore bénéficié de larges autorisations. Les restrictions qui les ont atteintes n'ont généralement pas été motivées par la considération des prix des articles visés et de leurs répercussions possibles sur les prix intérieurs belges. Ces répercussions ont cependant, dans divers cas, entraîné l'octroi de subventions économiques, mais l'importance des indemnités accordées à ce titre n'a jamais été très considérable et leur durée d'application a été brève.

Le blocage général des prix, décrété en octobre 1944, s'est lui aussi rapidement atténué. Les mesures de remise des prix sous le régime dit « du prix normal » ont commencé à être appliquées en 1947. Au début de 1950, le nombre de produits dont les prix continuaient à être officiellement limités, était infime.

La nouvelle hausse des prix qui s'est déclenchée au printemps a entraîné la réintroduction du principe du blocage (arrêté royal du 25 septembre 1950). Mais ses applications sont restées jusqu'ici extrêmement limitées.

* * *

Pour suivre l'évolution de la tendance générale des prix de gros, on dispose de deux indices calculés : le premier par le Ministère des Affaires économiques, le second par l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université de Louvain.

Pour les prix de gros américains et les prix des matières premières, les indices pris en considération sont tous deux établis par le *Department of Labor — Bureau of Labor Statistics*.

Avant de commenter les tendances que reflètent les fluctuations de ces divers indices, il paraît utile de préciser brièvement la teneur et la signification de chacun d'eux.

Les indices belges font rarement l'objet de commentaires simultanés. Il a cependant semblé intéressant de les prendre tous deux en considération et de juxtaposer leurs mouvements.

Chacun d'eux se subdivise, en effet, en indices partiels dont certains illustrent des aspects de l'évolution des prix également dignes de retenir l'attention. Des indices établis par le Ministère des Affaires économiques permettent de suivre l'évolution comparée des prix des produits importés et des prix des produits indigènes. L'Institut de Recherches économiques et sociales, de son côté, calcule, pour chaque secteur industriel envisagé, des indices des prix des produits groupés par stades de production.

D'autre part, la comparaison des courbes générales des deux indices fait apparaître, au travers des différences inhérentes à la structure et au mode de calcul propres à chacun d'eux, une similitude de mouvements qui constitue une preuve de leur valeur représentative.

Les deux indices sont calculés par rapport à la même période de référence : 1936-1938. Le nombre de produits pris en considération est à peu près égal : 146, représentant un total de 267 qualités commerciales pour l'indice de l'Institut de Recherches économiques et sociales; 135 produits représentant un total de 272 qualités commerciales pour l'indice du Ministère des Affaires économiques.

Dans les deux cas, les produits sont classés en groupes correspondant aux secteurs d'industries qui les utilisent ou les produisent, et des indices partiels sont calculés pour chaque groupe.

Les principes qui ont présidé au regroupement présentent d'assez sensibles différences d'un indice à l'autre. Il en va de même du mode de calcul utilisé. L'indice global et les indices par groupes et sous-groupes du Ministère des Affaires économiques sont calculés selon la méthode de la moyenne géométrique simple. Les indices des produits sont indirectement pondérés par le nombre de qualités commerciales prises en considération. Ce nombre a été déterminé par le Service de l'Index, sur base du recensement général du commerce et de l'industrie de février 1937, des statistiques du commerce extérieur, des statistiques partielles de la production établis par l'Institut National de Statistique et d'avis de techniciens et spécialistes.

L'indice global de l'Institut de Recherches économiques et sociales correspond à la moyenne arithmétique pondérée du total des indices. Des coefficients

de pondération sont attribués à chaque produit et à chaque groupe. Ils correspondent à l'importance relative de chaque produit par rapport au groupe et de chaque groupe par rapport au total, cette importance étant déterminée par les valeurs moyennes des transactions globales : production + importation, auxquelles le produit a donné lieu pendant la période de référence 1936-1938. Les indices par stades de production sont calculés en pondérant les indices des produits « invariablement à chacun des trois stades par la valeur ajoutée à l'ensemble des trois stades de fabrication de chaque produit intervenant » (1).

L'indice des prix de gros américains a comme base de référence l'année 1926. Le total des produits qu'il prend en considération s'élève à 889 depuis 1941. Il comporte de nombreux articles finis qui sont exclus de nos indices. Il se subdivise également en une série de rubriques correspondant aux principaux secteurs d'activité. Les divers indices sont affectés de coefficients de pondération établis sur base des quantités relatives de chaque produit échangées pendant la période 1929-1931.

L'indice Moody est un indice pondéré qui permet de suivre l'évolution des prix mondiaux de quinze matières premières : huit agricoles (froment, maïs, porcs, café, cacao, sucre, coton, laine), sept industrielles (mitrailles d'acier, cuivre, plomb, argent, soie, peaux, caoutchouc). Sa base de référence est l'année 1931.

Les graphiques reproduisant les mouvements comparés des prix belges, américains et mondiaux ont été établis à partir de l'année 1947.

Les renseignements chiffrés relatifs à la période 1945-1946 font défaut en ce qui concerne la Belgique. Le Ministère des Affaires économiques n'a, en effet, repris qu'à partir de novembre 1946 la publication de son index, interrompue pendant la guerre. Les indices établis par l'Institut de Recherches économiques et sociales, au contraire, remontent jusque janvier 1945, mais les chiffres afférents aux deux premières années d'après-guerre ne sont pas comparables à ceux de la période ultérieure, car le mode de calcul et la composition sont différents. De plus, ils ne sont guère représentatifs des fluctuations réelles des prix, car ils tiennent surtout compte des prix officiels, alors que les marchés parallèles absorbaient encore une bonne partie des transactions et que les cours qui y étaient pratiqués, dépassaient encore très largement ceux des marchés réguliers.

Les traits principaux qui ont caractérisé l'évolution des prix au cours de cette période peuvent être facilement dégagés.

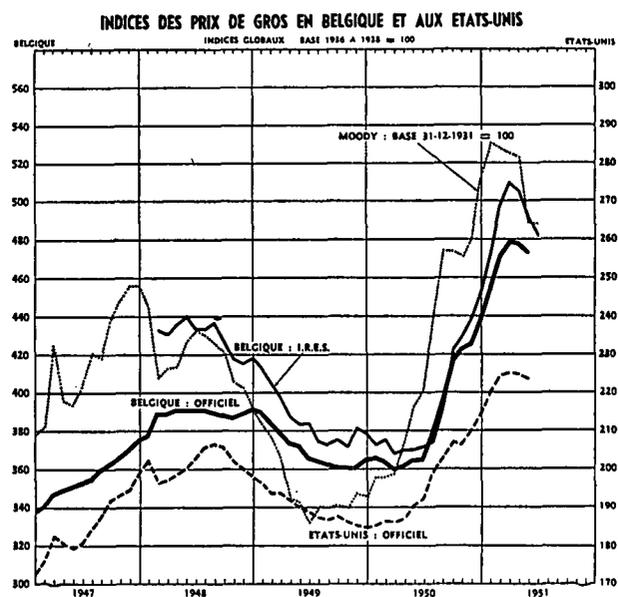
La demande intérieure se développe rapidement, en dépit de la ponction opérée sur le pouvoir d'achat par les opérations d'assainissement monétaire. Pendant les premiers mois qui suivent la libération, elle

se porte surtout sur les articles de consommation. La hausse qui en résulte affecte dans une plus large mesure les produits finis que les matières premières et elle apparaît plus accentuée à l'échelon de détail qu'à celui de gros. La lutte entreprise contre elle par le gouvernement vise à la fois la demande qu'on essaie de contenir par le maintien du système de rationnement et l'offre sur le développement de laquelle se concentrent surtout les efforts : la politique d'importations massives pratiquée à cet effet favorise à la fois la remise sur pied rapide de l'appareil de production et la décongestion des besoins de consommation accumulés pendant la guerre. Les importations sont particulièrement importantes en ce qui concerne les matières premières textiles, les mitrailles et les biens de consommation de première nécessité : alimentaires et vestimentaires.

Le blocage des prix et salaires est général. Les relèvements des plafonds, officiellement déterminés, sont subordonnés à l'autorisation de l'administration.

Le mouvement de hausse, interrompu pendant quelques mois en 1946, à la suite de la campagne de baisse des 10 p. c. menée par le gouvernement, s'accroît en 1947 sous l'influence d'une série de facteurs. Tout d'abord, le relèvement des prix mondiaux qui a suivi la suppression du contrôle des prix aux Etats-Unis et qui est considérable, la demande mondiale s'accroissant à mesure que s'accroît l'effort de reconstruction dans les pays atteints par la guerre. L'influence des prix mondiaux sur le développement des prix belges devient très nette à partir de ce moment.

Graphique 1.



D'autre part, le redressement de la production et l'accroissement des importations ayant ramené un meilleur état d'équilibre sur le marché intérieur, les mesures de contrôle et de répartition contingente sont progressivement abandonnées.

(1) Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, novembre 1949.

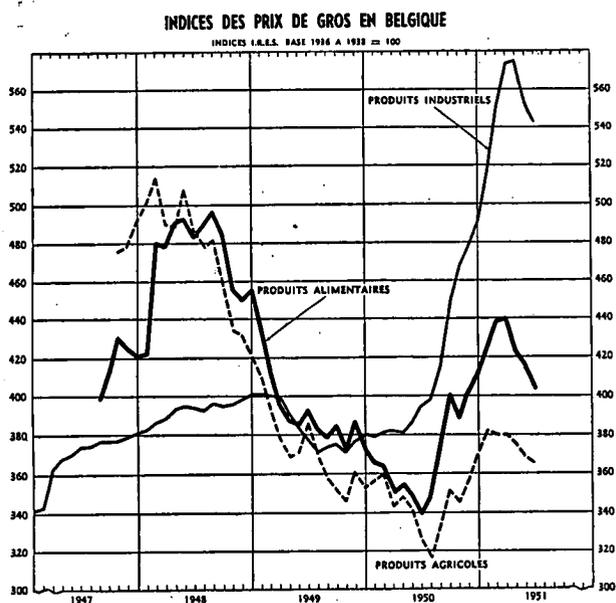
Il en est de même des subventions économiques dont la suppression s'effectuera en deux étapes principales : juillet 1947, février 1948.

De nombreux tempéraments sont apportés également à la politique de blocage des salaires; par voie d'ajustements partiels, le principe d'opposition à un relèvement général étant maintenu.

Tous ces aménagements de la politique gouvernementale des prix renforcent évidemment la tendance de ceux-ci à la fermeté.

Les prix des produits agricoles se développent, jusqu'au début de 1948, à une allure beaucoup plus vive que les prix des produits industriels.

Graphique 2.



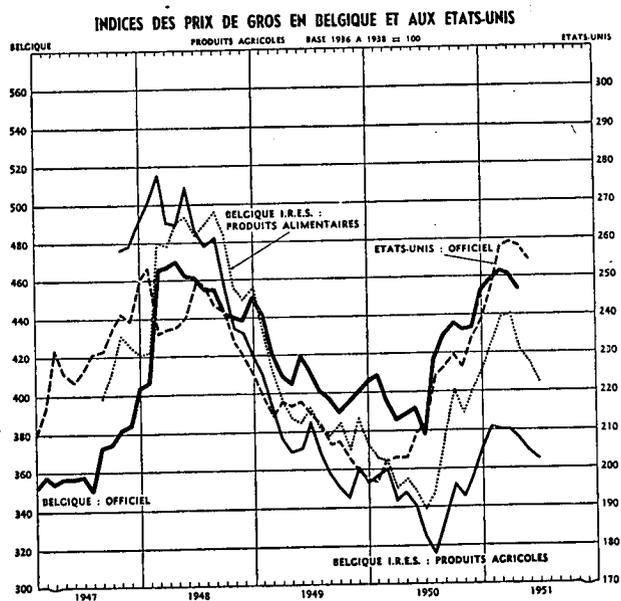
Les causes principales de cette divergence ont été exposées dans la première partie de cette étude. Rappelons que la disparité s'est accentuée en 1947 par suite du déficit important des récoltes mondiales et nationales de céréales et des difficultés rencontrées en matière d'alimentation du bétail.

Le renversement de la tendance des prix agricoles belges se produit avec un certain décalage par rapport à celui des prix américains. C'est d'ailleurs le brusque fléchissement de ceux-ci qui a déclenché le mouvement de repli, en Belgique comme sur les marchés mondiaux.

Les prix des produits d'origine végétale fléchissent dès le mois de mars. Ceux du bétail continuent, au contraire, à s'accroître encore pendant quelques mois, la reconstitution du cheptel restant encore insuffisante en têtes et surtout en poids; elle ne sera achevée que vers la fin de l'année 1948.

La tendance de l'ensemble des prix agricoles restera fondamentalement orientée à la baisse jusqu'au début de 1950.

Graphique 3.



Les indices des produits agricoles importés excéderont constamment, depuis 1947, ceux des produits agricoles indigènes.

Le mouvement de hausse des prix des produits industriels se poursuit jusqu'au début de 1949. Il se développe à un rythme assez différent selon les secteurs considérés. En 1945-1946, il atteint dans les plus fortes proportions les combustibles, certains matériaux de construction, les cuirs, les produits textiles et les produits sidérurgiques. C'est sur ces produits que la demande intérieure, qui joue à ce moment le rôle primordial dans la détermination des prix, exerce la plus forte pression.

La sidérurgie commence cependant déjà à occuper sur les marchés étrangers une position privilégiée qui lui vient de la rapidité du redressement de la production nationale; elle dispose d'éléments de monopole, notamment rareté et brièveté des délais de livraison, qui lui permettent d'obtenir des prix rémunérateurs. Cette situation caractérisera l'évolution ultérieure de nombre d'autres industries belges; elle contribuera à accroître la fermeté de l'ensemble des prix. Le niveau élevé des prix à l'exportation entraîne le redressement d'une série de prix intérieurs d'industries connexes, par exemple ceux des fines à coke qui alimentent l'industrie sidérurgique, et ce redressement influence à son tour, par voie de contagion, le système tout entier.

A partir de 1947, l'influence exercée par la conjoncture mondiale sur la formation de nos prix devient très nette. Elle s'exerce à la fois, de manière indirecte, par le développement rapide de la demande extérieure dont font l'objet les produits belges les plus essentiels à la restauration économique, et d'une manière directe par les importations de matières premières. Les prix de ces dernières, restés jusque-là à un niveau relativement bas, se sont brusquement relevés, ainsi qu'il l'a déjà été dit plus haut, après

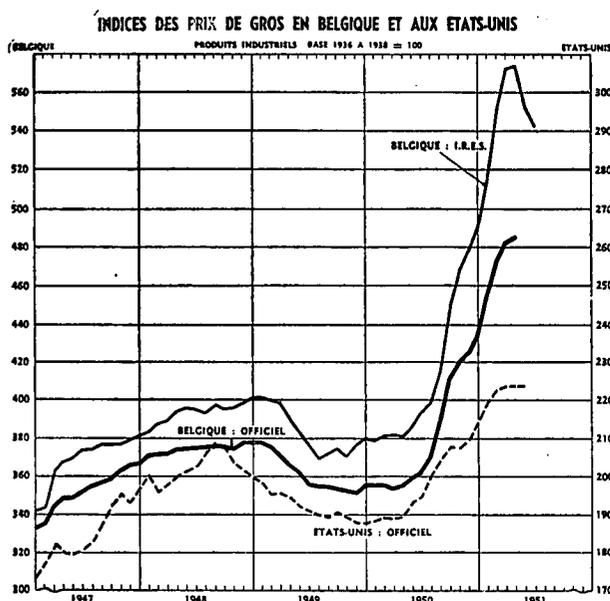
la suppression du contrôle des prix aux Etats-Unis, et ils commencent à faire l'objet d'une demande extérieure et, partant, d'une concurrence entre acheteurs qui ira croissant jusqu'à la fin de 1948, le mouvement de reconstruction s'amplifiant rapidement dans les pays atteints par la guerre.

De janvier 1947 à décembre de la même année, l'indice global des prix belges des matières premières industrielles s'accroît de plus de 20 p. c. Celui des produits finis n'a progressé, dans le même temps, que de 5 p. c. Il se situe à un niveau inférieur à celui du premier, alors qu'il le dépassait nettement un an auparavant.

De décembre 1947 au début de 1949, le mouvement se poursuivra, aux trois stades, à une cadence plus équilibrée : l'accroissement s'élèvera à 6 p. c. pour les matières premières, à 4 p. c. pour les produits demi-finis, à 3,5 p. c. pour les produits finis.

La corrélation entre les mouvements respectifs des prix belges des produits industriels et des prix industriels américains devient très étroite à partir de 1947.

Graphique 4.



Le renversement de la tendance générale du premier suit de très près celui des prix américains.

La récession qui en a résulté a été très brève, mais assez sensible. La contraction de la demande est générale. Elle atteint à la fois la demande intérieure et la demande d'origine extérieure.

Sur le plan mondial, elle s'explique par la disparition ou, tout au moins, la sensible atténuation des états de pénurie relative nés de la guerre. L'approvisionnement en matières premières a cessé de donner lieu à l'intense compétition des deux dernières années. Il s'est amélioré, sous la double influence du relèvement de la production de ces biens et de la diminution de la demande artificiellement gonflée dont ils avaient fait l'objet de la part des industries transformatrices des pays atteints par les hostilités pen-

dant la période où ces industries ont dû elles-mêmes satisfaire les besoins accumulés de leurs propres consommateurs.

Par ailleurs, les progrès sensibles accomplis par l'ensemble de l'industrie transformatrice au cours des derniers mois de 1948, et notamment en Allemagne, ont entraîné une profonde modification des conditions qui avaient présidé jusque-là aux échanges internationaux des biens fabriqués : la concurrence internationale entre producteurs a fait sa réapparition, et les possibilités de choix des pays acheteurs se sont fortement élargies. Les exportations belges ont évidemment été affectées par cette évolution.

La contraction de la demande intérieure globale observée sur le marché belge en 1949 a été elle-même partiellement influencée par celle de la demande extérieure. Dans la mesure où elle est imputable à une diminution de la consommation nationale, elle s'explique par l'état de saturation atteint par le marché.

Le mouvement de récession de nos prix de gros a finalement été affecté à la fois par le fléchissement des cours mondiaux des matières premières, par les difficultés rencontrées à l'exportation et par la contraction de la demande intérieure.

Les prix des matières premières importées et les prix des produits exportés ont subi les réductions proportionnellement les plus accentuées. En témoignent, les mouvements subis, du début de l'année au mois de novembre 1949, par les indices partiels des prix industriels groupés par stades de production et par provenance. Le recul est de l'ordre de 10 p. c. pour les matières premières, de 8 p. c. pour les produits demi-finis, de 4 p. c. pour les produits finis. Il s'établit à 15 p. c. pour l'ensemble des prix des produits importés et à 5 p. c. pour celui des produits indigènes.

Les prix à l'exportation ne font malheureusement pas l'objet d'indices, mais l'ampleur de leur récession peut se déduire de diverses informations fragmentaires recueillies à ce sujet.

L'élément prix ayant retrouvé son caractère de critère discriminatoire, l'alignement des cotations belges sur les cotations étrangères devenait indispensable pour éviter une détérioration du volume des exportations. L'effort qui a été réalisé dans ce sens a été considérable. Il a porté simultanément sur la compression des marges bénéficiaires et sur la contraction des coûts de production; des progrès considérables ont été réalisés dans certains secteurs d'industrie, aux points de vue équipement industriel, rationalisation du travail et productivité.

Parmi les prix à l'exportation, les plus touchés ont été ceux qui avaient bénéficié des plus larges rentes de rareté, pendant la durée du *sellers' market*, spécialement les produits sidérurgiques.

Les prix des produits traités sur le marché intérieur ayant généralement offert plus de résistance à

la baisse, les disparités qui s'étaient développées depuis la guerre entre eux et les prix des produits similaires exportés se sont effacées ou ont changé de sens. Le phénomène n'est d'ailleurs pas propre aux prix belges et s'explique facilement par le caractère plus âpre que revêt la concurrence sur le plan international. L'évolution s'effectuera à nouveau selon le processus inverse après le mois de juin 1950.

Le rythme et l'ampleur du mouvement de régression ont aussi fortement varié selon les industries et les marchés. L'industrie textile a été touchée la première. Le point de saturation du marché intérieur a été atteint très tôt, grâce aux importations massives effectuées dès la libération dans le cadre de la politique adoptée aux fins de combattre les effets inflatoires de l'accumulation des besoins. La contraction de la demande d'origine nationale n'ayant pu être compensée par une augmentation proportionnelle des fournitures à l'étranger — les restrictions à l'importation en vigueur dans la plupart des pays clients s'opposaient à leur extension —, les prix ont immédiatement réagi. Ils apparaissaient en baisse dès les premiers mois de 1948 : à la fin du premier trimestre dans le secteur de l'industrie de la laine, au début du troisième trimestre dans l'industrie cotonnière. La reprise de l'industrie textile précédera d'ailleurs également celle des autres industries.

Les prix des produits chimiques ont cédé, dans l'ensemble et abstraction faite en tous cas des engrais, dans les tout premiers jours de 1949.

Il en est de même de ceux des secteurs du cuir et du papier.

La récession s'est déclenchée plus tardivement dans l'industrie des métaux. Les premiers symptômes ont fait leur apparition en mars-avril : les commandes inscrites ont commencé à se contracter. La tendance s'accroîtra rapidement par la suite. Elle persistera, en ce qui concerne les prix et en dépit du redressement de la production et des exportations, jusqu'à la fin du premier semestre de 1950. A ce moment, les prix sont tombés à des niveaux fort bas.

A la veille des dévaluations monétaires, le mouvement de repli des prix de gros est devenu à peu près général. Seuls y échappent, parmi les produits importants, les matériaux de construction : briques, tuiles, bois, tuyauteries, et l'ensemble des combustibles. Les premiers ont fortement renchéri depuis la guerre et leurs indices sont constamment restés fort élevés. Les prix du charbon, de leur côté, n'ont jamais cessé d'être déterminés par voie de réglementation officielle ; au cours de la dépression de 1949, les prix des fines à coke ont été réduits, mais ceux de diverses autres catégories ont été relevés et l'indice global du secteur reste ferme.

Signalons en passant que le climat de baisse des prix dans lequel a évolué l'économie en 1949, a permis la remise sous le régime du prix normal de la plupart des produits essentiels qui restaient encore

soumis aux mesures de contrôle, notamment les métaux non ferreux, une série de produits sidérurgiques et métallurgiques, les produits textiles, la viande.

La vague de dévaluations monétaires de septembre 1949 a entraîné pendant deux ou trois mois, sur le marché belge comme sur les marchés mondiaux et suite d'ailleurs aux mouvements de ces derniers, des fluctuations disparates et incertaines.

L'incidence du renchérissement, en termes de francs belges, des prix dollars s'est cependant rapidement affirmée plus profonde que celle des réductions résultant de la dépréciation de la livre par rapport au franc belge. Les prix des matières premières se sont assez rapidement redressés sous l'influence de la reprise d'activité observée aux États-Unis, et plus particulièrement de la politique de stockage stratégique et de soutien des prix agricoles pratiquée par le gouvernement américain.

Les prix des produits manufacturés ont, par contre, continué à se contracter, dans l'ensemble, jusqu'au mois d'avril ; la compétition entre exportateurs européens s'est encore accentuée, et les producteurs belges ont dû tenir compte de la dépréciation, plus importante que celle du franc, des devises des pays qui constituent leurs débouchés ou leurs concurrents les plus importants. Ils sont restés fréquemment contraints à de nouvelles concessions, alors que les prix étrangers commençaient déjà à se raffermir.

Deux secteurs d'industrie importants ont évolué en faisant exception à cette tendance générale : celui de l'industrie textile et celui des matériaux de construction. Ce dernier bénéficie d'une demande intérieure qui s'explique à la fois par le développement des travaux publics entrepris dans le cadre de la politique de lutte contre le chômage et par l'accélération des décisions de bâtir prises par les particuliers soucieux de bénéficier des primes à la construction dont le nombre, limité, approche du maximum autorisé.

L'industrie textile est entrée dès le mois d'août 1949, sous l'influence de l'élargissement du marché néerlandais, dans une nouvelle phase d'expansion et les prix atteints en juin 1950 consacrent déjà une augmentation substantielle par rapport à ceux du mois d'août.

Ces mouvements de sens divers s'étant plus ou moins compensés, l'indice global des prix industriels reste stagnant tout au long du premier semestre de 1950.

Celui des prix des produits agricoles et alimentaires continue, abstraction faite des variations saisonnières, à se contracter. La régression du prix du bétail porcin, lequel est devenu fortement excédentaire, constitue toujours le principal facteur de contraction de l'indice global, bien que son mouvement se soit ralenti.

La situation se modifie brusquement à partir de juin 1950.

Le mouvement de croissance brutal de la demande mondiale de matières premières et de biens essentiels qu'a déclenché l'ouverture des hostilités en Corée et qui se poursuivra jusqu'en février-mars 1951 sans être freiné par aucune considération de prix, et la réapparition des états de pénurie auxquels il a donné lieu pour de nombreux produits, exercent sur l'économie et le système des prix belges des répercussions immédiates et profondes.

Les importations de produits bruts ou demi-finis nécessaires au fonctionnement de l'industrie transformatrice et destinées à la reconstitution des réserves se développent au cours du deuxième semestre de 1950 à un rythme accéléré. Grâce aux priorités accordées par la Colonie en matière de livraison de toute une série de produits indigènes et au recours éventuel à des fournisseurs marginaux, notamment en ce qui concerne le coton, les achats ont atteint un niveau qui a généralement permis d'assurer la couverture des besoins. Mais ils ont eu une large incidence sur les coûts de production.

Ils ont par ailleurs contribué au relèvement rapide de la production nationale, favorisé également par l'existence de réserves de main-d'œuvre et un approvisionnement relativement facile en combustibles et en énergie.

Ce relèvement a lui-même constitué, dans certains cas, un facteur d'accroissement des prix, car il a permis aux exportateurs belges de reprendre sur les marchés extérieurs, dont beaucoup présentent à nouveau les caractéristiques du *sellers' market*, la position privilégiée qui avait été la leur au cours des années 1946-1949. Les conditions de délai de livraison ont, en effet, retrouvé toute leur importance et les prix ont pu de ce fait réaliser de substantielles avances tout en conservant un caractère compétitif. La demande de biens de production ou de consommation destinés à la satisfaction du marché intérieur s'est également fortement développée; mais son influence sur la hausse des prix est généralement restée plus modérée. Un examen des indices des prix de gros intérieurs par produits et par groupes de produits permet de constater, en effet, que les records de hausse ont été atteints par les prix des biens dans la fabrication desquels entrent des matières premières dont les cours directs sont déterminés sur les marchés mondiaux et par les prix des produits relevant des industries qui ont bénéficié dans la plus large mesure de la recrudescence de la demande extérieure.

L'augmentation réalisée du mois de juin 1950 au mois (le plus souvent avril ou mai 1951) où les maxima ont été atteints (1), se chiffre à :

(1) D'après les indices de l'Institut de Recherches économiques et sociales, choisis comme base des commentaires qui suivent, car les chiffres afférents au mois de juin 1951 sont déjà connus.

- 95 p. c. pour l'ensemble du secteur textile, et respectivement à 125 p. c. pour l'industrie de la laine, 75 p. c. pour l'industrie cotonnière, 50 p. c. pour l'industrie linière;
- 97 p. c. pour l'industrie du papier;
- 78 p. c. pour l'industrie des cuirs et peaux;
- 42 p. c. pour l'ensemble du secteur métallurgique, soit 47 p. c. pour la sidérurgie et 37 p. c. pour les métaux non ferreux;
- 33 p. c. dans l'industrie chimique.

Elle n'a été que de :

- 12 p. c. dans l'industrie charbonnière;
- 10 p. c. dans l'industrie de la construction. Les prix du groupe Bois ont cependant progressé de 32 p. c. Le bois brut importé a sensiblement renchéri dès le lendemain de la guerre, et les prix représentaient déjà, en juin 1950, quatre à cinq fois leur niveau de 1936-1938.

Les prix des briques se sont fort élevés également depuis la guerre, mais ils ne se sont guère modifiés depuis juin.

Quant à l'accroissement réalisé au cours des huit derniers mois par les prix du secteur Verre, il se limite à 4 p. c.;

- 2 p. c. dans l'industrie du tabac.

Le rythme de la progression a aussi assez fortement varié selon les secteurs d'industrie. Il a surtout été rapide, au début, dans les industries textiles, métallurgique, du papier et des cuirs, qui ont été les premières atteintes par le mouvement. Il s'est ralenti par la suite, sauf dans l'industrie du papier; il est resté rapide dans les textiles jusqu'au moment — le mois de mars — où la tendance est devenue légèrement régressive.

Il a été assez lent au cours du deuxième semestre de 1950; il s'est fortement accru en 1951 dans le secteur des industries chimiques, où il a particulièrement affecté les produits d'origine minérale.

La progression réalisée par l'indice global des prix de gros industriels de juin 1950 à avril 1951 est de l'ordre de 46 p. c. Celle (1) des prix des produits d'origine indigène s'élève à 25 p. c., celle (1) des produits importés à 55 p. c.

Enfin, les mouvements respectifs des indices des prix des produits industriels groupés par stade de production consacrent des hausses s'élevant à 53 p. c. pour les matières premières, à 47 p. c. pour les produits demi-finis, à 38 p. c. pour les produits finis.

La tendance au tassement dont font preuve les cours mondiaux d'une série de produits depuis la mise en application des mesures de lutte contre la hausse des prix adoptée par le gouvernement des Etats-Unis, a déjà influencé l'allure générale de la

(1) Indices du Ministère des Affaires économiques.

courbe des prix de gros belges. L'indice général apparaissait en légère baisse depuis le mois d'avril; celui des prix de gros industriels depuis le mois de mai.

Apparaissent en recul, en juin, les indices ressortissant aux groupes suivants : cuirs et peaux : — 30 p. c.; laine : — 28 p. c.; coton : — 15 p. c.; produits chimiques autres que minéraux : de — 1 p. c. à — 3 p. c.

La baisse n'atteint généralement encore que les matières premières et les produits demi-finis. Dans l'industrie textile, elle s'accompagne d'une légère contraction de la demande extérieure qui affecte surtout les produits bruts et les filés.

Les indices des prix des autres groupes de produits industriels ont continué à progresser légèrement.

En sidérurgie, les prix à l'exportation se sont légèrement tassés au cours du mois de juin. Les acheteurs industriels et spéculateurs semblent avoir été incités à l'expectative par le mouvement de régression rapide qu'ont subi diverses matières premières.

Les prix de base de l'acier marchand *job* à Anvers (Source *Ageco*) se situent à fin juin 1951 à 6.500/7.000 au lieu de 6.750/7.250 en mai, ceux des tôles fortes à 8.250/8.500 au lieu de 9.500/9.800.

Mais il est peu probable que la tendance des prix se renverse, car les besoins restent importants à cause de l'entrée en vigueur des programmes de réarmement. Les possibilités de vente restent considérables, spécialement aux Etats-Unis et en Argentine, laquelle dispose de ressources importantes en francs belges.

La production nationale se maintient depuis quelques mois aux environs immédiats de sa capacité optimum. La demande intérieure d'acier n'a rien perdu de son intensité. Un accord signé le 12 mai 1950, en présence du Ministre des Affaires économiques, entre les représentants des milieux sidérurgiques et ceux des entreprises ressortissant au secteur des fabrications métalliques, a simultanément relevé le tonnage d'acier que les sidérurgistes s'engagent à fournir par priorité à l'industrie nationale (il passe de 140.000 tonnes par mois à 180.000 tonnes) et le prix de la tonne d'acier qu'ils peuvent exiger (il passe de 3.750 à 4.200 francs).

Il a été dit plus haut que les prix des produits sidérurgiques avaient cessé d'être soumis au régime du « prix normal » en novembre 1949. L'accroissement rapide qu'ils ont subi dès le mois de juillet 1950 avait cependant amené les sidérurgistes à convenir d'un plafond de 4.000 francs, qu'ils s'engageaient à ne pas dépasser en ce qui concernait les ventes à l'intérieur. Ce plafond avait été abaissé ultérieurement à 3.750 francs, dans le cadre de la politique de baisse des prix à laquelle il est fait allusion plus bas. Le décalage entre ce prix et les prix à l'exportation,

qui s'était fortement accentué au cours des derniers mois, constituait un obstacle au volume des livraisons au marché intérieur. Le chiffre actuellement adopté, quoique fort inférieur encore aux prix à l'exportation, consacre une hausse sensible par rapport au minimum atteint en mai 1950.

La production d'acier s'est plus ou moins stabilisée depuis deux ou trois mois. En fabrications métalliques, la demande reste également très soutenue. Les commandes du Ministère de la Défense nationale commencent à jouer un rôle dans l'accroissement de la demande intérieure.

Les prix agricoles et alimentaires ont été relativement peu affectés par la vague de hausse des prix des huit derniers mois.

Les prévisions relatives à l'évolution future des prix de gros belges sont extrêmement hasardeuses. Il semble que la tendance générale doive être fondamentalement haussière à cause de l'exécution des programmes de réarmement. Mais le développement des mesures de contrôle des prix, principalement celles prises aux Etats-Unis, et les efforts tentés en vue d'organiser la répartition internationale des matières premières peuvent exercer sur elle une influence réelle de sens inverse.

Les mesures gouvernementales de contrôle direct des prix, rétablies à la suite de la vague de hausse déclenchée en juin, sont jusqu'ici très peu nombreuses en Belgique. Elles peuvent être résumées comme suit : un arrêté ministériel de cadre permettant au Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes d'imposer — par voie d'arrêté d'application — des prix maxima et fixant le mode de détermination de ceux-ci, a été pris le 29 septembre 1950. Ces applications sont restées limitées jusqu'ici à un très petit nombre de produits : fils de laine à tricoter, viande porcine, bovine et de veau, divers produits de tannerie, de lingerie, de confection. Certaines, visant notamment les articles de coton, ont déjà été rapportées.

Un arrêté ministériel en date du 20 octobre 1950 impose aux producteurs l'obligation de faire connaître au Ministère des Affaires économiques les hausses de prix qu'ils se proposent d'appliquer sur le marché belge. Cet arrêté offre un exemple récent d'application : celui du relèvement des prix de la tonne d'acier.

Quelques arrêtés ministériels, pris à partir du mois d'octobre 1950, obligent certains producteurs ou vendeurs de faire connaître au Ministère des Affaires économiques l'importance de leurs stocks.

Une campagne privée de baisse des prix a été menée au cours du troisième trimestre de 1950 à l'initiative de la Fédération des Entreprises belges, conjointement par les organisations d'employeurs, de travailleurs et de grands organismes de distribution. L'objectif consistait en une réduction de l'indice des

prix de détail égale à la moitié de la hausse enregistrée d'août à octobre, et qui devait être acquise à fin décembre. Les efforts portaient évidemment sur les prix de gros comme sur les prix de détail. En cas d'échec, les travailleurs, qui s'engageaient à ne poser aucun acte de revendication jusque-là, devaient bénéficier d'un rajustement général des salaires. En cas de réussite, ils devaient recevoir une prime compensatoire de la hausse des prix de détail subie d'août à octobre.

La baisse s'étant produite, c'est cette dernière solution qui a été adoptée. Signalons en passant que lors de l'accord intervenu pour consacrer ce résultat,

les organisations patronales et syndicales se sont engagées à promouvoir le retour au régime de liaison conventionnelle des salaires à l'indice des prix de détail, et que la plupart des conventions se sont, depuis, conformées à ces desiderata. Le Gouvernement a accordé son appui à la campagne. Il a supprimé les droits d'accise et d'entrée d'une série de produits et réduit les taxes forfaitaires de divers autres produits alimentaires et d'entretien.

Les prix de quelques produits de base sont constamment restés soumis au régime des maxima depuis la guerre : ceux du charbon, de l'énergie électrique et du gaz.

LE MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR DEPUIS SEPTEMBRE 1950

Ce commentaire de l'évolution des deux marchés de *call money* au cours des derniers mois met à jour les indications fournies précédemment par le *Bulletin* pour la période septembre 1949-juillet 1950 (1).

Le resserrement des liquidités dans l'économie

belge, observé au cours du premier semestre de 1950 déjà et devenu plus aigu dans la seconde moitié de l'année, a affecté le volume des disponibilités offertes sur le marché organisé en dehors des chambres de compensation bien plus que celui des apports d'argent au jour le jour d'organismes compensateurs.

Marché de l'argent au jour le jour

(en millions de francs)

Moyenne journalière	PRÊTS ACCORDÉS								Total général (9)	Montants cédés par l'I.R.G. à des organismes non compensateurs (10)
	par des compensateurs			par des non-compensateurs						
	Banques privées (1)	Divers (2)	Total (3)	Office National de Sécurité sociale (4)	Caisse d'Épargne (5)	Caisse d'Épargne du Luxembourg (6)	Divers (7)	Total (8)		
1949 1 ^{er} trimestre	2.004	1.005	3.009	1.102	1.328	519	141	3.090	6.099	917
1950 1 ^{er} trimestre	1.745	486	2.231	676	619	399	581	2.275	4.506	44
2 ^e trimestre	1.914	668	2.582	581	254	231	423	1.489	4.071	284
3 ^e trimestre	1.831	525	2.356	896	95	65	370	1.426	3.782	128
4 ^e trimestre	1.837	708	2.545	1.044	68	45	573	1.730	4.275	50
1951 Janvier	1.759	831	2.590	327	367	74	598	1.366	3.956	5
Février	1.795	767	2.562	905	452	46	582	1.985	4.547	2
Mars	1.978	939	2.917	1.002	448	43	631	2.124	5.041	24
Avril	1.874	575	2.449	470	532	32	554	1.588	4.037	17
Mai	1.539	1.223	2.762	1.141	847	29	603	2.620	5.382	17

Sur ce dernier marché du *call*, en effet, l'offre est constituée pour une bonne part par les prêts des banques belges; or, aussi longtemps que les dépôts bancaires demeurent à un niveau relativement constant, les moyens de trésorerie des banques ne peuvent descendre en dessous d'un montant minimum. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que ce dernier est influencé par la faculté qu'ont les banques d'incorporer le *call money* dans le calcul relatif au coefficient de trésorerie à concurrence de 2 p. c. des dépôts. Dès lors, sauf en périodes exceptionnelles, il existe sans doute une limite inférieure au montant de leurs apports de *call money*, dont les fluctuations sont d'ailleurs conditionnées, pour une bonne part, par l'évolution des dépôts. C'est ainsi qu'en août 1950, ces derniers ayant subi une amputation assez nette et étant revenus à

52.439 millions, la moyenne mensuelle des prêts de *call* par les banques privées s'établissait à 1.635 millions; elle s'est redressée dans les mois ultérieurs, grâce à la reconstitution des avoirs en comptes bancaires. Le tableau ci-dessus indique que la moyenne mensuelle de ces apports d'argent au jour le jour par les banques s'est stabilisée au cours du dernier trimestre de 1950 et des deux premiers mois de 1951, aux environs de 1,8 milliard; en mars, le reflux de monnaie vers les circuits bancaires a déterminé un élargissement assez sensible de l'offre de *call* émanant de ces prêteurs; mais ceux-ci sont amenés à réduire leurs interventions au cours du mois d'avril, après le règlement anticipatif d'obligations fiscales et, à la fin du mois, après le versement des souscriptions à l'emprunt de 1 milliard de la Régie des Télégraphes et Téléphones; la contraction de leurs prêts de *call* s'accroît d'ailleurs encore en mai, en raison sans doute du versement des cotisations de sécurité sociale.

(1) Cf. *Bulletin d'Information* d'octobre 1950, p. 216. On y trouvera une description sommaire de l'organisation des marchés du *call money*.

A côté des banques commerciales privées interviennent également, sur le marché du *call* en compensation, la Banque du Congo Belge et le Crédit Communal, ainsi que diverses institutions paraétatiques dont les contributions sont d'ailleurs beaucoup plus limitées. Les apports de la Banque du Congo Belge se sont étoffés dans les derniers mois de 1950. Au cours des premiers mois de 1951, les interventions de cette institution sur le marché du *call* se maintiennent à un niveau élevé, en raison de l'augmentation des avoirs constitués auprès du siège de Bruxelles par les succursales congolaises; au cours du deuxième trimestre de 1951, l'importance des prêts consentis au jour le jour progresse encore et pallie quelque peu le fléchissement à partir d'avril des apports des banques commerciales privées.

Les interventions du Crédit Communal comme donneur de *call* ont sensiblement diminué en septembre-octobre 1950; elles se sont redressées en fin d'année, pour se maintenir ensuite à un chiffre assez élevé au cours des premiers mois de 1951; en mars, elles s'accroissent encore, mais en avril, leur moyenne mensuelle redevient fort peu importante: ce fléchissement se cumule avec la contraction observée dans les apports des banques privées; aussi les disponibilités totales sur le marché du *call* en compensation apparaissent-elles, en avril, en nette régression, par rapport à leur niveau du mois précédent. Au contraire, en mai, les prêts consentis par le Crédit Communal retrouvent une ampleur considérable; on a vu que, de même, les interventions de la Banque du Congo Belge s'élargissent au cours de ce mois. Ces contingences ont pallié les conséquences qu'aurait eues, pour l'approvisionnement du marché, la réduction des apports des banques privées: les disponibilités offertes aux organismes emprunteurs en compensation ont été plus abondantes en mai qu'en avril.

L'allure d'ensemble des apports sur le marché du *call* en compensation ressort du graphique ci-après: il semble que, dans le courant du second semestre de 1950, la tendance soit plutôt à l'amélioration de l'offre de disponibilités; le redressement est particulièrement net en fin d'année, grâce au développement des interventions de la Banque du Congo Belge et du Crédit Communal. Le progrès du volume des apports s'arrête au début de 1951, et on observe même un certain fléchissement en février: au cours de ce mois, le versement des cotisations de sécurité sociale et le règlement des souscriptions à l'emprunt d'un milliard émis par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie ont provoqué un certain resserrement des liquidités des organismes qui alimentent ce marché. Celui-ci, au contraire, est abondamment approvisionné en mars, mais la ponction opérée par les prélèvements fiscaux, exceptionnellement élevés, qui ont lieu à la fin de ce mois, entraîne un resserrement très net de l'offre d'argent au jour le jour en avril; le mois suivant, la situation se normalise: comme on l'a vu, les apports des banques privées diminuent encore, mais les inter-

ventions du Crédit Communal et, dans une mesure moindre, de la Banque du Congo Belge, s'inscrivent en reprise.

L'Institut de Réescompte et de Garantie demeure, de loin, le principal preneur de *call* en compensation; les emprunts qu'effectuent les banques privées et divers organismes paraétatiques ne dépassent pas le chiffre moyen de 300 millions. Les ressources que l'Institut de Réescompte se procure de la sorte sont destinées au financement de son portefeuille d'acceptations bancaires. Au cours de la période envisagée, ses besoins de liquidités ont dépassé les possibilités de l'offre sur le marché de l'argent au jour le jour; aussi, le transfert de liquidités vers les organismes non compensateurs auquel l'Institut procédait antérieurement a pratiquement cessé, ou tout au moins ne porte plus que sur des chiffres dérisoires.

La tension des marchés de l'argent et des capitaux a exercé des répercussions très nettes sur le volume des disponibilités offertes par les organismes non compensateurs: à partir d'avril 1950, le montant moyen de leurs apports de *call* s'est tenu, sauf aux pointes trimestrielles, en dessous du niveau des disponibilités prêtées en compensation.

Ce sont, en ordre principal, les interventions des institutions officielles d'épargne qui ont subi le resserrement le plus considérable, tout particulièrement au cours de la seconde moitié de l'année. Ainsi, à partir d'août, les apports de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite tombent à un niveau dérisoire, et ce n'est qu'à partir de décembre que l'on peut constater une amélioration du volume des liquidités prêtées au jour le jour par cette institution. Le redressement se poursuit régulièrement au cours des mois ultérieurs et, en mai 1951, la moyenne des apports de *call* émanant de la Caisse a rejoint un niveau élevé influencé par les dépôts à terme déterminés de caisses sociales qui les retirent progressivement; la formation de l'épargne auprès de cet organisme n'a pas, pour autant, témoigné d'une large amélioration; il semble plutôt que la Caisse Générale ait pu aménager sa trésorerie. Dans le cas de la Caisse d'Epargne de l'Etat à Luxembourg, le même phénomène s'est produit en 1950: les interventions de cet organisme sur le marché du *call* hors compensation ont fléchi progressivement dès le début de l'année, en telle sorte qu'elles ne portent plus que sur quelques dizaines de millions à partir d'août; c'est à ce niveau dérisoire que se sont stabilisés, depuis lors, les apports d'argent à vue par l'organisme luxembourgeois.

L'offre de capitaux au jour le jour de l'Office National de Sécurité Sociale se maintient également — sauf aux pointes trimestrielles — à un chiffre assez bas, par rapport aux montants qui étaient prêtés par l'Office au cours des premières années d'après-guerre. Le gonflement de l'offre de cet organisme au moment de l'encaissement trimestriel des cotisations provoque une abondance temporaire de liquidités

« hors compensation » aux environs des mois de février, mai, août et novembre.

D'autres organismes interviennent de manière intermittente comme donneurs de *call* suivant les mouvements de leur trésorerie; dans l'ensemble, leurs apports, après avoir subi les effets du resserrement du troisième trimestre de 1950, se sont maintenus à un niveau élevé pendant la période envisagée.

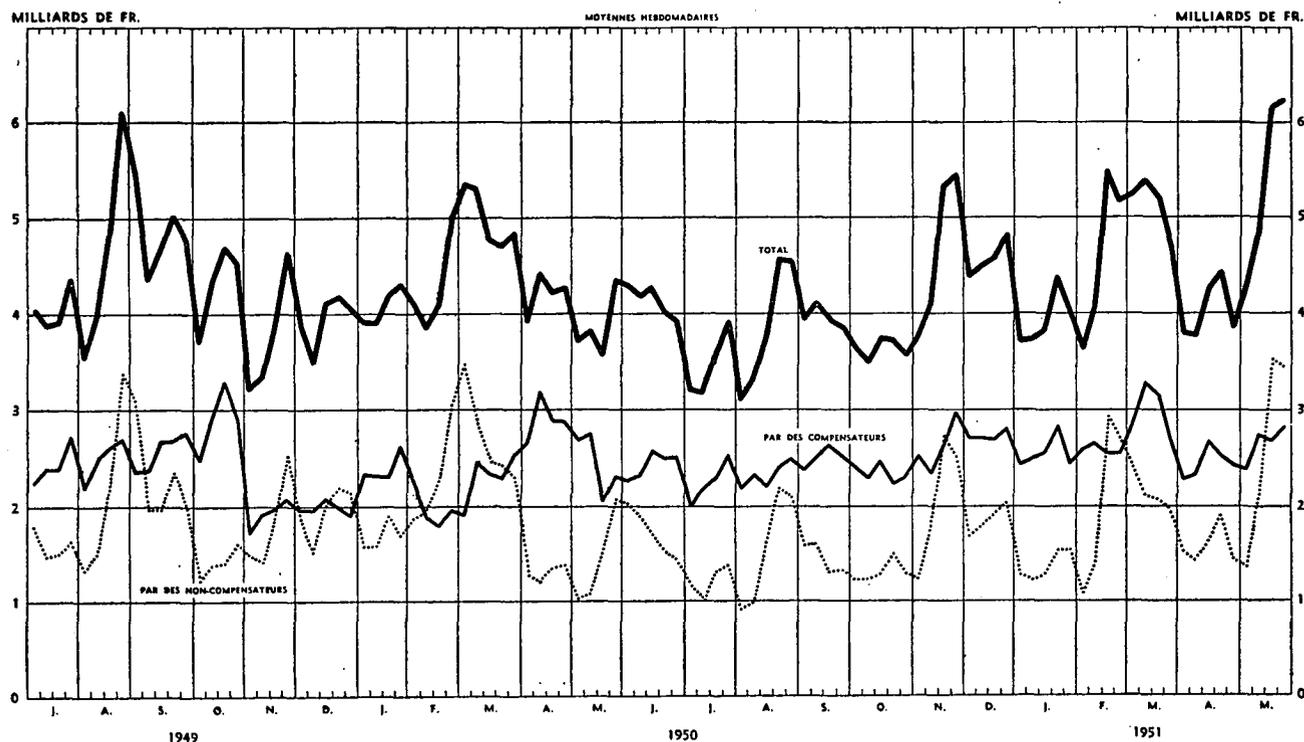
L'allure générale de l'offre d'argent au jour le jour sur le marché hors compensation — dont le Fonds des Rentes est devenu pratiquement le seul emprunteur — est caractérisée par une tendance légèrement haussière persistant depuis les derniers mois de 1950.

On a observé une évolution analogue dans l'offre de capitaux au jour le jour dans les chambres de compensation. Des facteurs généraux régissent, il va de soi, l'abondance des disponibilités sur les deux

marchés du *call*. L'allure des ressources dont ils ont disposé ensemble ressort des chiffres figurant à la colonne 9 du tableau ci-avant ainsi que de la courbe Total du graphique. La période mars-juillet 1950 avait été caractérisée par une tendance baissière fort nette des apports de liquidités. Il semble que l'orientation se soit modifiée à ce moment et que l'approvisionnement des marchés du *call* dans leur ensemble se soit redressé quelque peu; néanmoins, le progrès est encore fort limité; l'étroitesse du marché est d'ailleurs soulignée par l'importance que revêtent les pointes trimestrielles provoquées par le gonflement des interventions de l'Office de Sécurité Sociale; en tout état de cause, les liquidités restent encore beaucoup moins abondantes que pendant la première partie de l'année 1949.

Le taux de l'argent au jour le jour est demeuré fixé à 1,25 p. c. pendant toute la période sous revue.

Apports de « call money » par les organismes compensateurs et non compensateurs



BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle publiée dans notre *Bulletin* de décembre 1950. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE.

- Belgium's new protectionism. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3802, 20 janvier 1951, pp. 76-78.*)
- BRONCHART, O.-J. Caractéristiques actuelles du crédit bancaire en Belgique. (*Conférences du Centre d'études bancaires, Cahier n° 44, mai 1951, pp. 34-50.*)
- DARDENNE, O. Le contrôle des devises au Congo belge. (*Études économiques, publiées sous les auspices de l'Association des Licenciés de l'Institut supérieur commercial et consulaire de Mons, n° 79, décembre 1950, pp. 63-72.*)
- FEDERATION DES ASSOCIATIONS CHARBONNIERES DE BELGIQUE. Le charbon belge compromet-il l'avenir du franc? (*Bruzelles, 1951, 15 p.*)
- JACOBSSON, P. The trend of credit policy. (*Skandinaviska Banken quarterly Review, Stockholm, XXXII, n° 2, avril 1951, pp. 29-32.*)
- JANSSENS, V. De plaats van de Nationale Bank in 's lands credietwezen na de jongste wereldoorlog. (*Economisch en sociaal Tijdschrift, uitgegeven door de Sint-Ignatius Handelshogeschool en U.L.S.I., Anvers, V, n° 1, février 1951, pp. 17-29.*)
- KIRSCHEN, E.-S. La déflation belge de 1948 à 1950. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 4, avril 1951, pp. 198-203.*)
- La position du franc belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 9, 4 mars 1951, pp. 65-66, 70-72.*)
- La situation actuelle des banques belges. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 18, 6 mai 1951, pp. 139-141.*)
- LEEMAN, A. De Belgische deflatie van 1948 tot 1950. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgegeven door het A.C.W., Bruxelles, XLVII, n° 4, avril 1951, pp. 359-361.*)
- MERTENS, J.-E. La Banque Nationale de Belgique, une centenaire qui se porte bien. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, IX, n° 2, avril 1951, pp. 108-124.*)
- NEUMAN, H. De quelques aspects sociaux et économiques des ventes à tempérament. (*Revue de l'Institut de Sociologie, publiée par l'Institut de Sociologie Solvay, Université libre de Bruxelles, 1950, n° 4, pp. 47-65.*)
- OCTORS, E. Décisions néfastes. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 18, 2 mai 1951, pp. 897-900.*)
- Orthodoxy and adventure in Belgium. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3806, 17 février 1951, pp. 243-244.*)
- RENAULD, J.-G. Clause-or et legs de rente viagère. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XV, n° 2, 1951, pp. 135-144.*)
- Revalorisation des monnaies européennes? (*Perspectives, Paris, VII, n° 23, 16 juin 1951, pp. 1-9.*)
- ROGER, Ch. Les finances privées. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XVII, n° 3, mai 1951, pp. 149-160.*)
- SCHREUDERE, E. La dévaluation de la monnaie et l'impôt en Belgique. (*Répertoire fiscal, Bruxelles, novembre-décembre 1950, pp. 305-316.*)
- SENNEBY, B. Interest rates in Sweden and abroad. (*Skandinaviska Banken quarterly Review, Stockholm, XXXII, n° 2, avril 1951, pp. 41-44.*)
- Swiss gold for Belgian copper. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3805, 10 février 1951, pp. 176-177.*)
- TETHER, C.-G. Should gold be raised? (*The Banker, Londres, XCVI, n° 302, mars 1951, pp. 144-146.*)
- TIMMERMANS, A. Banque 1950. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, VIII, n° 3, septembre 1950, pp. 225-265.*)
- TIMMERMANS, A. Evolution des accords de paiement. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, IX, n° 1, janvier 1951 pp. 25-85.*)
- TIMMERMANS, A. Régimes comparés des avoirs belges détenus aux Pays-Bas et des avoirs néerlandais détenus en Belgique. (*Revue commerciale Pays-Bas-Belgique-Luxembourg, revue mensuelle de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 4, avril 1951, pp. 6-8.*)

- The new monetary pact with Belgium. (*The Statist*, Londres, CLIII, n° 3802, 20 janvier 1951, p. 64.)
- VANES, F.-R. De huidige stand van het goudvraagstuk. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXV, n° 23, 30 décembre 1950, pp. 1069-1080.*)
- VAN OFFELEN, Jacques. Où va le franc belge? (*Bureau de Conjoncture économique, Bruxelles, 1951, 31 p.*)
- VAN ROMPUY, V. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in December 1950, Januari, Februari, Maart, April, Mei 1951. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 4757, 17 janvier 1951, pp. 56-57; n° 4764, 14 février 1951, pp. 136-137; n° 4766, 21 mars 1951, pp. 227-228; n° 4774, 25 avril 1951, pp. 325-326; n° 4775, 23 mai 1951, pp. 397-398; n° 4779, 20 juin 1951, pp. 469-470.*)
- WOITRIN, M. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XVII, n° 2, mars 1951, pp. 81-109; n° 4, juin 1951, pp. 375-404.*)
- 2. BOURSE — EPARGNE.**
- BAUDHUIN, F. Aspects financiers du problème de l'habitation. (*L'Habitation, publication de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, IV, n° 4, janvier 1951, pp. 5-10.*)
- BAUDHUIN, F. Le financement du réarmement. (*Revue générale belge, Bruxelles, n° 63, janvier 1951, pp. 467-473.*)
- BAUDHUIN, F. Placements. Principes permanents d'économie privée. Edition 1951. (*Louvain, Institut de Recherches économiques et sociales, 1951, 292 p.*)
- Finances privées. Aperçu : deuxième et troisième trimestre 1950. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 11, novembre 1950, pp. 2054-2057; XXXVII, n° 2, février 1951, pp. 324-329.*)
- GEORLETTE, R. Rôle économique et social des Comptoirs agricoles agréés par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. (*Annales de Gembloux, organe de l'Association des Ingénieurs sortis de l'Institut agronomique de l'État à Gembloux, LVII, n° 1, 1951, pp. 23-36.*)
- La concentration financière dans l'industrie belge du verre. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 7, 18 février 1951, pp. 49-50, 55-56.*)
- LALOIRE, M. L'activité de l'Institut des Classes moyennes, spécialement en matière de crédit et en matière commerciale. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XV, n° 1, 1951, pp. 44-54.*)
- La rentabilité économique des sociétés anonymes. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 11, novembre 1950, pp. 2058-2060.*)
- La structure financière des industries belges et congolaises en 1949. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVII, n° 4, avril 1951, pp. 749-775.*)
- Le mouvement des opérations d'épargne au cours de l'année 1949. (*Bulletin de Statistique, Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 12, décembre 1950, pp. 2282-2287.*)
- Les marchés belges d'actions en 1950. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 4, 28 janvier 1951, pp. 25-26, 31-32.*)
- Les marchés d'obligations en Belgique en 1950. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 2, 14 janvier 1951, pp. 9-10, 15-16.*)
- Les mérites méconnus de l'auto-financement. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 24, 17 juin 1951, pp. 191-192.*)
- NEUILLE, J. Les investissements publics en Belgique (1830-1950). (*Faculté de Droit de l'Université de Paris, Imprimerie nationale, Paris, 1951, 164 p.*)
- Peut-on investir en titres étrangers? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 3, 4 février 1951, pp. 33-34, 40.*)
- ROGER, Ch. Les finances privées. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XVII, n° 3, mai 1951, pp. 149-160.*)
- Statistique des bilans des sociétés hypothécaires, d'épargne et de capitalisation, 1948-1949. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 12, décembre 1950, pp. 2288-2291.*)
- SURQUIN, G. Le financement du transport aérien. (*La Vie économique et sociale, publication de l'Institut supérieur de Commerce Saint-Ignace et U.L.S.I., Anvers, XXII, n° 1, janvier 1951, pp. 32-40.*)

VAN ROMPUY, V. De Belgische geld- en kapitaalmarkt in December 1950, Januari, Februari, Maart, April, Mei 1951. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1757, 17 janvier 1951, pp. 56-57; n° 1761, 14 février 1951, pp. 136-137; n° 1766, 21 mars 1951, pp. 227-228; n° 1771, 25 avril 1951, pp. 325-326; n° 1775, 23 mai 1951, pp. 397-398; n° 1779, 20 juin 1951, pp. 469-470.*)

3. PRIX — SALAIRES.

Allocations familiales. Lois coordonnées. Modifications. Loi du 27 mars 1951. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 15, 11 avril 1951, pp. 740-747.*)

BAUDHUIN, F. Prix, consommation, balance et revenus. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XVII, n° 3, mai 1951, pp. 187-215.*)

COINTRE, R. De Belgische vakbeweging en het loonvraagstuk. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1778, 13 juin 1951, pp. 446-447.*)

CORNIL, L. L'indice des prix de détail. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 15, 11 avril 1951, p. 697-699.*)

DEGEE, E. L'évolution des prix belges en 1950. (*Etudes économiques, publiées sous les auspices de l'Association des Licenciés de l'Institut supérieur commercial et consulaire de Mons, n° 79, décembre 1950, pp. 49-60.*)

DE SUTTER, R. L'évolution des prix agricoles durant l'année 1950. (*Revue de l'Agriculture, publiée par le Ministère de l'Agriculture, Bruxelles, IV, n° 5, mai 1951, pp. 531-552.*)

DUPRIEZ, L. Pourquoi un haut niveau de prix et rémunérations en Belgique? (*Bruelles, Société d'Economie politique de Belgique, 1951, 23 p.*)

GOVERS, J. Lonen en indexcijfer : de glijdende loonschaal. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXVI, n° 5, 15 mars 1951, pp. 205-207; n° 6, 30 mars 1951, pp. 251-258.*)

GROOTEN, R. Etude de quelques rapports de prix. L'agriculture belge au cours de la période 1920-1949. (*Revue de l'Agriculture, publication du Ministère de l'Agriculture, Bruxelles, IV, n° 2, février 1951, pp. 127-146.*)

Incidence des charges sociales sur les rémunérations. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 17, 25 avril 1951, pp. 880-886; n° 24, 13 juin 1951, pp. 1228-1230.*)

L'ajustement des appointements des employés. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 18, 2 mai 1951, pp. 939-945.*)

Le problème des prix et des salaires. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 2, 10 janvier 1951, pp. 72-75.*)

Les prix des industries consommatrices de charbon et la majoration des prix de vente maxima de certains charbons et agglomérés de houille et de lignite. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 10, 7 mars 1951, pp. 430-433.*)

L'évolution des salaires et des prix en Belgique. (*Informations sociales, Bureau international du Travail, Genève, V, n° 12, 15 juin 1951, pp. 499-500.*)

Loi du 30 décembre 1950 relative à la rétribution de dix jours fériés par an. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 2, 10 janvier 1951, pp. 77-80.*)

MELLERY, G. La vie économique : prix et salaires. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XIII, n° 5, 15 mai 1951, pp. 514-516.*)

Note sur l'incidence du prix du charbon remise au Ministre des Affaires économiques. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 22, 30 mai 1951, pp. 1094-1097.*)

PULINCKX, R. Que vaut notre indice des prix de détail? (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 4, avril 1951, pp. 204-208.*)

Rétablissement de certaines réglementations des prix. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 12, 24 mars 1951, pp. 553-556.*)

Retour au rattachement des salaires à l'indice des prix de détail. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles, LII, nos 2-3, février-mars 1951, pp. 109-111.*)

Salaires et charges sociales en Belgique et dans les pays voisins. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 1, janvier 1951, pp. 7-12.*)

Salaires et pouvoir d'achat. Réponse aux revendications syndicales. (*Fabrimétal, bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison, publié par la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 251, 16 avril 1951, pp. 290-296.*)

TOUBEAU, R. Quelques réflexions sur l'expérience de baisse des prix. (*Bulletin social des Industriels, organe de l'Association des Patrons et Ingénieurs catholiques de Belgique, Bruxelles, XXII, n° 172, décembre 1950, pp. 469-471.*)

- VAN DAMME, J. A propos de l'index des prix de détail. (*Fabrimétal, bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison* publié par la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 253, 30 avril 1951, pp. 343-345.)
- VAN DAMME, J. Faut-il rajeunir l'index des prix de détail? (*Fabrimétal, bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques*, Bruxelles, n° 254, 7 mai 1951, pp. 373-375.)
- VERSCHUEREN, A. Lier les salaires aux prix. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges*, Bruxelles, VI, n° 5, 31 janvier 1951, pp. 203-205.)
- ZEGHERS, O. De politiek der vrijwillige prijsverlaging en de koppeling van de lonen aan het indexcijfer der detailprijzen. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond*, Anvers, XXVI, n° 4, 28 février 1951, pp. 155-158.)
- 4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES.**
- A. D. Impôts sur les revenus. Projet de réforme intérimaire. (*La Revue belge des Sciences commerciales*, Bruxelles, XXV, nos 7-8, juillet-août 1950, pp. 203-207.)
- AMERIJKX, F.-R. Wijziging inzake inkomstenbelastingen. (*Brussel, Standaard*, 1951, 48 p.)
- Aperçu des opérations en matière d'impôts au cours de l'exercice 1949. (*Bulletin de Statistique*, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 11, novembre 1950, pp. 2086-2099.)
- Aperçu du budget des recettes et dépenses de l'exercice 1951. (*Bulletin de Statistique*, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 12, décembre 1950, pp. 2293-2304.)
- BAUDHUIN, F. Le financement du réarmement. (*Revue générale belge*, Bruxelles, n° 63, janvier 1951, pp. 467-473.)
- BAUDHUIN, F. Les finances de 1939 à 1949. — III : La Belgique et la Hollande. (*Paris, Librairie de Médicis*, 1951, 177 p.)
- BAUDHUIN, F. L'impôt sur les bénéfices exceptionnels. « Le pour et le contre ». (*Conférence*). (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles*, Bruxelles, LXVIII, n° 24, 15 juin 1951, pp. 499-509.)
- CORNIL, L. Offensive fiscale contre les sociétés. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges*, Bruxelles, VI, n° 6, 7 février 1951, pp. 249-254.)
- Impôts sur les revenus. (*La Revue belge des Sciences commerciales*, publiée par la Société Royale Chambre belge des Comptables, Bruxelles, XXVI, n° 4, avril 1951, pp. 123-144.)
- Impôts sur les revenus. Résumé des principales dispositions de la loi du 8 mars 1951 faisant suite au « projet Van Houtte ». (*Bruxelles, Banque de Bruxelles*, 1951, 16 p.)
- JANSSEN, A.-E. Les finances publiques belges en 1950. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain*, XVII, n° 3, mai 1951, pp. 134-147.)
- Le budget de 1951 et la situation financière au cours des trois premiers trimestres de 1950 (Belgique). (*Statistiques et Etudes financières*, Ministère des Finances, France, Imprimerie nationale, Paris, n° 25, janvier 1951, pp. 93-110.)
- Le budget extraordinaire. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, VI, n° 11, 18 mars 1951, pp. 81-82, 88.)
- LEFEBURE. Le contrôle du budget en Belgique. (*Annales de Finances publiques*, Paris, Institut de Droit comparé de l'Université, 1950, n° 10, pp. 128-159.)
- Le régime fiscal de la Colonie. (*Bulletin mensuel d'Informations générales et Revue des Marchés de la Banque du Congo Belge*, Bruxelles, III, n° 12, décembre 1950, pp. 257-267.)
- Les opérations de la Trésorerie de 1940 à 1949, la situation de la dette publique de 1935 à fin 1949 et le bilan de l'Etat. (*Bulletin de Statistique*, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVI, n° 11, novembre 1950, pp. 2064-2085.)
- MORRENS, F. De nieuwe inkomstenbelastingen. (*De Christelijke Werkgever*, Bruxelles, VII, n° 4, avril 1951, pp. 135-144.)
- Que penser d'une taxe à l'exportation? (*Fabrimétal, bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques*, Bruxelles, n° 257, 28 mai 1951, pp. 430-432.)
- SCHREUDERE, E. La dévaluation de la monnaie et l'impôt en Belgique. (*Répertoire fiscal*, Bruxelles, novembre-décembre 1950, pp. 305-316.)
- Situation financière de la Caisse autonome des dommages de guerre. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges*, Bruxelles, VI, n° 12, 21 mars 1951, pp. 548-552.)
- TIBERGHIE, A. De wet Van Houtte. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond*, Anvers, XXVI, n° 7, 15 avril 1951, pp. 303-311; n° 8, 30 avril 1951, pp. 349-360.)

- VANDERHULPEN, F. Dépenses de personnel des communes et des provinces au cours des années 1947 et 1948. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVII, n° 2, février 1951, pp. 298-323.*)
- VANDERHULPEN, F. Evolution de la dette des administrations et établissements publics locaux, de 1939 à 1949. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVII, n° 1, janvier 1951, pp. 144-131.*)
- VANDERHULPEN, F. Statistique des finances provinciales d'après les comptes de 1939 à 1949 et les budgets de 1950 et 1951. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVII, n° 3, mars 1951, pp. 534-546.*)
- van SCHOTEN, Fr. Het ontwerp tot tijdelijke fiscale hervorming. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijkse tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Antvers, XXVI, n° 4, 28 février 1951, pp. 459-465.*)
- 5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT.**
- Coordination non officielle de la législation sur la sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 17, 25 avril 1951, pp. 874-879.*)
- FUSS, H. Considérations sur le financement de la sécurité sociale des travailleurs salariés. (*Revue de Science et de Législation financières, Paris, n° 2, avril-juin 1951, pp. 285-294.*)
- LALOIRE, M. L'activité de l'Institut des Classes moyennes, spécialement en matière de crédit et en matière commerciale. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XV, n° 1, 1951, pp. 44-54.*)
- LEEN, W. Quelques considérations en rapport avec le financement de la sécurité sociale. (*Revue du Travail, organe du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale de Belgique, Bruxelles, LII, n° 4, avril 1951, pp. 320-324.*)
- Rapport sur la réforme de la sécurité sociale. Résumé schématique des points de vue des commissaires d'Etat. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 10, 7 mars 1951, pp. 439-450.*)
- Relèvement du plafond de la sécurité sociale. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 19, 9 mai 1951, pp. 985-993.*)
- Sécurité sociale. Répartition des cotisations. Cotisation personnelle des employés. Loi du 27 mars 1951. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 15, 14 avril 1951, pp. 735-739.*)
- STEVENS, E. Bedenkingen omtrent de hervorming van de maatschappelijke zekerheid. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijkse tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Antvers, XXVI, n° 7, 15 avril 1951, pp. 343-347.*)
- WATILLON, L. Un aspect de la réforme de la sécurité sociale. (*Problèmes, revue mensuelle du Bureau d'Etude et de Documentation de la Fédération générale du Travail de Belgique, Bruxelles, IV, n° 11, novembre 1950, pp. 625-635.*)
- 6. RECONSTRUCTION — REEQUIPEMENT.**
- BAUDHUIN, F. Aspects financiers du problème de l'habitation. (*L'Habitation, publication de l'Institut national pour la Promotion de l'Habitation, Bruxelles, IV, n° 1, janvier 1951, pp. 5-10.*)
- CAPIAU, H. Le rééquipement de l'industrie charbonnière belge. (*Bulletin bimestriel de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, I, n° 144, janvier-février 1951, pp. 24-26.*)
- FEDERATION DES ASSOCIATIONS CHARBONNIERES DE BELGIQUE. Le charbon belge compromet-il l'avenir du franc? (*Bruxelles, 1951, 15 p.*)
- FEDERATION DES ASSOCIATIONS CHARBONNIERES DE BELGIQUE. Observations présentées au sujet du « Rapport Robinson » par l'industrie charbonnière belge. (*Bruxelles, 62, rue Royale, 1951, 28 p.*)
- La structure financière des industries belges et congolaises en 1949. (*Bulletin de Statistique, publié par l'Institut national de Statistique, Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Bruxelles, XXXVII, n° 4, avril 1951, pp. 749-775.*)
- NEUILLE, J. Les investissements publics en Belgique (1830-1950). (*Faculté de Droit de l'Université de Paris, Imprimerie nationale, Paris, 1951, 164 p.*)
- ROBINSON, N. Report on the belgian coal industry. (*Bruxelles, E.C.A., 1951, 27 p.*)
- Situation financière de la Caisse autonome des Dommages de Guerre. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 12, 24 mars 1951, pp. 548-552.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES.

- Balance des comptes de l'Union européenne de paiements. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 10, 7 mars 1951, pp. 434-436.*)
- BALOGH, T., SMITHIES, A. & HABERLER, G. European unification and the dollar problem. Comment. Further comment. (*The quarterly Journal of Economics, Harvard University, Cambridge (Mass.), LXV, n° 1, février 1951, p. 110-129.*)
- BAREAU, P. Vers une monnaie européenne. (*Synthèses, Bruxelles, VI, n° 61, juin 1951, pp. 12-20.*)
- BAUDHUIN, F. L'Europe après le plan Marshall. (*Synthèses, Bruxelles, VI, n° 61, juin 1951, pp. 24-27.*)
- Belgium and E.C.A. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3816, 28 avril 1951, pp. 568-569.*)
- BEROLZHEIMER, J. E. R. P. and government finances of the participating countries. (*Finances publiques, Amsterdam, VI, n° 1, 1951, pp. 39-52.*)
- Bilateralism inside E.P.U.? (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3819, 19 mai 1951, pp. 672-673.*)
- CLAESSENS, H.-M. L'Union européenne des paiements après six mois de fonctionnement. (*Industrie, revue de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, V, n° 2, février 1951, pp. 84-87.*)
- COPPOLA D'ANNA, F. The monetary aspects of the proposed West European Union. (*Finances publiques, Amsterdam, V/V, n° 4, 1950, pp. 563-572.*)
- Dollar crisis in 195-? (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3808, 3 mars 1951, pp. 272-273.*)
- Flight of capital from Europe through the E.P.U. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3819, 19 mai 1951, pp. 674-672.*)
- Fonctionnement de l'Union européenne des paiements. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 22, 30 mai 1951, pp. 1100-1104.*)
- FREI, R. Einige Aspekte der Europäischen Zahlungsunion. (*Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, publié par la Société suisse de Statistique et d'Economie politique, Bâle, LXXXVII, n° 1, février 1951, pp. 29-47.*)
- GISCARD d'ESTAING, E. Les problèmes monétaires de l'Union européenne occidentale : position de la France. (*Finances publiques, Amsterdam, V/V, n° 4, 1950, pp. 548-562.*)
- HARROD, R. European economic co-operation : a British viewpoint. (*Finances publiques, Amsterdam, V/V, n° 4, 1950, pp. 538-547.*)
- HINSHAW, R. The European Payments Union : Consideration of some criticisms. (*The Review of Economics and Statistics, publiée par Harvard University, Cambridge (Mass.), XXXIII, n° 1, février 1951, pp. 55-59.*)
- HIRSCHMAN, A.-L. The European Payments Union : Negotiations and the issues. (*The Review of Economics and Statistics, publiée par Harvard University, Cambridge (Mass.), XXXIII, n° 1, février 1951, pp. 49-55.*)
- JACOBSSON, Per. Monetary improvements in Europe. Problems of a return to convertibility. (*National Bank of Egypt, Economic Bulletin, Le Caire, vol. III, n° 4, 1950, pp. 235-239 et 239-241.*)
- La Belgique et le « European Recovery Program » (Plan Marshall). (*Revue trimestrielle de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, 1951, n° 1, pp. 9-15.*)
- L'aide américaine et le Congo belge. (*Chronique de politique étrangère, publication de l'Institut des Relations internationales, Bruxelles, vol. IV, n° 2, mars 1951, pp. 196-210.*)
- LAMBERT, P. Place et perspectives de l'Union européenne de paiements dans l'histoire monétaire. (*Synthèses, Bruxelles, VI, n° 61, juin 1951, pp. 83-95.*)
- Liberalisation endangered. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3820, 26 mai 1951, pp. 704-705.*)
- LIGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE. Vers la liberté des transferts internationaux de devises. (*Bruxelles, 1950, 30 p.*)
- MALAGODI, G.-Fr. Politica economica internazionale e Unione Europea di Pagamenti. (*Bancaria, Rassegna dell'Associazione bancaria italiana, Rome, VI, n° 10, octobre 1950, pp. 947-952.*)
- MENDERSHAUSEN, H. Foreign aid with and without dollar shortage. (*The Review of Economics and Statistics, publiée par Harvard University, Cambridge (Mass.), XXXIII, n° 1, février 1951, pp. 38-48.*)
- MEURICE, J. L'Union européenne des paiements. (*Revue des Sciences économiques, Liège, XXV, n° 84, décembre 1950, pp. 159-173.*)
- POSTHUMA, S. On the possibility of a West-European monetary and economic union. (*Amsterdam, 1950, s.p.*)
- QUADEN, P. Clause-or et monnaie U.E.P. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XV, nos 3-4, 1951, pp. 185-201.*)
- SERMON, L. La monnaie dans la formation des unions économiques. (*Energie, publication de l'Association des Centrales électriques industrielles de Belgique, Bruxelles, n° 105, janvier-février 1951, pp. 1275-1280.*)

SERMON, L.-L. Problèmes monétaires de l'unification européenne. (*Finances publiques, Amsterdam, V/V, n° 4, 1950, pp. 511-537.*)

Swiss gold for Belgian copper. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3805, 10 février 1951, pp. 176-177.*)

TANNEGUY de FEUILLADE de CHAUVIN. Die Europäische Zahlungs-Union — ein Erfolg der O.E.E.C. (*Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt-s/M, IV, 1, 1^{er} janvier 1951, pp. 14-18.*)

TETHER, C.-G. Should gold be raised? (*The Banker, Londres, XCVI, n° 302, mars 1951, pp. 141-146.*)

The dollar problem under changed conditions. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3804, 3 février 1951, pp. 151-152.*)

The new monetary pact with Belgium. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3802, 20 janvier 1951, p. 64.*)

TIMMERMANS, A. Evolution des accords de paiement. (*Annales de Sciences économiques appliquées, publication de l'Institut des Sciences économiques appliquées, Louvain, IX, n° 1, janvier 1951, pp. 25-85.*)

Un instrument efficace : l'Union européenne de paiements. (*L'Economie, Paris, VII, n° 304, 17 mai 1951, pp. 9-12.*)

VAN DER BURG, J. West-Duitsland's positie in de Europese Betalingsunie. (*Maandschrift Economie, Tilburg, XV, n° 3, décembre 1950, pp. 126-140.*)

VANES, F.-R. De huidige stand van het goudvraagstuk. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXV, n° 23, 30 décembre 1950, pp. 1069-1080.*)

VANES, F.-R. Wisselrestricties. (*Economisch en sociaal Tijdschrift, Anvers, V, n° 2, avril 1951, pp. 65-89.*)

VAN HOUTTE, J. België en de Europese Betalingsunie. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXVI, n° 2, 31 janvier 1951, pp. 55-59; n° 3, 15 février 1951, pp. 107-112.*)

8. ASPECTS FINANCIERS DE BENELUX.

BREZET, J.-C. De goedkoop-geldpolitiek gered. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1756, 10 janvier 1951, pp. 24-25.*)

DE CREEFT, F. Qu'est-ce que Benelux ? Son influence sur l'industrie des assurances en Belgique. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, VIII, n° 3, septembre 1950, pp. 183-200.*)

De economische toestand van Nederland. (*Centraal Bureau voor de Statistiek, Statistische en economische Onderzoekingen, La Haye, V, n° 4, 4^e trimestre 1950, pp. 149-165; VI, n° 1, 1^{er} trimestre 1951, pp. 3-21.*)

Economische en financiële toestand van Nederland. Vierde kwartaal 1950 en eerste kwartaal 1951. (*Amsterdamsche Bank, Financieel economisch Kwartaaloverzicht, Amsterdam, n° 91, décembre 1950, pp. 8-43; n° 92, mars 1951, pp. 19-48.*)

Grenzen van monetair beleid. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1774, 16 mai 1951, pp. 368-374.*)

Inflatie en de monetaire autoriteiten. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1757, 17 janvier 1951, pp. 44-45.*)

KEESING, F.-A.-G. Benelux. (*Economisch Kwartaaloverzicht, Amsterdamsche Bank, Amsterdam, n° 92, 1951, pp. 1-12.*)

KEESING, F.-A.-G. The monetary evolution of the Netherlands 1945-1950. (*Finances publiques, Amsterdam, V/V, n° 4, 1950, pp. 504-510.*)

KOOLE, R. De credietrestrictie. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1757, 17 janvier 1951, pp. 46-47.*)

KYMMELL, J. De economische unie; reculer pour mieux sauter? (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1770, 18 avril 1951, pp. 292-293.*)

La politique des salaires et des prix aux Pays-Bas. (*Informations sociales, publication du Bureau international du Travail, Genève, V, n° 7, 1^{er} avril 1951, pp. 272-275.*)

Le budget de 1951 (Pays-Bas). (*Statistiques et Etudes financières, Ministère des Finances, France, Imprimerie nationale, Paris, n° 25, janvier 1951, pp. 111-133.*)

LEY, Ernest. Zur Frage der Wirtschaftsunion. Eine volkswirtschaftliche Betrachtung auf Grund der belgisch-niederländisch-luxemburgischen Zoll- und Wirtschaftsunion. (*Luxembourg, Bourg-Bourger, 1950, 84 p.*)

L'unification des droits d'accise dans le cadre de Benelux. (*Le petit Journal du Braiseur, Bruxelles, LIX, n° 2330, 2 février 1951, pp. 75-80.*)

MERTENS, J.-E. De betekenis van de monetaire convertibiliteit voor de verwezenlijking van Benelux. (*Economisch Kwartaaloverzicht, Amsterdamsche Bank, Amsterdam, n° 92, 1951, pp. 13-18.*)

Nouvelles augmentations des prix et des salaires aux Pays-Bas. (*Informations sociales, publication du Bureau international du Travail, Genève, V, n° 11, 1^{er} juin 1951, pp. 446-448.*)

- The Dutch balance of payments. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3804, 3 février 1951, pp. 154-155.*)
- TINBERGEN, J. Les aspects néerlandais du problème de l'équilibre international en longue durée. (*Revue économique, Paris, n° 3, mai 1951, pp. 298-304.*)
- van AMERINGEN, A.-A. Deviezenood en deviezennota. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1778, 13 juin 1951, pp. 440-443.*)
- VAN HOUTTE, J. Les perspectives d'unification du droit fiscal du Benelux. (*Annales de Finances publiques, Paris, Institut de Droit comparé de l'Université, 1950, n° 10, pp. 19-29.*)
- van WALSEN, H.-F. Benelux et l'assistance aux pays sous-développés. (*Bulletin bimestriel de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, L, n° 145, mars-avril 1951, pp. 336-340.*)
- van WATERSCHOOT, J. Balans van vijf jaar Benelux-inspanningen. (*Economica-Documentatie, Louvain, I, n° 3, décembre 1950, pp. 75-93.*)
- VERBEEK, E.-W.-P. La balance néerlandaise des paiements et Benelux. (*Revue commerciale Pays-Bas-Belgique-Luxembourg, revue mensuelle de la Chambre de Commerce néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg, Bruxelles, n° 4, avril 1951, pp. 9-14.*)
- VIXSEBOXSE, G. Enkele opmerkingen over de Nederlandsche handelsbalans. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1757, 17 janvier 1951, pp. 47-48.*)
- WEISGLAS, M. Het V^e Economisch Benelux Congres. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1771, 25 avril 1951, pp. 319-320.*)
- WENTHOLT, W. Vraagstukken rondom de credietcontrole en het deviezenbeleid. (*Amsterdam, Buijten en Schipperheim, 1951, 78 p.*)
- 9. LE PLAN SCHUMAN.**
- BACHMANN, H. Partielle Wirtschaftsunion? Betrachtungen zum Schuman-Plan. (*Aussenwirtschaft, Zeitschrift für internationale Wirtschaftsbeziehungen, Berne, V, Heft IV, décembre 1950, pp. 237-243.*)
- CHASTENET, J. The Schuman plan. (*Harvard Business Review, New-York, XXIX, n° 2, mars 1951, pp. 60-68.*)
- CLAESSENS, H.-M. Le plan Schuman. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 11, 14 mars 1951, pp. 477-482.*)
- Etat et perspectives du plan Schuman. (*Perspectives, Paris, VII, n° 13, 7 avril 1951, pp. 1-6.*)
- Fate of the Schuman plan. (*The Economist, Londres, CLX, n° 5611, 10 mars 1951, pp. 523-524.*)
- France and the Schuman plan. Employers organise opposition. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3808, 3 mars 1951, pp. 275-276.*)
- FRIEDENSBURG, F. Le problème des matières premières dans le plan Schuman. (*Politique étrangère, publication du Centre d'Etudes de Politique étrangère, Paris, XVI, n° 1, février 1951, pp. 17-28.*)
- GRIMOUX, P.-A. La France, l'Allemagne occidentale, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas ont paraphé le plan Schuman. (*L'Economiste européen, Paris, CIX, n° 2624, 25 mars 1951, pp. 181-183.*)
- Has rearmament killed the Schuman Plan? (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3807, 24 février 1951, pp. 246-247.*)
- Het plan Schuman. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1767, 28 mars 1951, pp. 247-250.*)
- LAVERGNE, B. Le plan Schuman : un coup d'épée dans l'eau ou la soviétisation camouflée des industries du charbon et de l'acier? (*L'Année politique et économique, Paris, XXIV, nos 100-101, pp. 77-181.*)
- LEEMAN, A. Het Schuman-Plan. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, uitgegeven door het A.C.W., Bruxelles, XLI, n° 12, décembre 1950, pp. 1169-1174.*)
- Le Luxembourg et le plan Schuman. (*Bulletin d'Information publié par le Ministère d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, VII, nos 3/4, 30 avril 1951, pp. 42-52.*)
- Les fédérations industrielles centrales et le plan Schuman. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 6, 7 février 1951, pp. 264-267.*)
- Les modalités envisagées pour l'application du plan Schuman. (*L'Economie, Paris, VII, n° 283, 11 janvier 1951, pp. 8-11.*)
- L. V. H. Le plan Schuman. (*La Revue belge des Sciences commerciales, publiée par la Société royale Chambre belge des Comptables, Bruxelles, XXV, nos 11-12, novembre-décembre 1950, pp. 369-384.*)
- Plan Schuman. Signature du projet de communauté par les représentants des six pays intéressés. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, VI, n° 19, 9 mai 1951, pp. 976-981.*)
- I. Plan Schuman. — II. Texte du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier. — III. Convention relative aux dispositions transitoires. (*Chronique de politique étrangère, Bruxelles, vol. IV, n° 3, mai 1951, pp. 311-443.*)

- PLOUVIER, W. Het Schuman-plan. (*V.E.V.-Berichten, halfmaandelijks tijdschrift van het Vlaams Economisch Verbond, Anvers, XXVI, n° 8, 30 avril 1951, pp. 361-374; n° 10, 31 mai 1951, p. 467-476.*)
- The continental coal-steel pool. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3812, 31 mars 1951, pp. 424-425.*)
- The Schuman community. (*The Economist, Londres, CLX, n° 5622, 26 mai 1951, pp. 1216-1218.*)
- The Schuman plan treaty. (*The Economist, Londres, CLX, n° 5622, 26 mai 1951, pp. 1236-1238.*)
- URI, P. Le plan Schuman et les problèmes d'économie internationale. (*Bulletin international des Sciences sociales, Unesco, Paris, vol. III, n° 1, printemps 1951, pp. 23-30.*)
- VAN HECKE, G. Les grandes lignes du plan Schuman. (*La Revue nouvelle, Bruxelles, XIII, n° 5, 15 mai 1951, pp. 449-470.*)
- 10. GENERALITES.**
- Arsenal of Europe. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3812, 31 mars 1951, pp. 427-430.*)
- Arsenal of Europe. — II. The financial background. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3814, 13 avril 1951, pp. 500-501.*)
- BAUDHUIN, F. La Belgique devant ses nouveaux problèmes. (*Bulletin bimestriel de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, L, n° 145, mars-avril 1951, pp. 196-203.*)
- Belgium's new protectionism. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3802, 20 janvier 1951, pp. 76-78.*)
- DEQUAE, A. Koloniale problemen. (*Economica-Documentatie, Louvain, I, n° 3, décembre 1950, pp. 94-101.*)
- DUPRIEZ, L.-H. Les déterminantes principales de la situation économique belge. (*Revue économique, Paris, n° 3, mai 1951, pp. 305-309.*)
- L'aide américaine et le Congo belge. (*Chronique de politique étrangère, publication de l'Institut des Relations internationales, Bruxelles, vol. IV, n° 2, mars 1951, pp. 196-210.*)
- Le Congo belge en 1950. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, VI, n° 19, 13 mai 1951, pp. 147-148; n° 21, 27 mai 1951, pp. 163-164, 170.*)
- LEFEBVRE, J. La situation économique du Congo belge en 1950. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XVII, n° 3, mai 1951, pp. 305-318.*)
- Orthodoxy and adventure in Belgium. (*The Statist, Londres, CLIII, n° 3806, 17 février 1951, pp. 213-214.*)
- OSTERRIETH, F. Discours prononcé à l'assemblée générale statutaire des membres de la Chambre de Commerce d'Anvers, le 21 décembre 1950. (*Anvers, Chambre de Commerce d'Anvers, 1950, 27 p.*)
- Où en est la Belgique? Une prospérité provisoire due au réarmement. (*Perspectives, Paris, VII, n° 9, 3 mars 1951, pp. 1-11.*)
- PINXTEN, K. et BRUIJNS, L. De algemene economische structuur van Belgisch Kongo. (*Economisch en sociaal Tijdschrift, uitgegeven door de Sint-Ignatius Handelshogeschool en U.L.S.I., Anvers, V, n° 1, février 1951, pp. 1-16.*)
- Réarmement. (*Fabrimétal, Bulletin hebdomadaire d'Information et de Liaison de la Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications métalliques, Bruxelles, n° 248, 26 mars 1951, pp. 236-239.*)
- Situation économique de la Belgique au 20 avril 1951. (*Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers, Anvers, XLVII, n° 6, juin 1951, pp. 321-333.*)
- van MEERHAEGHE, M. De economische toestand van Belgisch-Kongo en Ruanda-Urundi. (*Economisch-Statistische Berichten, uitgave van het Nederlandsch Economisch Instituut, Rotterdam, XXXVI, n° 1771, 25 avril 1951, pp. 315-319.*)
- WOITRIN, M. La conjoncture économique de la Belgique. (*Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain, XVII, n° 2, mars 1951, pp. 81-109; n° 4, juin 1951, pp. 375-404.*)

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur* belge, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 27 avril 1951

modifiant certaines dispositions relatives à la sécurité sociale des travailleurs, des ouvriers mineurs et assimilés et concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (*Moniteur*, 30 avril-1^{er} mai 1951, p. 3363). (Voir texte, *Bulletin*

de mai 1951, p. 307.) — *Erratum* (*Moniteur*, 19 mai 1951, p. 3866).

Loi du 30 avril 1951

sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce (*Moniteur*, 10 mai 1951, p. 3582).

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté ministériel du 19 mars 1951

modifiant le régime fiscal des bières (*Moniteur*, 24-22 mai 1951, p. 3953).

Arrêté royal du 23 avril 1951

fixant les conditions d'intérêt et d'amortissement de certains capitaux mis à la disposition de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (*Moniteur*, 14-15-16 mai 1951, p. 3721).

Loi du 17 avril 1951

contenant le budget du Ministère de la Reconstruction pour l'exercice 1951 (*Moniteur*, 19 mai 1951, p. 3847).

Arrêté royal du 23 avril 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits de timbre (*Moniteur*, 18 mai 1951, p. 3825).

Arrêté royal du 23 avril 1951

relatif au renouvellement des obligations de la dette à 3,5 p. c. de 1937 (Moniteur, 20 mai 1951, p. 3902).

Arrêté ministériel du 28 avril 1951

approuvant l'émission d'un emprunt de 150.000.000 de francs par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur, 6 mai 1951, p. 3494).

Loi du 10 mai 1951

contenant le budget du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes pour l'exercice 1951 (Moniteur, 24 mai 1951, p. 4006).

Arrêté royal du 15 mai 1951

fixant les conditions d'intérêt et de remboursement de certains capitaux mis à la disposition de la Société nationale de la Petite Propriété terrienne (Moniteur, 28-29 mai 1951, p. 4176).

Loi du 21 mai 1951

contenant le budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1951 (Moniteur, 28-29 mai 1951, p. 4163).

Arrêté ministériel du 25 mai 1951

relatif aux modalités de rachat d'obligations de l'Emprunt d'assainissement monétaire. — Mesures en faveur des sinistrés (Moniteur, 28-29 mai 1951, p. 4177).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 2 mai 1951

relatif à l'octroi de primes aux industries produisant, à base de lait belge, certains fromages, de la poudre de lait, du lait concentré ou de la caséine (Moniteur, 7-8 mai 1951, p. 3527).

Arrêté ministériel du 4 mai 1951

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur, 7-8 mai 1951, p. 3528).

Arrêté ministériel du 9 mai 1951

prescrivant le recensement agricole et horticole au 15 mai 1951 (Moniteur, 13 mai 1951, p. 3696).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 7 mars 1951

ordonnant des statistiques de l'activité et de la production des cokeries, des fabriques d'agglomérés de houille, des industries métallurgiques du fer et des métaux non ferreux, des carrières et industries connexes (Moniteur, 4-5 mai 1951, p. 3432).

de l'arrêté royal du 13 janvier 1935, il est interdit aux meuneries tombant sous l'application du présent arrêté d'accroître leurs installations établies au 30 août 1947, ou, pour les meuneries intégrées dans un complexe de fabrication, au 19 février 1950.

Aucune nouvelle meunerie, dont l'activité tomberait sous l'application du présent arrêté, ne peut s'établir ou se mettre en marche qu'après avoir obtenu, indépendamment des autorisations requises par les lois et règlements en vigueur, l'autorisation du Roi.

Arrêté royal du 30 avril 1951

accueillant une requête relative à l'industrie de la meunerie, déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (Moniteur, 25 mai 1951, p. 4057).

Jusqu'au 30 juin 1953, mais sous réserve de l'application de l'article 4 du présent arrêté et des dérogations qui peuvent être accordées conformément à l'article 20

Arrêté ministériel du 4 mai 1951

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur, 11 mai 1951, p. 3625).

Arrêté ministériel du 8 mai 1951

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur, 21-22 mai 1951, p. 3967).

Arrêté royal du 21 avril 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie des pâtes, papiers et cartons prise en exécution de la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix. — Erratum (Moniteur, 19 mai 1951, p. 3866).

Arrêté royal du 24 avril 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale du transport en date du 8 décembre 1950 relative à la durée du travail du personnel occupé dans les entreprises d'autocars (Moniteur, 6 mai 1951, p. 3498).

Arrêté royal du 25 avril 1951

dressant la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries ou professions où elles donnent lieu à réparation ainsi que des catégories de travailleurs bénéficiaires (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3829).

Arrêté royal du 2 mai 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 19 juillet 1949, relatif aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur, 6 mai 1951, p. 3499).

Arrêté royal du 2 mai 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale du transport, prise en exécution de la loi du 19 août 1948, relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix (Moniteur, 13 mai 1951, p. 3703).

Arrêté royal du 7 mai 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie sidérurgique, prise en exécution de la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix (Moniteur, 24 mai 1951, p. 4025).

Arrêté royal du 9 mai 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie céramique, prise en exécution de la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix (Moniteur, 25 mai 1951, p. 4084).

Arrêté royal du 9 mai 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale pour les entreprises de chargement et de déchargement de marchandises sur les rivières et dans les gares, prise en exécution de la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix (Moniteur, 31 mai 1951, p. 4280).

Arrêté ministériel du 10 mai 1951

fixant temporairement les allocations de chômage en application de l'article 79 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires (Moniteur, 12 mai 1951, p. 3657).

Arrêté royal du 11 mai 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de la fourrure et des peaux en poils relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix (Moniteur, 28-29 mai 1951, p. 4172).

Arrêté royal du 15 mai 1951

rendant obligatoire la décision en date du 1^{er} mars 1951 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire concernant la fixation de la période de vacances pour l'année 1951 dans l'industrie des conserves de viande, des saucissons, des salaisons, de la viande fumée, des produits de viande, de la fonte de graisse, dans la boyauderie et dans les abattoirs (Moniteur, 27 mai 1951, p. 4131).

Arrêté royal du 23 mai 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois, prise en exécution de la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix (Moniteur, 30 mai 1951, p. 4248).

Arrêté royal du 24 mai 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale des employés, prise en exécution de la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix (Moniteur, 31 mai 1951, p. 4282).

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 2 mai 1951

portant modification du § 2 de l'article 5 de l'arrêté royal du 5 octobre 1950, portant organisation du Conseil national des métiers et négoce et du Conseil national des fédérations interprofessionnelles (Moniteur, 9 mai 1951, p. 3552).

Arrêté royal du 15 mai 1951

modifiant l'arrêté royal du 7 mai 1936 relatif au commerce des eaux de boisson (Moniteur, 20 mai 1951, p. 3904).

Arrêté royal du 18 mai 1951

pris en exécution de l'arrêté royal du 6 mai 1936 relatif à la préparation des eaux de boisson et de l'arrêté royal du 7 mai 1936 relatif au commerce des eaux de boisson (Moniteur, 20 mai 1951, p. 3905).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 7 mai 1951

interdisant l'importation de tomates non mûres (Moniteur, 17 mai 1951, p. 3788).

Arrêté royal du 18 mai 1951

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur, 27 mai 1951, p. 4124).

Cet arrêté modifie le tarif des droits d'entrée annexé à la convention douanière du 5 septembre 1944 entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, en suite des négociations tarifaires qui ont eu lieu à Torquay.

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté royal du 12 mai 1951

portant modification de la réglementation sur le transport rémunéré de choses par véhicules automobiles (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3808).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 24 avril 1951

rendant obligatoire la décision en date du 1^{er} mars 1951 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire (Moniteur, 4-5 mai 1951, p. 3467).

Arrêté royal du 7 mai 1951

portant rajustement des tarifs téléphoniques intérieurs (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3809).

Arrêté royal du 7 mai 1951

portant modification des taxes téléphoniques du service radio-maritime (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3810).

Arrêté royal du 7 mai 1951

portant relèvement des taxes télégraphiques intérieures (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3821).

Arrêté royal du 7 mai 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale des services de santé en date du 27 novembre 1950, concernant la fixation du traitement des infirmières d'hygiène sociale (Moniteur, 20 mai 1951, p. 3937).

Arrêté ministériel du 8 mai 1951

Tarifs téléphoniques (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3811).

Arrêté ministériel du 11 mai 1951

dérogeant à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 17 avril 1951, réglementant les prix des industries consommatrices de charbons et de coques (Moniteur, 17 mai 1951, p. 3781).

Arrêté ministériel du 23 mai 1951

modifiant l'arrêté ministériel du 28 septembre 1949 fixant les prix de vente maxima au consommateur des charbons et agglomérés de houille et de lignite, modifié par les arrêtés ministériels du 20 janvier 1950 et du 1^{er} mars 1951 (Moniteur, 26 mai 1951, p. 4103).

Arrêté ministériel du 23 mai 1951

modifiant l'arrêté ministériel du 28 septembre 1949 fixant les prix de vente maxima des charbons et agglomérés de houille et de lignite au départ des charbonnages ou des fabriques d'agglomérés, modifié par les arrêtés ministériels des 27 janvier 1950, 16 et 17 avril 1951 (Moniteur, 26 mai 1951, p. 4104).

Arrêté ministériel du 26 mai 1951

modifiant l'arrêté ministériel du 6 novembre 1946 fixant les prix maxima pour le transport de personnes par taxis ou autres voitures automobiles, modifié et complété par l'arrêté ministériel du 30 décembre 1946 (Moniteur, 28-29 mai 1951, p. 4214).

Arrêté ministériel du 28 mai 1951

plaçant les prix des journaux quotidiens sous le régime du prix normal (Moniteur, 31 mai 1951, p. 4278).

X — LEGISLATION SOCIALE

(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté ministériel du 2 mars 1951

fixant les tarifs des soins de santé en matière d'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité. — Erratum (Moniteur, 11 mai 1951, p. 3625).

Arrêté royal du 21 avril 1951

fixant le montant de la cotisation au Fonds de garantie, à percevoir pour l'exercice 1951, conformément à la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail (Moniteur, 12 mai 1951, p. 3647).

Arrêté royal du 24 avril 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires (Moniteur, 30 avril-1^{er} mai 1951, p. 3362).

Arrêté royal du 25 avril 1951

dressant la liste des maladies professionnelles avec mention, pour chacune d'elles, des industries ou professions où elles donnent lieu à réparation ainsi que des catégories de travailleurs bénéficiaires (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3829).

Arrêté royal du 27 avril 1951

modifiant certaines dispositions relatives à la sécurité sociale des travailleurs, des ouvriers mineurs et assimilés et concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (Moniteur, 30 avril-1^{er} mai 1951, p. 3363). (Voir texte, Bulletin de mai 1951, p. 307). — Erratum (Moniteur, 19 mai 1951, p. 3866).

Arrêté royal du 30 avril 1951

relatif à l'octroi du pécule familial de vacances en 1951 (Moniteur, 2-3 mai 1951, p. 3390).

Arrêté royal du 30 avril 1951

portant modification de l'arrêté du Régent du 12 août 1948 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes (Moniteur, 24 mai 1951, p. 4020).

Arrêté royal du 5 mai 1951

fixant le taux de la subvention de l'Etat en faveur des organismes s'occupant sur le plan national du placement familial des enfants débiles (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3822).

Arrêté royal du 5 mai 1951

fixant les taux d'intervention de l'Etat pour 1950 dans les frais de fonctionnement des colonies gérées ou agréées par l'Œuvre nationale de l'Enfance, ainsi que les subsides pour les homes et colonies de vacances, cures de jour, maisons maternelles, crèches et pouponnières (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3823).

Arrêté royal du 7 mai 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 19 mai 1949 déterminant les modalités d'octroi de subsides à charge du Fonds destiné à intensifier la lutte contre la tuberculose (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3824).

Arrêté ministériel du 10 mai 1951

fixant temporairement les allocations de chômage en application de l'article 79 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires (Moniteur, 12 mai 1951, p. 3657).

Arrêté royal du 10 mai 1951

portant modification de l'arrêté du Régent du 14 août 1948 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à l'acquisition d'habitations construites ou à construire pour compte : a) de sociétés agréées par la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché; b) de sociétés agréées par la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne ou de la Société Nationale de la Petite Propriété terrienne

elle-même; c) de communes ou de commissions d'assistance publique (Moniteur, 24 mai 1951, p. 4022).

Arrêté royal du 15 mai 1951

majorant les allocations supplémentaires octroyées par l'arrêté du Régent du 23 mai 1949 à certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3836).

Arrêté royal du 15 mai 1951

majorant les allocations octroyées à certaines catégories de victimes d'accidents du travail, par l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 (Moniteur, 18 mai 1951, p. 3837).

Arrêté royal du 16 mai 1951

portant majoration des allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur, 19 mai 1951, p. 3858).

Arrêté royal du 16 mai 1951

portant augmentation du montant des compléments de pension de vieillesse et de survie (Moniteur, 19 mai 1951, p. 3864).

Arrêté royal du 16 mai 1951

relatif à l'octroi d'une prime compensatoire aux chômeurs mis au travail par les provinces, les communes et les établissements publics (Moniteur, 19 mai 1951, p. 3865).

XI — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté royal du 4 avril 1951

relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux bateaux, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable à tout le royaume pour la période du 1^{er} janvier 1951 au 31 mars 1951 (arrêté n° 10) (Moniteur, 2-3 mai 1951, p. 3401).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

Deux tableaux, relatifs, l'un à la situation comptable de l'Union Européenne de Paiements, l'autre à ses opérations (règlement des positions de pays membres), sont publiés régulièrement dans ce *Bulletin*, sous le n° 88, depuis le mois de mai 1951. Pour rendre la lecture de ces tableaux plus aisée, nous donnons ci-après quelques explications de l'Union Européenne de Paiements concernant les en-têtes de colonne.

Le tableau 88.1 donne, au début des opérations (1^{er} juillet 1950) et à la fin de chacun des mois mentionnés, le résumé de la situation financière.

Le tableau 88.2 indique dans la colonne (a) (position brute) le total des déficits et le total des excédents enregistrés depuis le 1^{er} juillet 1950 pour chaque pays à l'égard de l'ensemble de tous les autres pays membres.

La colonne (b) donne la position nette de chaque pays membre une fois effectuées automatiquement par l'Union Européenne de Paiements ces deux séries de compensations.

Les colonnes (c) et (e) indiquent respectivement le montant des ressources bilatérales existantes et, le cas échéant, le montant du solde initial utilisé par le pays considéré pour régler sa position nette avant utilisation de son quota. Le reste de la position nette, appelé déficit ou excédent comptable, est réglé par utilisation du quota en partie sous forme de crédit et en partie sous forme de versements d'or, dans des proportions déterminées.

On appelle « ressources existantes » les montants des soldes bilatéraux existant au moment de l'entrée en vigueur de l'U.E.P. et qui, aux termes d'accords entre les pays intéressés, peuvent être utilisés par le créateur, à sa demande, pour couvrir son déficit net dans l'U.E.P.

Les « soldes initiaux » ont été attribués à certains pays pour servir d'amortisseurs à des déséquilibres que l'on avait considérés comme « structurels » : ils doivent être utilisés avant le quota — un créateur employant son solde initial débiteur, s'il en a un, pour régler son excédent net et un débiteur son solde initial créateur, s'il en a un, pour régler son déficit net.

Les chiffres sont exprimés en millions d'unités de compte (chaque unité de compte ayant, à l'heure actuelle, la même valeur or que le dollar des États-Unis, soit 0,88867088 gr d'or fin).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE											CALL-MONEY		
	Escompte					Prêts et avances sur (*)						En chambre de compensation	Hors compensation	
	Acceptations de banques et effets documentaires acceptés préalablement visés par la B. N. B.		Traites acceptées		Traites non acceptées	Promesses	Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Certificats ayant maximum 8 mois à courir	Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941) (3)			Autres effets publics
	représentatifs d'export. de marchandises (1)	représentatifs d'import. de marchandises (2)	domiciliées en banque	non domiciliées en banque										
1949 Moyen. annuelle	2,88	3,44	3,44	3,69	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,23	1,25
1950 Moyen. annuelle	2,73	3,42	3,42	3,67	4,67	5,17	2,—	2,1875	2,375	5,17	(4)5,—	5,17	1,25	1,25
Moyennes mensuelles :														
1950 Mars	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Avril	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Mai	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Juin	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Juillet	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Août	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Sept. (à partir du 11)	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Octobre	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Novembre	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Déc. (à partir du 7)	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
1951 Janvier	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Février	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Mars	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Avril	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Mai	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25

N. B. — Les warrants sont escomptés au taux des traites acceptées domiciliées en banque.

(1) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Acceptations de banques préalablement visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'exportations de marchandises ».

(2) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Traites acceptées domiciliées en banques; traites acceptées ou documentaires représentatives d'importations ou d'exportations de marchandises; acceptations de banques visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'importations de marchandises; warrants ».

(3) Ce taux s'appliquait jusqu'au 31 décembre 1949 aux certificats émis en règlement des créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 février 1942).

(4) Moyenne des sept premiers mois.

(*) Quotité de l'avance en mai 1951 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) ..	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) ..	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %	Autres effets publics	80 %

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie Comptes de dépôts à 1 an
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr.	50.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.	
1949 Moyenne annuelle..	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1950 Moyenne annuelle..	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyennes mensuelles :									
1950 Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1951 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(*) Moyenne de quatre banques.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

9

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	NEW-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	NEW-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2	35	113. 4	453/0	(1) 20,06	42,75	171. 2	82
1949 30 décembre	248/0	35	112.11	450/9	64,00	73,25	187. 2	90
1950 30 décembre	248/0	35			70,00	80,00		
Moyennes mensuelles :								
1950 Mars	248/0	35	116. 0	464/0	63,96	73,08	184. 7	89
Avril	248/0	35	116. 9	466/3	63,00	71,75	186.14	90
Mai	248/0	35	118.14	475/6	63,41	72,75	189.12	91
Juin	248/0	35	115. 1	460/3	63,50	72,75	180.13	87
Juillet	248/0	35	114. 9	458/3	63,50	72,75	179. 7	86
Août	248/0	35	113.14	455/6	63,50	72,75	178.13	86
Septembre	248/0	35	112.15	451/9	63,50	72,75	181.10	87
Octobre	248/0	35	110. 1	440/3	64,88	74,95	181. 4	87
Novembre	248/0	35	108. 1	432/3	70,00	80,00	178.15	86
Décembre	248/0	35	109.13	439/3	70,00	80,00	184. 6	89
1951 Janvier	248/0	35	112.12	451/0	76,18	88,31	189. 2	91
Février	248/0	35	113. 5	453/3	78,50	90,16	191.10	92
Mars	248/0	35	113. 4	453/0	78,50	90,16	193. 1	93
Avril	248/0	35	116.14	467/6	78,50	90,16	199.11	96
Mai	248/0	35	116. 1	464/3	78,50	90,16	203. 7	98

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 31 MAI 1951

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

DEVISES	Cours contractuel ou moyen	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
1 livre sterling	140,—	139,90	140,10
100 florins Pays-Bas	1.315,7908	1.314,—	1.317,—
1 couronne suédoise	9,6652	9,64	9,69
1 deutsche Mark	11,90475	11,88	11,93
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
1 couronne danoise	7,2389	7,21	7,26
1 couronne norvégienne	7,—	6,98	7,02
100 escudos	173,913	173,—	174,80
100 couronnes tchéco-slovaques	100,—	99,70	100,30

10

COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien
1950 Moyenne annuelle	1.161,88	50,21	14,35 (1)	46,62 (2)
Moyennes mensuelles :				
1950 Mars	1.165,40	50,08		
Avril	1.168,97	50,20		
Mai	1.168,96	50,19		
Juin	1.164,64	50,32	14,29 (3)	45,76 (4)
Juillet	1.161,91	50,40	4,32	45,82
Août	1.160,24	50,40	14,35	45,82
Septembre	1.157,74	50,40	14,37	45,82
Octobre	1.154,53	50,29	14,37	47,64 (5)
Novembre	1.153,58	50,25	14,36	47,98
Décembre	1.159,61	50,—	14,35	47,41
1951 Janvier	1.167,91	50,12	14,31	47,56
Février	1.169,90	50,27	14,29	47,85
Mars	1.168,26	50,39	14,30	48,16
Avril	1.166,08	50,40	14,29	47,56
Mai	1.162,13	50,40	14,26	47,23

(1) Moyenne du 19 juin au 31 décembre 1950.

(2) Moyenne du 26 juin au 31 décembre 1950.

(3) Moyenne du 19 juin au 30 juin 1950.

(4) Moyenne du 26 juin au 30 juin 1950.

(5) Moyenne du 16 octobre au 31 octobre 1950. Le dollar canadien n'a pas été coté du 2 octobre au 13 octobre 1950.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		1 ^{er} février 1951	1 ^{er} mars 1951	2 avril 1951	2 mai 1951	1 ^{er} juin 1951
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).						
Dettes 2 1/2 %	100,—	51,80	53,40	53,15	52,85	52,30
Dettes 3 % 2 ^e série (1) (2)	100,—	88,90	89,—	88,95	88,90	88,45
Dettes 3 1/2 % 1937	100,—	78,90	78,50	78,40	78,25	78,35
Dettes 3 1/2 % 1943 (1) (2)	100,—	77,30	76,20	76,15	75,75	75,70
Dettes unifiées 4 %	100,—	87,35	86,50	86,75	86,55	86,—
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	84,35	83,75	83,75	83,70	84,25
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 ^{re} série	100,—	104,60	104,05	104,85	104,80	105,10
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 1/2 %, 1943 (1) (2) (3)	100,—	101,30	101,55	101,05	100,75	100,75
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 1/2 %, 1944, 1 ^{re} série (1) (2)	100,—	96,60	96,65	95,60	95,70	95,60
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	98,30	97,60	98,15	98,30	98,75
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	99,70	98,30	98,75	98,50	98,65
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100,—	95,50	94,25	94,85	94,65	94,30
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	990,—	979,—	977,—	983,—	957,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	471,—	464,—	461,—	466,—	451,—
Emprunts à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 1/2 % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	876,—	872,—	870,—	864,—	853,—
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).						
Dommages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	474,—	476,—	467,—	456,—	453,—
Emprunt de la Reconstr. 1 ^{re} tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	968,—	955,—	953,—	949,—	946,—
Emprunt de la Reconstr. 2 ^e tranche 1949 (2 % jusqu'en 1958; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	975,—	960,—	960,—	959,—	959,—
Emprunt de la Reconstr. 3 ^e tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	975,—	960,—	966,—	966,—	966,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	535,—	529,—	535,—	538,—	538,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	535,—	531,—	533,—	534,—	536,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1) (2)	500,—	433,—	427,—	431,—	434,—	432,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (1) (2) (4)	100,—	66,80	65,10	65,00	65,20	65,30
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 1/2 %, 1943	100,—	82,—	81,35	80,20	79,70	79,—
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 1/2 %, 1949 (2)	100,—	98,—	96,90	96,95	97,—	97,20
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 %, 1950 (2)	100,—	94,90	95,45	95,45	95,15	95,05
III. — Dette directe de la colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888	100,—	219,—	214,—	213,—	212,—	212,—
Intérêts à bonifier :						
Dettes coloniales 1904, 3 % (1) (2)	100,—	71,80	71,50	71,20	70,90	70,75
Dettes coloniales 1936, 4 %	100,—	93,10	91,95	91,45	91,50	91,70
(*) Dettes coloniales 1937, 3 1/2 %	100,—	80,75	80,05	79,75	79,90	80,10
Dettes coloniales 1950-60, 4 % (2)	100,—	99,55	97,15	97,40	98,80	100,—
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 (2)	100,—	100,50	99,85	99,85	99,90	100,50

(*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.

(1) Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944.

(2) Titres créés après le 6 octobre 1944.

(3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.

(4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15

Source : Institut National de Statistique.

DATES	Indice général	Indices par rapport aux cours du mois précédent															
		Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobil., hypothécaires et hôteliers	Tramways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verreries	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
1951 2 mai	103	98	97	97	99	98	99	103	101	97	101	102	102	96	104	100	96
1 ^{er} juin	98	102	94	98	99	99	99	107	99	103	99	95	95	97	96	101	99
Indices par rapport à la période 1936 à 1936 = 100																	
1950 3 avril	169	156	114	68	84	155	165	129	152	178	86	147	212	221	287	142	164
2 mai	172	159	113	69	83	158	168	138	155	177	87	144	211	217	295	150	173
1 ^{er} juin	172	159	113	68	85	156	168	145	153	172	91	139	206	211	300	148	166
3 juillet	167	152	112	64	81	149	160	146	143	161	92	138	196	204	299	144	162
1 ^{er} août	171	154	102	62	78	143	165	141	140	161	89	131	188	200	324	139	158
1 ^{er} septembre	176	152	102	61	79	145	177	148	148	184	89	134	192	217	330	140	157
2 octobre	179	157	108	61	83	153	174	157	150	191	88	134	191	207	332	142	163
3 novembre	183	159	108	64	83	156	176	163	155	191	97	135	196	213	342	146	168
1 ^{er} décembre	178	155	104	63	78	149	168	158	151	178	90	129	190	212	341	142	161
1951 2 janvier	185	163	100	60	76	147	167	158	149	180	84	120	184	211	378	139	158
1 ^{er} février	196	171	114	62	84	159	185	181	158	205	96	132	194	242	386	146	167
1 ^{er} mars	197	169	112	62	83	162	184	189	155	204	90	129	195	241	390	149	177
2 avril	199	174	111	63	86	170	190	189	157	193	90	130	198	240	407	150	176
2 mai	204	170	108	61	85	167	188	195	158	188	91	133	201	230	423	150	169
1 ^{er} juin	200	173	102	60	84	166	187	209	156	193	90	127	191	223	404	152	168

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

Source : *Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.*

15

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1949.....	244	189	173	9.629	8.119	9.818	8.292
1950.....	246	191	180	14.734	11.698	14.925	11.878
1950 Mars.....	23	16	15	1.050	803	1.066	818
Avril.....	18	16	14	975	756	990	770
Mai.....	19	14	14	951	741	965	755
Juin.....	22	15	15	1.699	1.142	1.714	1.157
Juillet.....	20	15	14	938	819	953	833
Août.....	21	15	14	1.062	983	1.077	997
Septembre.....	21	21	19	1.510	1.336	1.531	1.355
Octobre.....	22	17	16	1.504	1.188	1.521	1.184
Novembre.....	19	15	13	1.477	1.108	1.492	1.121
Décembre.....	20	14	13	1.188	1.047	1.202	1.060
1951 Janvier.....	22	18	17	1.701	1.644	1.719	1.661
Février.....	20	21	19	2.156	1.771	2.177	1.790
Mars.....	20	19	18	1.847	1.531	1.866	1.549
Avril.....	21	18	17	1.731	1.518	1.749	1.535
Mai.....	20	15	14	1.407	1.435	1.422	1.449

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

16

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %			
1950 3 avril.....	90,75	91,—	93,65	90,19	96,86	4,41	4,40	4,27	4,44	4,65	94,80	4,61
2 mai.....	91,20	91,55	94,41	91,56	97,37	4,39	4,37	4,24	4,37	4,63	95,32	4,58
1 ^{er} juin.....	91,70	92,25	94,99	91,52	97,07	4,36	4,34	4,21	4,37	4,64	95,39	4,58
3 juillet.....	92,05	92,25	95,75	91,41	95,84	4,35	4,34	4,17	4,38	4,70	94,67	4,62
1 ^{er} août.....	91,05	92,30	95,50	88,70	96,55	4,39	4,33	4,18	4,51	4,67	94,01	4,65
1 ^{er} septembre.....	91,45	92,60	95,55	89,08	96,33	4,37	4,32	4,18	4,49	4,68	94,33	4,63
2 octobre.....	89,20	93,—	94,19	89,01	95,46	4,48	4,30	4,25	4,49	4,72	93,56	4,67
3 novembre.....	89,20	93,—	93,89	89,42	96,06	4,48	4,30	4,26	4,47	4,69	94,08	4,64
1 ^{er} décembre.....	89,20	93,50	93,53	89,02	95,07	4,48	4,28	4,28	4,49	4,74	93,41	4,68
1951 2 janvier.....	89,—	93,20	92,91	88,11	95,24	4,49	4,29	4,31	4,54	4,73	93,24	4,68
1 ^{er} février.....	87,35	93,10	p 89,36	p 88,73	p 96,22	4,58	4,30	p 4,48	p 4,51	p 4,68	p 95,13	p 4,67
1 ^{er} mars.....	86,50	91,95	p 87,97	p 87,27	p 95,07	4,62	4,35	p 4,55	p 4,58	p 4,73	p 93,78	p 4,74
2 avril.....	86,75	91,45	p 87,23	p 87,24	p 93,99	4,61	4,37	p 4,59	p 4,59	p 4,79	p 93,—	p 4,78
2 mai.....	86,55	91,50	p 86,83	p 87,11	p 93,72	4,62	4,37	p 4,61	p 4,59	p 4,80	p 92,94	p 4,78
1 ^{er} juin.....	86,—	91,70	p 86,73	p 87,73	p 93,93	4,65	4,36	p 4,61	p 4,56	p 4,79	p 93,42	p 4,76

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* de mars 1939, p. 187

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

17

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1949.....	1.274	2.276.205	1.852.443	976	305.791	292.958	775	7.849.624	8.649.986	8.363.713
1950.....	1.284	2.235.507	1.953.204	1.111	434.418	402.543	851	7.090.503	9.258.665	8.342.571
2 premiers mois 1950.....	230	252.128	236.061	209	66.427	60.886	95	1.007.738	1.066.105	801.147
2 premiers mois 1951.....	149	699.086	284.942	194	89.741	76.144	88	408.990	454.684	382.066
1950 Février.....	99	69.686	63.125	99	29.969	28.606	44	697.748	664.247	472.237
Mars.....	125	155.222	141.961	108	36.712	35.747	75	450.632	507.102	477.724
Avril.....	113	225.970	216.032	99	30.431	30.140	84	1.275.409	783.362	744.065
Mai.....	122	472.922	434.799	96	37.174	34.479	89	636.047	1.816.970	1.609.517
Juin.....	107	188.794	150.124	92	31.301	30.072	83	785.188	1.555.371	1.364.213
Juillet.....	103	130.580	97.502	68	25.701	24.797	53	443.394	348.017	342.592
Août.....	87	102.213	96.839	80	50.928	37.395	38	166.785	263.039	260.938
Septembre.....	92	90.898	87.388	75	36.548	35.840	47	253.931	327.088	279.877
Octobre.....	110	339.632	232.283	83	42.191	41.059	74	143.502	312.618	302.744
Novembre.....	79	134.480	121.655	73	37.980	35.460	63	556.439	420.982	408.906
Décembre.....	123	188.185	181.737	127	38.975	36.618	144	1.506.347	1.963.311	1.827.409
1951 Janvier.....	76	366.485	161.387	115	48.219	42.277	41	329.301	278.386	213.902
Février.....	73	332.601	123.555	79	41.522	33.867	47	79.689	176.298	168.164
Mars..... <i>p</i>	—	67.770	45.617	—	24.427	23.957	—	—	212.435	198.750
Avril..... <i>p</i>	—	72.930	68.239	—	33.810	33.106	—	—	938.364	868.051

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions	PRIMES D'ÉMISSION (1)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Emissions nettes (4)
	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		Apports en nature (2)	Incorporations de réserves au capital (3)	
1949.....	(5) 73	(5) 1.908.162	(5) 13.140.144	3.839	1.658.586	7.116.851	(5) 3.645.678
1950.....	55	1.092.672	13.021.262	56.445	2.008.594	6.695.930	3.142.211
2 premiers mois 1950.....	9	142.700	1.527.360	125	215.166	522.160	503.593
2 premiers mois 1951.....	10	1.233.000	2.476.511	430	202.726	248.075	1.525.781
1950 Février.....	3	53.000	816.902	125	65.912	257.703	293.478
Mars.....	3	102.000	801.036	—	106.998	396.704	253.730
Avril.....	1	25.000	1.064.763	—	194.686	640.548	179.993
Mai.....	—	—	2.327.066	4.160	407.530	1.466.917	208.508
Juin.....	3	55.500	1.830.966	1.653	156.593	1.116.296	328.673
Juillet.....	6	84.500	588.798	—	90.921	260.567	197.903
Août.....	—	—	416.180	—	79.848	251.004	64.320
Septembre.....	1	30.000	484.534	—	116.959	198.919	119.227
Octobre.....	5	117.000	811.441	266	229.261	209.151	254.940
Novembre.....	—	—	593.442	—	56.964	345.468	163.589
Décembre.....	3	26.500	2.216.971	10.000	240.313	1.522.465	319.486
1951 Janvier.....	3	61.000	754.090	—	132.650	112.777	233.139
Février.....	7	1.172.000	1.722.421	430	70.076	135.298	1.292.642
Mars..... <i>p</i>	—	—	304.632	—	59.948	155.116	59.948
Avril..... <i>p</i>	—	—	1.045.104	—	109.103	362.714	497.579

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Compris dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

(5) Par suite de rectifications, les montants annuels ne correspondent pas aux totaux des douze montants mensuels correspondants.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Détail des émissions

(milliers de francs)

17

MARS 1951

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		Primes d'émission non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOLUTIONS DE SOCIÉTÉS (1) (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)		RÉDUCTIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)				
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmen- tation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre		Montant nominal	Apports en nature		Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale								Constitutions de sociétés	Augmen- tations de capital		Nombre	Montant	Nombre	Montant			Nombre
							anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée	Nombre	Montant	Nombre		Montant										
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Assurances	1	1.100	300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Opérations financières et immobilières	4	1.425	1.425	—	—	8	7.274	3.071	1.901	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Commerce de détail	7	830	774	13	1.450	1.404	800	1.600	1.600	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Comm. de gros et commerce extérieur	24	17.975	16.930	21	7.868	7.868	7.600	6.804	4.884	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Fabrications métalliques	9	8.560	7.960	2	600	600	16.540	18.960	15.810	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Métallurgie du fer	—	—	—	—	—	—	1	1.440	3.060	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie textile	2	500	500	4	1.075	1.075	36.500	88.640	88.640	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industries alimentaires	2	5.125	1.125	—	—	—	4	2.640	17.318	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du bois	2	1.400	600	1	800	800	10.500	37.500	37.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie chimique	2	1.900	1.300	2	1.250	1.250	1.900	1.350	870	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du verre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Gaz	—	—	—	—	—	—	1	3.675	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Cuir	—	—	—	3	1.450	1.442	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Papier et imprimerie	1	3.000	1.895	1	500	500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Transport	3	300	300	4	800	800	75	15	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tourisme	1	100	100	3	1.529	1.529	10.025	15.625	15.625	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Intermédiaires	6	1.345	1.275	12	1.300	1.140	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Déchets et matières de récupération	1	250	250	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Constructions	1	500	236	1	450	450	3	3.083	5.142	1.542	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Charbons	—	—	—	—	—	—	1	30.000	70.000	70.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Terre cuite	—	—	—	1	800	800	1	100	500	500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ciment et industries connexes	2	5.250	5.250	—	—	—	1	4.500	300	300	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Carrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Industrie du diamant	1	80	80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Editions, librairies, presse	2	110	87	2	150	150	1	1.000	1.000	200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Films, théâtres, attractions	—	—	—	4	2.400	2.140	2	3.000	2.300	800	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Artisanat	3	1.950	1.550	12	2.610	2.610	2	110	1.090	1.090	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Agric., hortic., pêche, élevage	—	—	—	1	200	200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Divers non dénommés	1	1.500	1.100	4	725	675	3	1.625	1.140	920	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
TOTALX...	75	53.200	43.037	91	25.957	25.433	66	142.387	275.440	262.600	2	8.000	—	2.000	28.461	15.120	4.023	217.295	69	46.843	—	5	12.968

(1) Coopératives : 13 sociétés constituées au capital minimum de 12.615.600 francs; 8 sociétés dissoutes au capital minimum de 660.300 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

Source: Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

MARS 1951

17

CLASSIFI- CATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTION DE CAPITAL Montant
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal dont emprunts de conversion		Apports en nature (1)	Incorporations de réserves	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale											

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique	75	53.200	43.037	91	25.957	25.433	66	142.387	275.440	262.600	2	8.000	—	2.000	47.604	217.295	27.468	—	12.968
Etranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19.375	—	—
Totaux	75	53.200	43.037	91	25.957	25.433	66	142.387	275.440	262.600	2	8.000	—	2.000	47.604	217.295	46.843	—	12.968

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins ..	62	19.350	15.492	87	19.607	19.083	39	30.967	17.262	12.672	—	—	2.000	21.060	4.235	19.238	—	—	5.468
de 1 à 5 millions ..	12	25.850	19.545	4	6.350	6.350	16	29.560	44.580	36.330	1	2.000	—	18.544	20.862	8.230	—	—	7.500
de 5 à 10 millions ..	1	8.000	8.000	—	—	—	3	3.860	21.098	21.098	1	6.000	—	8.000	14.698	—	—	—	—
de 10 à 20 millions ..	—	—	—	—	—	—	5	28.500	67.000	67.000	—	—	—	—	52.000	19.375	—	—	—
de 20 à 50 millions ..	—	—	—	—	—	—	2	19.500	55.500	55.500	—	—	—	—	55.500	—	—	—	—
de 50 à 100 millions ..	—	—	—	—	—	—	1	30.000	70.000	70.000	—	—	—	—	70.000	—	—	—	—
plus de 100 millions ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ..	75	53.200	43.037	91	25.957	25.433	66	142.387	275.440	262.600	2	8.000	—	2.000	47.604	217.295	46.843	—	12.968

(1) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)
(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

PÉRIODES	en Belgique	à l'étranger
	millions de francs	millions fr. s. 50 \$ U.S. 56 fr. s. 60
1949	14.540	—
1950	9.477	—
1950 Mars	1.650	—
Avril	3.500	—
Mai	—	—
Juin	—	—
Juillet	1.500	—
Août	—	—
Septembre ..	—	—
Octobre	—	—
Novembre	1.327	fr. s. 60
Décembre	—	—
1951 Janvier	—	—
Février	—	—
Mars	100	—
Avril	1.000	—
Mai	150	—

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES
	Prélèvements sur comptes (2)	Remboursements nets	Avances nettes
	(milliers de francs)		
1949	1.818.541	782.096	1.960.000
1950	74.368.750	417.497	3.705.248
1950 Mars	r 295.298	38.415	369.850
Avril	r 218.479	9.572	325.320
Mai	r 360.508	30.200	403.572
Juin	(2) 384.711	21.779	290.353
Juillet	326.975	22.274	358.614
Août	428.512	13.683	148.385
Septembre ..	317.419	17.255	307.295
Octobre	501.833	42.911	308.441
Novembre	429.546	18.586	267.688
Décembre	459.499	29.271	348.428
1951 Janvier	424.994	205.709	308.903
Février	487.099	38.985	316.619
Mars	512.792	35.555	415.610
Avril	306.275	56.956	375.876
Mai	435.149	52.974	370.641

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
	milliers de fr.
1949 Moyenne mens.	1.094.065
1950 Moyenne mens.	1.245.326
1950 Mars	1.230.250
Avril	1.138.630
Mai	1.289.866
Juin	1.421.412
Juillet	1.313.677
Août	1.319.610
Septembre ..	1.426.415
Octobre	1.496.922
Novembre	1.135.242
Décembre	1.133.888
1951 Janvier	1.052.468
Février	941.405
Mars	1.063.689
Avril	1.005.874
Mai	1.030.910

18
19
20

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Depuis le 1^{er} juin 1950, dans les prélèvements sur comptes sont compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

r: montants rectifiés.

LES FINANCES PUBLIQUES

I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées				Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes-chèques postaux (5)	Dettes totales (1) (6)
	intérieure			extérieure (1) (2)	intérieure	extérieure	totale	intérieure	extérieure (2)	totale		
	directe	indirecte	totale									
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1950 Mars	108.556	8.987	117.543	14.205	38.869	1.506	40.375	60.321	1.108	61.429	17.175	250.727
Avril	107.872	8.979	116.851	14.190	39.381	1.505	40.886	61.838	1.108	62.946	17.472	252.345
Mai	107.381	8.972	116.353	14.201	38.842	1.508	40.350	60.917	859	61.776	17.556	250.236
Juin	106.979	8.960	115.939	14.123	39.409	1.512	40.921	60.307	1.112	61.419	17.619	250.020
Juillet	106.610	8.957	115.567	14.033	39.409	1.512	40.921	60.629	1.364	61.993	17.654	250.168
Août	106.263	8.956	115.219	13.992	39.051	1.512	40.563	59.323	1.364	60.687	18.274	248.735
Septembre	105.973	8.949	114.922	13.985	39.654	1.260	40.914	58.993	1.363	60.356	17.517	247.694
Octobre	105.271	8.939	114.210	14.054	40.049	1.255	41.304	58.593	1.993	60.586	17.951	248.105
Novembre	104.942	8.932	113.874	13.986	39.571	1.248	40.819	60.335	1.981	62.316	17.560	248.555
Décembre	104.549	8.924	113.473	13.982	38.824	1.250	40.074	60.229	1.995	62.224	18.009	248.362
1951 Janvier	104.311	8.902	113.213	13.965	39.204	1.258	40.462	59.251	2.012	61.263	18.015	246.918
Février	103.939	8.895	112.834	13.902	39.061	1.257	40.318	59.505	2.010	61.515	18.056	246.715
Mars	103.557	8.888	112.445	13.993	39.420	2.648	42.068	57.945	1.758	59.703	18.880	246.589
Avril	103.228	8.879	112.107	13.936	39.550	2.538	42.088	57.396	1.642	59.038	18.720	245.889
Mai	102.947	8.873	111.820	13.913	38.962	2.402	41.364	59.046	1.373	60.419	18.417	245.933

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants.

II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'Etat	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1947 Décembre	50.193	550	1.137	—	—	51.880
1948 Mars	50.219	550	1.137	—	—	51.906
Juin	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars	3.529	—	—	34.991	915	39.435
Juin	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre	5.499	—	—	34.991	915	41.405
Décembre	6.288	—	—	34.991	915	42.194
1950 Mars	5.852 (2)	—	—	34.939	1.013	41.804
Juin	5.016 (2)	—	—	34.939	1.062	41.017
Septembre	2.881 (2)	—	—	34.939	1.079	38.899
Décembre	4.136 (2)	—	—	34.939	1.077	40.152
1951 Mars	555 (2)	—	—	34.860	1.093	36.508

(1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.

(2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

(3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.

(4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.

(5) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

(6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III — RENDEMENT DES IMPOTS

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source *Moniteur belge*.

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
1949.....	24.098	11.459	19.791	55.348	—
1950.....	26.454	11.793	19.851	58.098	—
1950 Mars.....	2.097	1.044	1.496	4.637	15.057
Avril.....	2.199	891	1.479	4.569	19.626
Mai.....	2.342	907	1.192	4.441	24.067
Juin.....	2.396	1.035	1.601	5.032	29.099
Juillet.....	2.691	930	1.658	5.279	34.378
Août.....	1.625	954	1.613	4.192	38.570
Septembre.....	1.493	1.097	1.750	4.340	42.910
Octobre.....	1.916	1.085	2.013	5.014	47.924
Novembre.....	2.045	1.060	1.885	4.990	52.914
Décembre.....	2.255	986	1.943	5.184	58.098
1951 Janvier.....	3.722	1.015	1.875	6.612	6.612
Février.....	2.615	982	1.861	5.458	12.070
Mars.....	5.111	1.140	1.977	8.228	20.298
Avril.....	3.621	1.089	2.105	6.815	27.113
Mai.....	2.925	1.069	1.984	5.978	33.091

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 mai 1951 pour les exercices 1950 et 1951

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	EXERCICE 1950		EXERCICE 1951		MAI 1951
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1951
I. Contributions directes.....	23.652	24.940	12.273	7.280	2.925
II. Douanes et accises.....	11.807	11.238	5.214	4.671	1.069
dont douanes.....	3.975	3.000	1.963	1.521	403
accises.....	7.040	8.121	2.879	3.100	592
taxes spéciales de consommat.....	682	8.121	310	3.100	50
III. Enregistrement.....	19.924	19.488	9.797	8.418	1.984
dont enregistrement.....	1.928	1.800	850	844	174
successions.....	877	975	388	343	83
timbres et taxes assimilées..	16.920	16.500	8.466	7.135	1.711
TOTAL....	55.383	55.673	27.284	20.369	5.978
Différence par rapport aux éval. budg.	— 290		+ 6.915		

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice. L'exercice 1950, commencé le 1^{er} janvier 1950, s'est clôturé le 31 mars 1951.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en mars 1951

30

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			

(milliers de francs)

A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques	18	18	—	818.566	720.680	225.635	—	181.413	20.883	421
Assurances	5	5	—	15.030	8.236	6.430	—	2.745	12	—
Opérations financières et immobilières	239	206	33	1.878.881	1.829.492	445.640	3.755	343.782	819.538	35.141
Commerce de détail	32	25	7	28.263	51.338	61.091	811	41.014	2.000	100
Commerce de gros et commerce extérieur	197	152	45	283.797	216.784	88.355	8.732	44.936	—	—
Fabrications métalliques	85	64	21	252.251	193.553	41.184	4.749	12.447	47.902	2.387
Métallurgie du fer	12	6	6	1.211.115	1.350.553	13.180	1.594	365	213.076	9.510
Métaux non ferreux	11	9	2	348.764	307.272	58.991	8.433	44.307	3.252	152
Industrie textile	138	114	24	749.531	1.514.437	267.655	4.590	101.135	12.379	540
Industries alimentaires	102	78	24	420.802	583.188	82.292	5.893	46.158	68.825	3.925
Industrie du bois	28	21	7	45.509	31.036	9.292	760	1.458	2.500	150
Industrie chimique	49	41	8	210.350	265.195	27.066	2.629	11.191	1.416	74
Industrie du verre	9	6	3	41.635	142.680	445	104	288	—	—
Electricité	1	1	—	45.000	146.581	10.175	—	6.857	193.200	9.747
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau	1	1	—	300	55	26	—	26	—	—
Cuir	15	14	1	53.570	42.536	4.884	412	1.597	2.500	169
Papier et imprimerie	33	27	6	122.703	77.088	17.253	254	4.952	21.166	1.103
Transport	56	39	17	364.105	121.971	46.434	2.961	35.961	—	—
Tourisme	48	38	10	65.121	47.811	8.524	880	4.738	6.001	208
Intermédiaires	54	40	14	89.755	117.655	29.909	783	12.896	—	—
Déchets et matières de récupération	5	4	1	4.250	4.909	1.186	190	130	—	—
Constructions	39	36	3	92.787	28.550	10.873	2.865	4.310	15.000	674
Charbons	6	4	2	305.560	603.911	30.449	2.128	25.400	135.688	6.981
Terre cuite	13	13	—	50.214	33.607	15.070	—	4.937	3.219	130
Ciment et industries connexes	16	11	5	101.916	102.727	21.333	919	9.538	17.860	804
Carrières	15	11	4	135.777	86.775	20.426	245	15.359	—	—
Chaux	6	5	1	32.349	87.325	7.062	201	1.684	—	—
Industries céramiques	8	6	2	13.400	13.067	586	982	302	—	—
Industrie du tabac	5	4	1	30.621	4.578	2.149	2	1.665	2.500	125
Industrie du diamant	3	2	1	2.950	369	192	20	—	280	22
Editions, librairies, presse	15	10	5	64.424	1.623	1.917	1.015	282	—	—
Films, théâtres, attractions	20	11	9	22.510	12.311	2.780	1.780	1.709	—	—
Artisanat	58	44	14	60.943	55.966	7.575	1.400	1.316	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	6	2	4	10.861	36.021	7.363	1.142	—	—	—
Divers non dénommés	63	43	20	81.984	39.068	12.011	1.805	5.812	—	—
TOTAL	1.411	1.111	300	8.055.654	8.878.210	1.585.433	62.034	970.770	1.589.197	72.363

B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge

Banques, sociétés financières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles	1	1	—	2.230	1.494	2.953	—	1.534	30.000	1.650
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport	—	—	—	—	—	—	—	—	29.033	1.347
Sociétés diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	1	1	—	2.230	1.494	2.953	—	1.534	59.033	2.997

C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	1	1	—	10.800	1.684	1.506	—	756	3.800	199
TOTAL	1	1	—	10.800	1.684	1.506	—	756	3.800	199
Total général	1.413	1.113	300	8.068.684	8.881.388	1.589.892	62.034	973.060	1.652.030	75.559

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.
 (2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de mars 1951 :

(milliers de francs)

Coupons d'emprunts de l'Etat	168.616
Coupons d'emprunts de la Colonie	2.302
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	17.343
Coupons d'emprunts d'organismes divers	42.576

230.837

Coupons d'emprunts extérieurs de l'Etat

50.780

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
1949	9.929	6.952	2.977	86.319.526	85.095.717	13.222.364	1.062.170	7.493.830	(2) 20.216.654	821.078
1950	10.949	7.509	3.440	97.400.406	84.895.220	13.768.637	1.383.190	8.422.531	(2) 20.162.032	977.418
1950 Janvier	113	78	35	1.829.490	758.207	189.980	27.081	125.027	2.481.335	108.072
Février	188	123	65	482.962	941.712	365.363	18.132	338.492	1.882.544	84.903
Mars	1.838	1.262	576	7.885.609	8.332.687	1.326.143	176.901	783.355	1.560.054	69.668
Avril	2.876	1.941	935	20.934.861	15.604.703	2.136.673	431.746	1.208.053	1.948.487	87.619
Mai	2.417	1.675	742	20.839.159	21.031.802	2.869.689	232.935	1.655.755	1.535.829	70.246
Juin	1.091	795	296	15.773.015	12.162.527	2.897.529	165.555	1.796.997	1.746.823	76.444
Juillet	578	418	160	8.007.980	7.200.000	1.586.011	49.944	886.294	2.042.301	91.118
Août	209	137	72	562.620	461.331	93.433	27.953	43.795	1.632.779	71.036
Septembre	383	248	135	1.645.403	1.635.639	204.977	35.044	80.302	1.716.112	75.632
Octobre	662	434	228	9.709.089	9.162.230	1.023.328	125.095	729.439	1.826.988	81.577
Novembre	329	229	100	6.566.112	5.426.432	637.960	36.478	474.957	1.468.232	65.643
Décembre	321	207	114	3.307.061	2.490.965	476.512	59.398	310.175	1.891.096	85.458
1951 Janvier	94	71	23	1.943.143	642.076	183.683	5.882	111.445	2.809.357	128.101
Février	157	129	28	529.065	836.108	403.008	10.652	148.244	1.922.426	87.209
Mars	1.413	1.113	300	8.068.684	8.881.388	1.589.892	62.034	973.060	1.652.030	75.559

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) Au 31 décembre. — (3) Le total annuel ne correspond pas au total obtenu par l'addition des douze mois de l'année, par suite de doubles emplois qui faussent les chiffres mensuels.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1949	8.850.226	6.572.012	2.278.214	30.626.051 (1)	6.953.986 (2)
1950	8.736.203	7.524.308	1.211.895	32.744.646 (1)	
1950 Mars	972.628	643.782	328.846	31.832.897 (3)	
Avril	750.003	716.392	33.611	31.866.508	
Mai	671.461	633.928	37.533	31.904.041	
Juin	695.869	680.353	15.516	31.919.557	
Juillet	633.267	702.417	-69.150	31.850.407	
Août	593.197	586.548	6.649	31.857.056	
Septembre	536.424	779.743	-243.319	31.613.737	
Octobre	670.417	579.376	91.041	31.704.778	
Novembre	660.944	501.240	159.704	31.864.482	
Décembre	679.501 (4)	696.457	-16.956	32.754.226 (1)	
1951 Janvier	888.868	562.572	326.296	33.080.522	
Février	622.507	727.999	-105.492	32.975.030	
Mars	849.839 (5)	815.782	34.057	33.009.087	
Avril	623.086	795.979	-172.893	32.836.194	
Mai	658.555	653.768	4.787	32.840.981	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (3) Comprend 250 millions à la disposition des prisonniers de guerre. — (4) Y compris les intérêts échus sur obligations de l'Assainissement monétaire s'élevant à 71,4 millions de francs. — (5) Y compris 254,1 millions de francs à la disposition des prisonniers de guerre.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (*)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937			
		Versements obligatoires	Versements facultatifs		
1949	27.625	392.028	70.042	246.870	736.565
1950	32.495	389.802	86.338	247.739	756.374
1949 Octobre	2.217	32.278	5.865	21.267	61.627
Novembre	2.522	32.102	5.624	19.689	59.937
Décembre	2.320	34.321	6.355	21.377	64.373
1950 Janvier	2.498	34.088	7.227	20.070	63.883
Février	3.113	32.055	7.169	19.335	61.672
Mars	2.673	33.471	7.442	20.787	64.373
Avril	2.062	33.695	7.139	20.755	63.551
Mai	1.723	32.344	7.207	20.129	61.403
Juin	2.501	29.408	6.803	20.820	59.532
Juillet	2.792	32.315	6.863	19.983	61.953
Août	2.654	32.444	6.926	20.954	62.978
Septembre	3.712	33.353	7.372	20.967	65.404
Octobre	2.639	33.114	7.155	21.665	64.573
Novembre	3.005	30.844	7.066	20.326	61.241
Décembre	3.123	32.771	7.969	21.948	65.811

(*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 146,1 millions de francs en 1947, 193,5 millions de francs (montant provisoire) en 1948 et 209 millions de francs (montant provisoire) en 1949. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

31

III — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)

32

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL	INDICES PAR INDUSTRIES																							
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques (1)	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (2)	Ensemble (2)	

a.) Indice des salaires horaires moyens

1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	105	119	106	106	112	104	106	114
1948 Septembre	387	373	372	384	361	386	382	364	356	372	365	414	392	403	382	379	370	287	369	412	330	351	347	369	
1948 Décembre	395	384	380	398	373	390	391	371	373	375	378	417	396	407	384	384	375	288	369	403	337	392	381	373	
1949 Mars	400	382	376	417	384	405	407	369	368	381	383	415	410	412	385	391	378	293	326	387	388	353	393	385	
1949 Juin	405	400	384	417	395	412	412	371	380	387	388	419	420	419	382	401	382	292	326	387	410	360	390	384	
1949 Septembre	404	392	391	403	386	416	407	372	377	389	387	413	416	415	389	401	372	312	326	389	410	365	394	405	
1949 Décembre	406	392	389	404	387	419	409	378	377	391	395	418	412	415	394	398	383	313	326	388	408	374	395	391	
1950 Mars	407	404	390	403	387	417	408	379	383	392	392	416	417	417	395	394	380	312	330	398	406	375	397	448	
1950 Juin	415	412	397	409	393	424	414	388	389	394	397	426	431	428	418	411	403	312	330	397	421	369	394	456	
1950 Septembre	421	415	398	414	415	425	420	392	396	402	401	438	438	438	419	419	401	312	343	397	431	382	400	453	
1950 Décembre (3)	439	463	418	443	449	443	444	416	438	431	429	467	461	459	421	435	426	338	363	417	438	412	401	478	
1951 Mars	p 445	466	424	454	450	446	449	401	441	455	420	462	466	464	432	426	428	331	351	416	441	418	408	410	474

b.) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés

1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	120	108	118	107	126	113	—	—	115
1948 Septembre	381	352	358	360	366	367	364	361	334	375	354	439	415	427	369	348	374	281	390	393	311	—	—	—	367
1948 Décembre	385	352	369	367	376	372	371	368	343	375	365	435	413	424	374	354	376	282	328	390	387	315	—	—	371
1949 Mars	388	358	367	384	387	386	386	365	356	379	370	419	425	422	377	344	377	286	328	409	400	315	—	—	388
1949 Juin	391	366	371	385	392	394	390	369	360	380	371	425	422	424	376	350	383	285	329	408	402	315	—	—	389
1949 Septembre	392	371	379	369	387	397	385	376	371	384	371	432	428	430	383	349	389	302	328	409	397	315	—	—	425
1949 Décembre	395	371	374	374	385	400	389	375	377	391	374	435	427	431	389	348	392	302	328	407	397	315	—	—	458
1950 Mars	396	371	376	374	384	398	387	375	368	394	383	433	424	428	392	351	387	302	330	418	399	330	—	—	464
1950 Juin	403	371	377	377	390	402	391	380	368	394	388	433	438	435	409	373	412	301	330	416	407	330	—	—	467
1950 Septembre	409	371	376	380	421	402	396	387	372	400	394	452	448	450	411	379	409	301	348	416	406	335	—	—	467
1950 Décembre (3)	427	396	395	401	449	418	415	404	424	419	416	471	465	468	412	396	437	327	365	434	416	364	—	—	485
1951 Mars	p 433	398	397	411	440	423	421	397	428	428	410	473	472	473	425	390	439	326	355	427	416	379	—	—	487

c.) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés

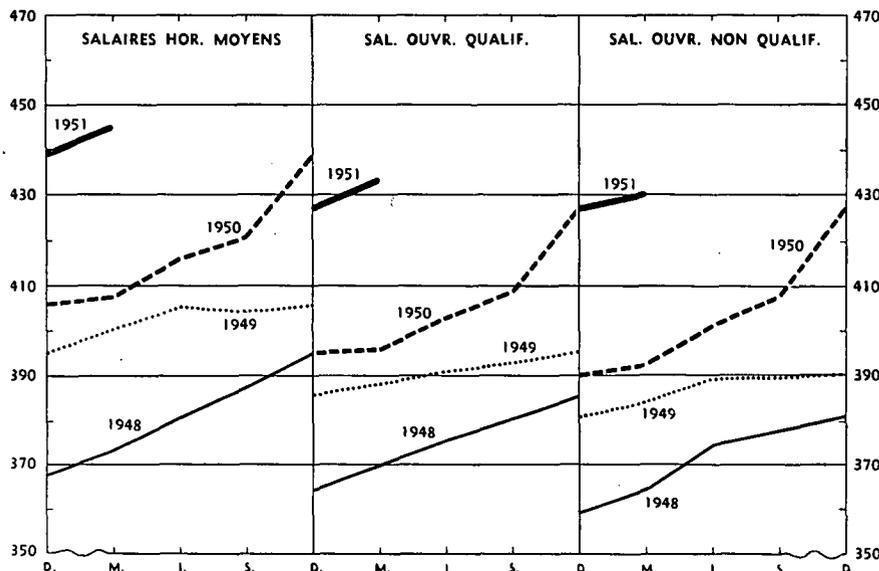
1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	107	118	106	119	108	—	—	116
1948 Septembre	378	345	372	373	383	363	369	370	321	352	337	420	416	418	362	348	351	290	391	409	339	—	—	—	358
1948 Décembre	381	338	380	383	394	366	376	379	328	352	349	417	412	415	365	348	355	290	291	391	405	339	—	—	361
1949 Mars	383	352	379	406	412	377	392	379	336	352	353	415	415	415	368	348	358	295	291	375	388	339	—	—	378
1949 Juin	389	363	380	406	422	392	401	385	329	354	354	417	417	417	372	384	359	283	292	375	397	339	—	—	378
1949 Septembre	389	372	387	394	414	389	394	392	346	359	354	427	411	419	378	384	341	311	291	375	389	339	—	—	394
1949 Décembre	390	372	386	392	414	391	394	392	348	366	358	427	411	417	381	380	343	297	291	379	401	339	—	—	420
1950 Mars	392	372	388	394	415	394	397	392	362	366	364	418	413	415	383	376	342	297	297	384	398	351	—	—	428
1950 Juin	401	372	387	397	413	399	400	404	367	370	366	427	432	429	410	401	362	309	297	384	413	351	—	—	430
1950 Septembre	407	372	393	399	434	399	403	411	374	375	371	437	446	441	410	398	362	311	311	384	422	375	—	—	429
1950 Décembre (3)	427	399	412	425	464	421	428	436	422	400	394	459	479	469	411	410	383	349	333	406	439	408	—	—	450
1951 Mars	p 430	398	416	431	465	419	429	447	433	410	391	459	475	467	419	413	396	367	320	393	444	394	—	—	442

(1) Ces indices ne tiennent pas compte des primes et allocations ajoutées aux salaires, sauf en décembre 1950.

(2) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

(3) Ces indices tiennent compte de la partie, relative au mois de décembre, de la prime compensatoire prévue par le *Moniteur belge* du 13 janvier 1951.

PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Salaires horaires moyens.				
Mars	373	400	407	p445
Juin	381	405	415	
Septembre	387	404	421	
Décembre	395	406	439	
Salaires ouvriers qualifiés.				
Mars	369	388	396	p433
Juin	376	391	403	
Septembre	381	392	409	
Décembre	385	395	427	
Salaires ouvriers non qualifiés.				
Mars	364	383	392	p430
Juin	374	389	401	
Septembre	378	389	407	
Décembre	381	390	427	



LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

a) Mouvement du débit

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1949 Moyenne mensuelle	38 (1)	136	198.476	146	43.700	282	242.176
1950 Moyenne mensuelle	38 (1)	148	195.102	158	45.361	306	240.463
1950 Mai	38	145	189.700	157	38.938	302	228.638
Juin	38	151	198.406	162	43.636	313	242.042
Juillet	38	141	184.489	148	43.700	289	228.189
Août	38	140	193.070	146	44.132	286	237.202
Septembre	38	148	203.843	161	51.239	309	255.082
Octobre	38	158	200.788	173	60.687	331	251.475
Novembre	38	149	193.081	161	45.123	310	238.204
Décembre	38	154	220.077	170	55.367	324	275.444
1951 Janvier	38	158	213.396	171	51.754	329	265.150
Février	38	150	204.387	167	52.036	317	256.423
Mars	38	163	240.439	184	60.502	347	300.941
Avril	38	164	207.213	175	57.132	339	264.345
Mai	38	161	212.741	172	51.973	333	264.714

(1) Au 31 décembre.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1949 Moyenne mensuelle	3.813	131.062	1.518	7.356	128.756	57.274	2.158	2.784	136.245	198.476
1950 Moyenne mensuelle	3.231	122.070	1.685	7.613	139.970	61.386	2.638	4.033	147.524	195.102
1950 Mai	2.799	116.411	1.757	9.589	138.516	60.607	2.380	3.093	145.452	189.700
Juin	2.967	128.207	1.987	7.459	143.697	58.216	2.022	4.524	151.273	198.406
Juillet	2.739	112.189	1.775	9.558	133.824	58.634	2.493	4.108	140.831	184.489
Août	3.638	117.361	1.972	9.160	131.505	63.066	2.436	3.483	139.551	193.070
Septembre	3.610	130.511	1.776	6.835	139.525	61.169	2.805	5.328	147.806	203.843
Octobre	4.078	122.169	1.604	8.530	148.765	65.159	3.176	4.930	157.623	200.788
Novembre	3.020	115.897	1.407	5.591	141.468	67.364	2.772	4.229	148.667	193.081
Décembre	2.312	136.902	1.639	6.246	147.529	71.852	3.008	5.077	154.488	220.077
1951 Janvier	2.205	134.924	1.680	8.523	151.777	65.324	2.753	4.625	158.405	213.396
Février	2.217	123.174	1.498	6.556	143.440	70.837	2.445	3.820	149.600	204.387
Mars	2.311	147.215	1.582	9.077	156.976	79.520	2.613	4.627	163.482	240.439
Avril	2.587	123.012	1.504	7.707	157.222	72.406	2.579	4.088	163.872	207.213
Mai	2.284	128.205	2.492	5.616	153.579	75.189	2.393	3.731	160.748	212.741

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

(millions de francs)

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1949 Moyenne mensuelle	(1)632.415	27.972	20.287	22.948	61.427	22.946	61.427	168.748	91	3,31
1950 Moyenne mensuelle	(1)637.348	27.093	19.529	23.037	61.823	23.210	61.823	169.893	91	3,44
1950 Mars	634.716	27.189	18.992	23.809	63.861	23.404	63.861	174.935	91	3,29
Avril	635.015	27.046	19.446	21.182	58.436	22.288	58.436	160.342	91	3,42
Mai	635.380	26.789	19.406	24.372	62.986	23.889	62.986	174.233	91	3,59
Juin	635.436	26.984	19.308	22.824	60.845	22.611	60.845	167.025	91	3,27
Juillet	635.902	27.128	19.696	22.470	56.683	23.115	56.683	158.951	90	3,38
Août	635.960	26.372	19.546	22.779	59.221	22.772	59.221	163.993	91	3,30
Septembre	636.499	26.105	19.243	22.024	59.891	21.825	59.891	163.630	90	3,31
Octobre	637.168	26.746	19.525	24.389	65.103	23.797	65.103	178.392	92	3,61
Novembre	637.362	27.038	19.678	23.057	65.172	24.622	65.172	178.023	92	3,79
Décembre	637.348	26.487	19.717	23.768	63.299	21.672	63.299	172.028	91	3,55
1951 Janvier	637.293	28.056	19.985	24.850	69.496	26.606	69.496	190.448	91	3,59
Février	637.378	26.223	19.413	24.913	65.890	25.297	65.890	181.000	92	3,97
Mars	637.297	26.949	19.834	28.976	73.672	25.060	73.672	201.380	90	3,55
Avril	637.273	29.613	19.675	25.267	75.524	28.483	75.524	204.798	92	3,81
Mai	636.846	27.152	19.918	26.379	70.273	26.974	70.273	193.899	92	4,05

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent : les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles				Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs
		Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Indice général du groupe	Charbon		Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques		
Nombre de produits ..	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5	
1949 Moyenne mens.	370	410	406	372	379	504	362	253	377	420	286	295	262	376	
1950 Moyenne mens.	388	370	456	383	372	529	351	230	355	443	287	295	267	419	
1950 Mars	360	336	439	347	353	529	336	224	308	434	278	281	271	371	
Avril	362	336	446	349	353	529	336	215	314	437	278	280	271	370	
Mai	365	330	457	353	357	529	336	215	328	438	281	285	271	371	
Juin	365	326	434	351	362	529	336	222	336	443	281	290	258	371	
Juillet	379	384	449	367	366	529	336	228	345	446	281	286	268	377	
Août	396	398	460	385	374	529	336	229	374	447	283	292	262	400	
Septembre	417	393	481	430	388	529	369	229	398	448	294	304	267	487	
Octobre	423	399	465	434	395	529	373	243	405	449	299	312	268	503	
Novembre	426	398	468	440	398	529	390	243	402	450	298	311	267	498	
Décembre	438	423	479	456	403	529	390	243	421	454	298	311	265	533	
1951 Janvier	456	419	498	502	415	529	395	251	455	454	305	319	270	584	
Février	471	421	506	535	421	529	395	254	477	458	319	339	271	611	
Mars	479	419	506	523	423	529	400	254	483	453	328	353	271	607	
Avril	478	400	508	531	428	547	400	259	483	454	347	351	271	571	
Mai	473	391	501	501	433	547	417	259	490	454	365	408	271	510	

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits ..	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1949 Moyenne mens.	158	545	384	368	345	323	441	540	275	390	336	330	321	405
1950 Moyenne mens.	384	552	424	431	493	367	519	553	267	410	348	344	322	463
1950 Mars	188	538	341	389	394	342	465	537	266	407	317	300	307	393
Avril	247	538	344	391	403	339	470	537	266	405	316	294	307	404
Mai	324	531	352	395	431	319	455	535	266	406	319	293	309	426
Juin	280	531	375	394	427	321	478	535	268	406	327	308	311	445
Juillet	355	525	416	404	430	334	502	530	268	413	336	325	313	457
Août	400	530	450	424	475	349	521	544	271	413	367	378	328	499
Septembre	498	556	506	464	601	368	559	556	273	413	390	405	344	535
Octobre	607	569	535	481	628	405	565	579	264	414	392	408	316	541
Novembre	645	609	530	508	665	456	587	589	264	414	383	401	336	532
Décembre	642	631	567	538	630	478	636	621	271	414	387	409	336	543
1951 Janvier	692	641	567	607	777	543	773	680	276	414	399	423	347	551
Février	756	656	665	634	820	577	801	719	279	423	413	438	361	566
Mars	722	682	714	654	868	577	788	795	304	426	425	443	366	632
Avril	641	691	738	633	803	560	767	795	307	427	432	450	372	641
Mai	495	691	743	604	701	564	715	797	313	427	434	452	374	647

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

PÉRIODES	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (Statistique générale de la France) (1)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume-Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1949 Moyenne mens.	95	94	100	104	105	101	95
1950 Moyenne mens.	100	98	108	117	120	106	94
1950 Mars	93	93	105	114	112	103	90
Avril	93	93	105	113	114	103	89
Mai	94	94	104	113	116	103	91
Juin	94	95	103	115	117	104	90
Juillet	97	99	106	115	119	105	92
Août	102	101	107	117	120	105	94
Septembre	107	103	112	120	124	106	90
Octobre	109	103	113	122	127	107	98
Novembre	110	104	117	125	132	114	99
Décembre	113	106	121	128	133	118	101
1951 Janvier	117	109	123	135	137	124	104
Février	121	111	130	139	139	128	106
Mars	123	112	134	144	143	134	107
Avril	123	111	140	p 145	145	139	106
Mai	122	p 111	p 141		p 146		p 107

(1) France : nouvel indice des prix de gros (319 articles), base 100 en 1949. L'ancien indice (135 articles), ramené à la base 100 en 1948, s'élevait approximativement à 112 en 1949.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

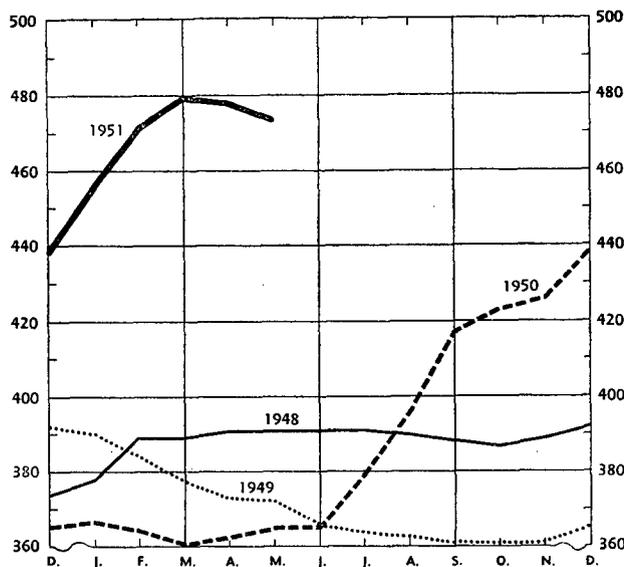
Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits	56	34	22
1949 Moyenne mensuelle	381	364	408
1950 Moyenne mensuelle	377	354	414
1950 Mars	371	347	408
Avril	370	345	408
Mai	370	344	409
Juin	368	340	409
Juillet	369	341	411
Août	376	353	413
Septembre	392	371	422
Octobre	395	373	428
Novembre	388	365	424
Décembre	384	359	423
1951 Janvier	389	364	428
Février	399	370	444
Mars	410	376	487
Avril	414	376	475
Mai	415	374	479

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

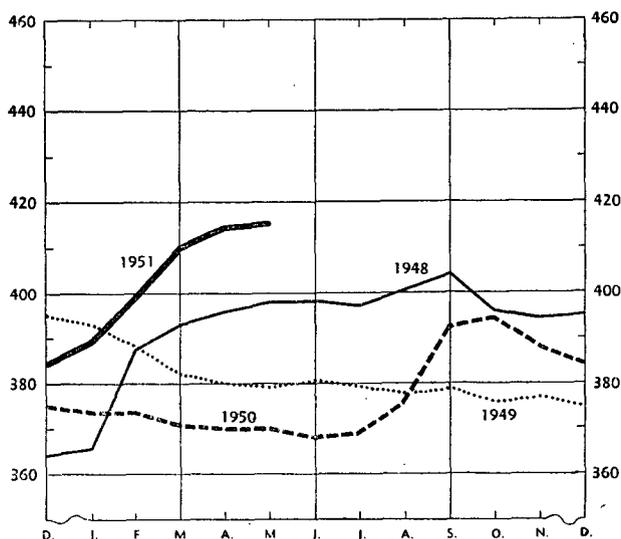
PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Janvier	378	390	366	456
Février	389	384	364	471
Mars	389	378	360	479
Avril	391	373	362	478
Mai	391	372	365	473
Juin	391	366	365	
Juillet	391	364	379	
Août	390	363	396	
Septembre	388	361	417	
Octobre	387	361	423	
Novembre	389	361	426	
Décembre	392	365	438	



INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Janvier	366	393	373	389
Février	387	388	373	399
Mars	393	382	371	410
Avril	396	380	370	414
Mai	398	379	370	415
Juin	397	381	368	
Juillet	396	379	369	
Août	400	378	376	
Septembre	403	379	392	
Octobre	395	376	395	
Novembre	394	377	388	
Décembre	395	375	384	



LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Administration des Mines).

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(1) 2.425	24,0	1.502
1949 Moyenne mensuelle	102.742	146.394	383	312	588	375	663	2.321	23,9	(2) 1.818
1950 Moyenne mensuelle	92.154	133.320	387	276	563	372	677	2.275	23,8	(2) 1.031
1950 Janvier	94.807	137.795	435	325	612	403	708	2.483	25,9	1.668
Février	96.013	137.928	383	288	568	363	673	2.274	23,2	1.679
Mars	95.703	137.373	423	309	628	400	768	2.529	25,9	1.777
Avril	95.953	137.982	403	292	587	381	687	2.350	23,8	2.073
Mai	96.841	138.870	382	272	562	375	626	2.217	22,7	2.330
Juin	94.410	136.089	382	286	617	404	636	2.326	24,3	2.682
Juillet	84.305	123.443	249	159	377	259	577	1.621	18,4	2.610
Août	86.060	125.663	356	236	502	285	646	2.025	22,9	2.435
Septembre	87.630	128.269	410	291	584	400	672	2.367	25,7	2.019
Octobre	89.054	129.752	423	299	599	405	699	2.425	25,9	1.651
Novembre	93.340	134.414	409	286	577	395	716	2.383	24,1	1.837
Décembre	91.731	132.262	390	270	546	395	712	2.313	23,3	1.031
1951 Janvier			419	300	589	410	792	2.510	25,8	706
Février			314	221	548	304	728	2.115	21,3	512
Mars			457	304	620	436	818	2.635	25,6	336

(1) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi. — (2) A fin d'année.

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Pièces d'acier moulées	Acier fini	Fer fini
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	6,0	198	3,8
1949 Moyenne mensuelle	414	4.461	63	503	(2) 34	312	315	5,6	256	2,3
1950 Moyenne mensuelle	382	4.157	85	526	(2) 45	308	310	3,7	243	2,5
1950 Janvier	405	4.132	83	510	35	303	311	3,9	228	2,2
Février	372	4.119	81	518	36	271	269	3,5	210	2,7
Mars	391	4.025	68	475	37	310	298	3,8	235	3,1
Avril	365	3.906	65	463	38	285	281	3,3	228	2,1
Mai	369	3.714	61	443	37	292	291	3,4	223	1,1
Juin	342	3.956	59	443	36	295	297	3,6	238	2,2
Juillet	300	4.279	48	487	33	220	212	2,2	155	1,4
Août	343	4.272	72	511	38	269	262	3,6	220	2,5
Septembre	391	4.287	110	562	41	333	364	4,2	288	3,2
Octobre	439	4.407	123	616	44	384	397	4,3	310	3,2
Novembre	409	4.357	120	630	46	362	364	4,3	286	2,7
Décembre	459	4.430	124	674	45	373	374	4,2	290	3,4
1951 Janvier	473	4.450	152	681	49	380	400		317	
Février	427	4.504	146	758	49	368	383		366	
Mars	500	4.521	175	717	49	411	423		330	

(1) Au 31 décembre 1938. — (2) Au 31 décembre.

II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)						PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute	Coton	Laine	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1949 Moyenne mensuelle	616	3.686	183	6.181	846	1.485	1.484	422	2.658	4.955	1.780	438
1950 Moyenne mensuelle	791	4.331	201	7.174	1.029	1.759	1.590	642	3.239	6.122	2.200	516
1950 Janvier	839	4.128	184	6.733	974	1.702	1.460	611	2.800	5.702	2.011	468
Février	776	4.263	183	6.700	997	1.776	1.509	605	2.956	5.816	2.034	475
Mars	883	4.733	214	8.455	1.109	1.972	1.622	769	3.628	6.630	2.294	630
Avril	821	4.075	183	6.882	992	1.923	1.477	612	3.232	5.860	2.134	482
Mai	647	4.055	161	7.060	924	1.447	1.456	601	3.041	5.810	2.374	516
Juin	266	3.382	113	2.555	661	1.471	1.290	198	1.344	2.344	1.596	153
Juillet	675	3.797	175	6.256	1.010	1.181	1.264	635	3.195	5.547	1.759	523
Août	837	4.268	165	7.967	1.090	1.840	1.667	645	3.269	6.550	2.204	540
Septembre	951	4.726	229	8.211	1.135	1.822	1.968	723	3.019	7.198	2.438	538
Octobre	972	4.951	302	8.365	1.190	2.215	1.936	816	3.789	7.459	2.645	612
Novembre	897	4.792	237	8.875	1.163	1.899	1.769	767	3.907	7.646	2.578	625
Décembre	925	4.797	270	8.031	1.104	1.854	1.658	747	3.782	6.868	2.331	631
1951 Janvier	1.074	5.064	333	7.853	1.170	2.017	1.379	794	3.675	7.347	2.437	608
Février	937	5.388	297	8.099	1.159	1.998	1.375	801	3.647	7.862	2.920	648
Mars	994	5.797	275	9.438	1.293	1.943	1.490	871	3.884	8.050	2.676	746

(1) Y compris les tapis en jute. — (2) Tissus en coton purs ou mélangés de fibres de rayonne, y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le couil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours et les tissus pour pantoufles pour 1948. A partir de 1949, les tissus spéciaux ont été répartis, selon leur nature, entre les rubriques lin, coton, rayonne et fibres de rayonne. — (3) Y compris couvertures et tapis en laine.

III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut national de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538				15.462			
1949 Moyenne mensuelle	243.750	128.794	114.883	14.205	12.619	4.956	20.101	1.545	158.079	15.095
1950 Moyenne mensuelle	296.436	105.219	139.799	13.113	12.235	4.860	23.458	1.641	152.041	14.341
1950 Février	194.944	109.995	103.560	13.067	11.938	7.453	20.714	1.407	106.999	9.947
Mars	285.481	118.394	136.192	15.117	13.826	11.090	24.497	1.789	102.957	12.413
Avril	295.586	95.956	134.942	14.365	13.192	5.115	22.308	1.293	100.274	12.675
Mai	311.342	96.392	172.490	14.315	13.805	1.554	22.728	1.502	151.156	13.133
Juin	325.789	100.599	186.873	12.356	11.993	935	24.633	1.469	172.169	17.453
Juillet	286.149	90.133	133.032	10.397	9.361	1.105	18.837	1.307	178.159	17.790
Août	328.260	115.488	166.558	11.475	10.567	2.645	22.875	1.595	195.122	17.179
Septembre	346.577	131.629	160.986	12.233	11.572	6.106	25.805	1.993	186.916	15.368
Octobre	375.665	95.721	168.523	13.416	12.243	4.317	26.278	2.035	190.932	14.632
Novembre	322.976	85.451	144.478	12.063	11.482	5.793	24.869	2.075	165.269	13.487
Décembre	266.588	104.757	83.958	14.395	13.807	5.120	25.925	1.967	156.081	15.476
1951 Janvier	240.587	150.630	129.606	15.182	13.330	9.431	27.512	2.175	143.776	16.746
Février	322.928	155.135	160.251	13.769	12.565	10.940	23.667	4.398	103.231	16.146
Mars	390.363	131.538	171.775	16.325	14.628	10.629	25.995	4.541	104.505	12.891
Avril	377.316 ^p	127.032 ^p	188.058	14.555	12.920	6.042	22.740	4.778 ^p	113.461 ^p	13.746

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE-RIES	DISTILLE-RIES	ALLUMETTES (2)			PÊCHE			
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois	Déclara-tions on consommation			Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées)	Production d'alcool	Fabrica-tion	Consom-mation	Exporta-tion	Vente de poisson (3) aux minques d'Ostende Nieuport, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés										Quantités	Valeurs
1936-38 Moyenne mens.	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	1.807	2.590	2.260	7.189		
1949 Moyenne mensuelle	26.403	13.741	111.882	20.276	11.132	26.640	4.237	1.939	2.240	3.438	31.717		
1950 Moyenne mensuelle	34.458	14.372	138.634	21.748	11.629	24.213	4.851	2.231	2.870	3.136	27.921		
1950 Mars	—	13.233	187.576	16.774	12.875	16.733	3.847	1.786	2.877	4.409	31.417		
Avril	83	10.864	183.076	14.030	12.952	18.268	3.999	1.801	2.145	3.618	32.662		
Mai	—	10.840	156.702	36.922	13.039	24.092	4.882	1.894	3.516	4.109	26.373		
Juin	—	10.549	107.013	22.669	14.987	19.838	5.079	2.134	2.386	2.454	19.216		
Juillet	—	14.153	80.287	37.094	12.817	14.829	4.573	2.444	3.337	2.789	21.159		
Août	—	16.054	43.586	27.766	13.208	30.715	4.040	2.735	1.004	2.735	23.612		
Septembre	2.043	18.090	12.288	26.244	11.801	24.738	5.579	3.067	3.732	2.332	25.828		
Octobre	142.794	20.037	89.249	24.096	9.637	34.460	6.000	2.692	3.837	3.600	33.260		
Novembre	161.110	18.412	185.125	15.758	9.909	25.209	5.351	2.435	3.072	3.015	31.370		
Décembre	104.355	16.375	238.059	21.482	9.824	25.489	5.655	2.522	3.232	1.609	24.713		
1951 Janvier	5.048	13.321	203.630	20.702	8.990	28.224	5.809	2.623	2.871	3.865	40.928		
Février	—	13.507	156.048	20.567	10.760	21.439	—	—	—	—	—		
Mars	—	18.893	126.879	18.852	12.760	27.751	—	—	—	—	—		
Avril	—	13.627	111.573	17.543	12.237	26.256	—	—	—	—	—		
Mai	—	16.359	119.634	16.330	—	18.270	—	—	—	—	—		

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Par suite de la suppression de la taxe sur les allumettes, cette statistique n'est plus établie à partir de février 1951

(3) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (*)

(milliers de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

PÉRIODES	Production (1)				Importation [5]	Exportation [6]	Total énergie absorbée par les réseaux [7] = [4]+[5]-[6]
	Centrales des producteurs- distributeurs		Centrales des auto- producteurs industriels [3]	Total pour la Belgique [4] = [1]+[2]+[3]			
	Régies communales [1]	Sociétés privées [2]					
1936-1938 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1949 Moyenne mensuelle	31.143	359.975	289.140	680.258	8.755	3.902	685.111
1950 Moyenne mensuelle	31.204	387.502	287.939	706.735	12.092	4.853	714.174
1950 Mars	35.562	392.236	299.333	727.131	9.250	2.748	733.633
Avril	30.164	353.674	284.852	668.690	11.138	2.101	677.727
Mai	26.820	347.650	276.886	651.356	19.610	1.881	669.085
Juin	17.469	339.123	266.699	623.291	21.616	2.163	642.744
Juillet	20.153	325.298	227.045	572.496	13.124	1.666	583.954
Août	25.664	307.643	255.601	648.908	18.901	1.328	666.481
Septembre	30.677	398.631	295.156	724.464	12.989	1.468	735.985
Octobre	35.580	436.109	327.129	798.818	6.459	7.437	797.840
Novembre	36.661	438.863	320.521	796.045	8.652	11.400	793.297
Décembre	40.907	475.393	323.180	839.480	12.513	13.821	838.172
1951 Janvier	39.553	479.532	326.059	845.144	14.067	13.219	845.992
Février	34.893	422.925	291.024	748.842	23.182	11.962	760.062
Mars	36.824	453.303	326.762	816.889	20.728	5.441	832.176
Avril	32.532	419.314	315.104	766.950	16.847	2.504	781.293
Mai	29.423	402.867	310.924	743.214	29.974	4.354	768.834

(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1948 : 268; au début de l'année 1949 : 258; au début de l'année 1950 : 247.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

59

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries (*)			Total de gaz produit en Belgique [6] = [1] + [2] + [3] + [4] + [5]	Impor- tations [7]	Expor- tations [8]	Solde : impor- tations moins expor- tations [9] = [7] - [8]	Total de gaz dispo- nible en Belgique [10] = [6] + [9]
	Régies et associa- tions de communes [1]	Sociétés privées [2]	Régies [3]	Sociétés privées						
				Production destinée à la distri- bution publique [4]	Production destinée aux fournitures industriel- les [5]					
1949 Moyenne mensuelle	156	3.691	6.348	56.586	69.197	135.978	95	1.862	- 1.767	134.211
1950 Moyenne mensuelle	182	2.373	5.651	51.577	60.692	120.475	119	1.770	- 1.651	118.824
1950 Février	148	1.257	5.455	49.071	59.808	115.739	29	1.934	- 1.905	113.834
Mars	163	1.298	5.908	52.796	64.975	125.140	25	1.375	- 1.350	123.790
Avril	143	1.212	5.482	48.975	60.662	116.474	26	1.863	- 1.837	114.637
Mai	186	1.406	5.505	51.140	61.137	119.374	32	1.773	- 1.741	117.634
Juin	244	1.529	5.093	50.022	58.171	115.059	149	1.647	- 1.498	113.561
Juillet	216	2.796	4.861	46.192	43.640	97.705	484	1.541	- 1.057	96.648
Août	219	2.458	4.832	48.791	54.348	110.648	488	1.401	- 913	109.735
Septembre	208	1.431	5.253	51.557	64.708	123.162	74	1.560	- 1.486	121.676
Octobre	174	2.174	5.821	52.848	67.189	128.206	30	1.794	- 1.764	126.442
Novembre	147	6.388	6.154	49.136	61.771	123.596	29	1.908	- 1.879	121.717
Décembre	165	3.333	6.929	61.225	67.534	139.186	31	2.207	- 2.176	137.010
1951 Janvier	161	1.519	6.515	59.594	72.050	139.839	32	2.020	- 1.988	137.851
Février	99	972	5.560	54.409	67.429	128.469	29	2.201	- 2.172	126.297
Mars	39	1.087	5.681	60.528	76.475	143.810	32	3.012	- 2.980	140.830
Avril	44	1.064	5.643	56.997	74.616	138.364	32	2.715	- 2.683	135.681

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

(*) Les chiffres relatifs aux sociétés privées ont été rectifiés pour les mois de janvier à août 1951.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

LA CONSOMMATION (*)

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

65

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Mai	444	437	445	471	427	450	349	347	193	185	381	433	431	483
Juin	371	407	374	418	393	478	349	366	198	200	382	431	366	405
Juillet	392	447	399	419	474	558	358	498	188	192	381	633	360	500
Août	299	362	358	400	469	526	357	388	186	188	392	440	345	419
Septembre	388	779	469	661	453	613	351	491	191	205	392	563	463	862
Octobre	491	515	463	489	444	518	346	363	195	201	394	409	511	503
Novembre	436	440	397	456	677	791	379	328	196	193	446	432	449	458
Décembre	427	497	465	504	813	830	455	447	209	213	498	581	459	579
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Janvier	430	614	464	641	433	555	338	445	192	197	434	576	580	869
Février	352	617	418	772	390	550	324	439	183	191	396	639	396	818
Mars	440	515	458	666	444	647	347	409	199	223	435	541	517	655
Avril	429	442	458	584	464	562	344	372	186	208	419	481	445	502
Mai	437	404	471	538	450	527	347	394	185	208	433	492	483	477

B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	Indice général	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																				
		Alimentation				Habillement				Ameublement			Ménage		Tabacs	Librairie-Papeterie			Parfum.	Jeux, jouets, sports, voyage		
		Pâtisseries	Non pâtisseries	Restaurant	Total	Annages	Dessus hommes	Dessus femmes	Dessous, accessoires, articles de parure	Total	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie		Total	Toilette
1950 Mars	115	174	150	122	157	107	104	115	97	102	136	118	115	112	127	113	106	94	90	91	109	57
Avril	119	166	154	126	155	90	131	137	115	113	102	108	104	112	118	113	105	105	93	94	114	78
Mai	114	145	130	114	134	92	130	144	116	115	92	123	103	110	126	112	95	93	85	86	109	77
Juin	113	132	123	106	125	92	126	128	124	118	82	113	93	108	155	113	95	81	78	79	118	88
Juillet	125	141	187	109	158	80	126	112	132	118	93	105	101	122	120	122	102	87	77	78	174	109
Août	107	132	123	110	125	65	74	94	99	90	87	101	92	125	151	127	99	96	133	128	133	90
Septembre	158	177	179	127	172	162	181	168	165	165	158	148	154	138	245	149	109	96	189	176	147	60
Octobre	123	171	129	123	146	85	148	164	125	122	93	119	102	113	217	123	88	103	99	104	104	117
Novembre	141	185	157	126	165	83	116	123	126	116	86	110	94	108	200	116	98	249	143	159	107	503
Décembre	163	250	219	138	222	78	122	127	161	136	95	112	101	133	242	143	181	226	196	200	150	313
1951 Janvier	141	209	172	126	182	120	92	118	143	132	178	106	152	126	194	132	97	104	116	114	135	48
Février	141	204	177	125	182	149	124	109	125	128	169	153	163	133	183	138	91	93	104	103	127	52
Mars	144	230	194	138	202	111	142	133	122	122	131	149	138	145	215	152	105	125	109	111	125	90
Avril	129	196	155	134	170	96	154	143	116	117	111	135	120	126	198	133	102	103	103	103	108	82
Mai	122	185	157	122	165	80	133	135	114	110	98	137	112	120	182	126	84	93	89	89	105	88

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT				COOPÉRATIVES										MAGASINS A SUCCURSALES		Gros-sistes	
	Indice général	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie, papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
1950 Février	55	57	51	59	102	98	106	83	91	92	102	84	84	91	148	77	65	81
Mars	94	95	90	99	115	112	116	104	117	120	117	83	88	110	144	86	80	95
Avril	112	112	109	134	109	106	111	96	113	109	103	95	105	107	129	91	102	89
Mai	108	106	109	109	109	105	110	100	111	130	136	137	110	119	119	102	123	87
Juin	75	78	66	90	104	108	112	78	98	96	126	175	104	117	103	105	110	95
Juillet	72	74	62	129	134	102	157	83	88	82	144	158	114	117	176	114	115	160
Août	53	56	47	64	109	100	118	78	102	102	127	266	106	113	135	102	74	126
Septembre	144	154	124	174	154	109	148	204	181	139	150	254	136	102	188	117	168	148
Octobre	100	97	107	88	110	106	111	100	103	104	116	134	112	96	142	85	120	89
Novembre	72	70	78	70	109	102	112	95	96	107	125	225	124	96	135	76	99	79
Décembre	77	71	88	97	137	120	149	107	93	111	163	178	140	118	169	61	137	108
1951 Janvier	93	106	67	110	134	98	149	136	88	102	117	119	104	89	140	90	104	121
Février	124	141	92	132	142	101	140	193	147	135	148	95	106	96	137	107	109	113
Mars	114	120	101	129	141	119	145	141	177	148	184	120	126	108	152	97	132	103
Avril	95	93	97	98											91	111	93	

(*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau n° 56.

II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

66

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer prié et mâché
	(milliers de pièces)			
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1949 Moyenne mensuelle	7.073	21.753	701.157	832
1950 Moyenne mensuelle	6.927	21.776	699.935	819
1950 Mars	5.017	17.181	637.501	802
Avril	5.542	21.360	648.017	779
Mai	6.138	18.155	791.531	851
Juin	6.375	22.985	805.529	913
Juillet	5.928	21.461	725.378	767
Août	6.486	20.969	797.205	891
Septembre	8.356	25.011	800.677	1.004
Octobre	8.113	26.580	648.850	776
Novembre	8.853	22.493	585.614	721
Décembre	7.937	27.363	692.595	774
1951 Janvier	6.520	21.188	741.111	803
Février	3.317	11.952	693.708	647
Mars	2.120	5.557	843.069	665
Avril	2.575	45.602	838.294	1.179
Mai	5.806	32.572	576.610	786

67

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcolots	Moutons, agneaux, chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1949 Moyenne mensuelle	17.261	3.533	11.386	35.794	4.815
1950 Moyenne mensuelle	17.613	3.430	11.978	40.719	6.244
1950 Mars	19.311	2.508	15.343	46.898	5.629
Avril	16.571	2.683	13.836	39.375	3.614
Mai	19.481	3.356	16.886	48.410	2.520
Juin	16.548	2.678	13.963	40.218	1.385
Juillet	16.266	3.242	11.865	40.020	1.208
Août	18.469	4.145	11.840	37.988	1.779
Septembre	17.450	4.467	9.562	36.555	5.936
Octobre	18.118	4.258	9.435	40.208	9.945
Novembre	18.734	4.324	10.438	41.801	12.925
Décembre	16.501	4.464	8.669	34.993	14.557
1951 Janvier	20.867	5.415	11.951	40.415	9.597
Février	15.845	4.547	11.308	28.851	5.435
Mars	16.191	4.294	12.647	28.740	4.402
Avril	17.778	3.598	14.080	32.628	2.463
Mai	18.491	3.442	14.713	36.086	2.417

LES TRANSPORTS

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mens. (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1949 Moyenne mensuelle	199,9	421,8	34,9	656,6	216,7	873,3	881,5	— 8,2	100,9
1950 Moyenne mensuelle	245,1	459,4	32,4	736,9	125,0	861,9	847,5	14,4	98,3
1950 Février	204,9	425,1	24,1	654,1	121,0	775,1	832,0	— 56,9	107,3
Mars	224,1	490,0	23,1	737,2	120,0	857,2	873,3	— 21,1	102,5
Avril	258,8	417,6	22,8	699,2	121,0	820,2	828,9	— 8,7	101,1
Mai	250,6	410,2	22,6	683,4	109,0	792,4	829,0	— 36,6	104,6
Juin	235,2	428,6	38,0	701,8	108,0	809,8	838,0	— 28,2	103,5
Juillet	302,6	368,0	23,2	693,8	108,0	801,8	911,3	— 109,5	113,7
Août	294,3	399,0	25,1	718,4	109,0	827,4	813,1	14,3	98,3
Septembre	254,8	531,3	27,5	813,6	234,0	1.047,6	835,0	212,6	79,7
Octobre	235,8	577,0	46,2	859,0	123,0	982,0	852,2	129,8	86,8
Novembre	211,5	541,2	48,6	801,3	113,0	914,3	814,2	100,1	89,1
Décembre	239,7	494,1	52,7	786,5	113,0	899,5	853,2	46,3	94,9
1951 Janvier	233,9	532,4	40,4	806,7	91,7	898,4	883,9	14,5	98,4
Février	202,1	505,8	30,3	738,2	91,7	829,9	846,9	— 17,0	102,1
Mars	239,3	568,5	31,2	839,0	91,7	930,7	899,6	31,1	96,7
Avril	231,9	534,2	29,8	795,9	91,6	887,5	859,2	28,3	96,8

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2)							
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES					
					1 ^o Trafic général	Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			
Service interne belge	Service internat.	Transit	Total									
1938 Moyen. mens. (3)	388.982	114.745	90.665	479.647	16.004	511	6.169	186	154	88	428	
1949 Moyen. mens.	300.931	95.949	45.426	346.357	18.451	593	5.011	195	178	99	472	
1950 Moyen. mens.	296.111	94.630	49.696	345.807	18.079	587	5.055	199	166	90	455	
1950 Février	265.247	96.583	44.578	309.825	17.788	543	4.442	171	165	79	415	
Mars	308.554	99.755	51.406	359.960	18.626	577	5.158	199	180	93	472	
Avril	267.160	81.957	45.744	312.904	17.695	580	4.507	175	153	81	409	
Mai	267.607	78.518	46.393	314.000	19.060	620	4.534	172	157	83	412	
Juin	285.812	81.210	46.706	332.518	17.040	577	4.794	176	163	87	426	
Juillet	231.065	65.552	41.494	272.559	16.087	609	3.856	157	130	77	364	
Août	276.562	87.435	41.236	317.798	17.231	643	4.319	209	109	45	363	
Septembre	343.036	110.922	52.945	395.981	17.959	584	5.839	241	180	92	513	
Octobre	376.617	112.717	61.030	437.647	18.214	582	6.637	265	198	116	579	
Novembre	344.850	107.997	62.084	406.934	20.078	582	6.296	230	193	134	557	
Décembre	308.037	104.694	61.399	369.436	19.178	575	5.605	203	191	121	515	
1951 Janvier	323.645	117.570	60.170	393.815	20.025	600	5.846	227	211	111	549	
Février	304.620	95.943	57.941	362.561	18.162	545	5.464	213	194	103	510	
Mars	348.816	116.465	62.461	411.277	19.168	609	6.198	244	206	126	576	
Avril	335.978	111.869	58.862	394.840	17.840	570	5.774	236	170	100	506	

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)
2^o Transport des principales grosses marchandises

A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1949 Moyenne mensuelle	472	5.011	289	1.796	583	632	428	568	38	209	70	398
1950 Moyenne mensuelle	455	5.055	300	1.897	418	643	412	662	38	249	80	356
1950 Janvier	437	4.671	148	2.089	387	583	348	413	34	268	71	330
Février	415	4.442	171	1.859	356	570	330	442	32	303	69	310
Mars	472	5.158	240	1.934	442	593	441	670	39	336	78	385
Avril	409	4.507	183	1.594	414	588	403	678	30	213	70	334
Mai	412	4.534	139	1.579	422	602	431	738	33	186	72	332
Juin	426	4.794	112	1.670	386	657	461	861	26	210	74	337
Juillet	364	3.856	113	1.392	315	476	383	636	20	176	73	272
Août	363	4.319	117	1.779	275	367	400	709	71	181	82	338
Septembre	513	5.839	191	2.219	444	768	484	892	62	282	88	409
Octobre	579	6.637	758	2.299	522	821	479	875	36	311	97	439
Novembre	557	6.296	860	2.205	504	852	433	641	30	259	93	419
Décembre	515	5.605	565	2.147	549	845	345	392	37	264	90	371
1951 Janvier	549	5.846	221	2.379	617	846	409	511	40	289	109	425
Février	510	5.464	204	1.982	609	736	437	634	39	278	84	461
Mars	576	6.198	187	2.378	589	863	491	711	36	332	92	519

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge.

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

70

B — Service interne belge

II
Soc. Nat.
des
Chemins
de fer
vicinaux
Tonnes-
km.
trans-
portées

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Com-bustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Mat. de constr. verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	(milliers)
1938 Moyen. mens. (1)	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1949 Moyen. mens. ...	3.188	162	1.606	12	194	308	458	12	104	26	306	3.633
1950 Moyen. mens. ...	3.266	186	1.605	12	188	286	550	9	122	28	280	3.523
1950 Avril	2.901	51	1.404	11	165	299	503	3	118	26	261	2.604
Mai	2.888	38	1.364	7	170	313	612	3	96	29	256	2.739
Juin	3.035	47	1.320	13	193	327	731	4	114	29	257	2.895
Juillet	2.413	52	1.135	10	119	252	524	5	89	23	204	2.533
Août	3.242	54	1.583	10	193	320	614	51	120	28	269	3.097
Septembre	3.862	121	1.912	11	224	329	745	20	144	37	319	3.893
Octobre	4.366	625	1.925	13	228	329	712	6	139	37	352	6.586
Novembre	4.009	685	1.811	9	219	280	522	4	117	30	332	6.211
Décembre	3.431	419	1.814	22	216	198	311	5	128	28	290	3.952
1951 Janvier	3.562	74	2.074	17	243	226	406	6	135	36	345	2.217
Février	3.361	51	1.705	17	219	286	528	5	141	29	380	2.459
Mars	3.902	51	2.058	20	234	332	588	5	150	32	432	2.632
Avril	3.808	40	1.988	18	254	331	607	4	122	33	403	2.669

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

71

Sources: Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)
chargés				sur lest								
1936-1938												
Moy. mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317	401	3.762	1.268	553
1949 Moy. m.	795	1.817	942	655	140	707	2.803	1.095	401	2.794	1.095	553
1950 Moy. m.	807	1.884	870	669	135	900	2.978	1.228	568	2.937	1.207	593
1950 Mai ...	941	2.004	930	787	149	740	3.081	1.248	618	3.102	1.285	585
Juin ..	902	1.936	795	769	125	968	3.137	1.313	646	3.057	1.248	590
Juillet ..	808	1.798	739	699	148	982	2.786	1.091	532	2.875	1.171	531
Août ..	230	558	444	79	94	563	2.019	775	280	1.905	692	366
Sept. ...	775	1.885	792	685	132	429	3.485	1.416	647	3.414	1.403	697
Octobre	992	2.415	1.140	840	128	969	3.630	1.500	689	3.492	1.462	737
Novem.	906	2.238	1.121	773	125	1.036	3.019	1.282	617	3.222	1.351	723
Décem.	933	2.376	1.085	756	155	1.544	3.215	1.371	693	3.041	1.272	699
1951 Janvier	909	2.106	1.087	795	156	1.188	3.360	1.439	672	3.587	1.553	814
Février	873	1.944	1.133	724	127	1.208	3.352	1.427	660	3.422	1.440	810
Mars ..	996	2.265	1.245	855	138	1.215	3.792	1.631	758	3.830	1.636	942
Avril ..	971	2.297	1.269	839	125	1.243	3.546	1.547	752	3.668	1.605	867
Mai ...	978	2.182		854	133		3.439	1.482	737	3.610	1.549	850

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL.							
	Objets d'alimentation et boissons		Matières brutes ou simplement préparées		Produits fabriqués		Total (1)	
	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli
	<i>Marchandises sorties (chargements) : milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>							
1949 Moyen. mens. ...	6	12	259	84	258	99	524	195
1950 Moyen. mens. ...	16	10	345	112	233	184	594	306
1950 Avril	11	6	341	120	232	147	584	274
Mai	6	6	283	111	209	125	498	242
Juin	28	9	315	162	242	212	585	383
Juillet	20	7	387	106	270	192	677	305
Août	5	7	165	105	105	175	275	288
Septembre	5	2	230	35	116	41	351	78
Octobre	11	10	360	96	279	213	650	319
Novembre	33	11	382	72	323	215	738	298
Décembre	42	15	556	166	416	359	1.014	530
1951 Janvier	21	11	436	100	325	295	782	406
Février	18	15	424	186	304	261	746	462
Mars	20	10	386	99	378	322	784	431
Avril	16	12	461	132	367	255	844	399

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.
(2) Commerce spécial.

III — MOUVEMENT DES PORTS (suite)

a) Port d'Anvers

Source : Institut National de Statistique.

71

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL.											
	Objets d'alimentation et boissons			Matières brutes ou simplement préparées			Produits fabriqués			Total (1)		
	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit
<i>Marchandises entrées (déchargements) : Milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>												
1949 Moyenne mensuelle..	167	7	87	461	41	131	20	3	21	651	51	240
1950 Moyenne mensuelle..	167	6	86	423	46	109	19	3	20	600	55	215
1950 Avril	128	15	75	376	36	111	17	5	21	521	56	207
Mai	204	18	83	419	69	127	19	3	18	642	91	198
Juin	129	1	84	388	31	117	19	4	21	536	36	222
Juillet	121	2	41	380	45	114	15	2	18	516	49	174
Août	121	1	66	140	55	46	3	—	12	264	56	124
Septembre	166	3	90	383	47	69	27	3	12	576	53	162
Octobre	200	3	88	593	51	161	21	3	20	814	57	269
Novembre	138	2	122	589	53	159	23	3	30	751	58	312
Décembre	175	2	102	560	60	140	21	2	22	756	64	265
1951 Janvier	168	3	108	588	48	154	24	2	22	750	53	284
Février	193	10	103	542	19	201	25	3	37	760	32	341
Mars	239	5	127	609	59	154	25	3	24	873	67	305
Avril	195	18	136	617	51	196	24	3	27	837	72	360

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.

(2) Commerce spécial.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moyenne mens.	169	177	208	170	178	92	174	152
1949 Moyenne mensuelle	105	118	132	105	119	60	82	35
1950 Moyenne mensuelle	122	117	108	121	116	74	117	43
1950 Mai	122	135	127	124	130	66	132	64
Juin	127	125	139	122	135	99	141	62
Juillet	112	117	85	114	113	59	115	23
Août	34	32	39	30	31	24	60	44
Septembre	118	110	96	129	121	38	166	28
Octobre	150	135	167	133	114	63	148	35
Novembre	162	153	147	174	172	44	117	48
Décembre	154	134	127	144	119	124	104	54
1951 Janvier	170	136	142	178	146	108	83	43
Février	122	99	114	131	109	104	122	62
Mars	150	130	146	141	122	77	162	72
Avril	153	122	116	153	121	78	137	82
Mai	156	114		157	115			

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Source : Institut National de Statistique.

72

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1949 Moyenne mensuelle ..	5.541	1.983	1.623	336	9.483	1.302	633	520	90	2.545	138,6	35,3	33,3	11,4	219,1
1950 Moyenne mensuelle ..	6.020	2.435	1.814	317	10.586	1.437	905	609	72	3.023	160,9	50,3	39,6	9,0	249,8
1950 Mars	5.807	2.520	2.058	310	10.695	1.405	929	650	70	3.054	152,4	49,3	44,9	8,8	255,4
Avril	6.051	2.448	1.844	386	10.729	1.401	917	582	83	2.983	148,1	51,3	40,2	10,3	249,9
Mai	6.151	2.674	1.957	321	11.103	1.462	1.010	637	71	3.180	152,1	57,2	44,6	8,8	262,7
Juin	6.227	2.764	1.947	305	11.233	1.418	1.037	667	68	3.190	150,8	57,8	45,4	8,6	262,6
Juillet	5.923	2.592	1.802	295	10.612	1.339	950	587	68	2.944	142,9	51,4	38,0	8,8	241,1
Août	5.625	2.450	1.616	391	9.882	1.233	774	451	90	2.548	123,3	47,6	33,3	11,5	215,7
Septembre	7.116	2.767	1.840	314	12.037	1.641	979	621	71	3.312	168,2	54,4	38,0	9,1	269,7
Octobre	7.413	2.892	1.993	395	12.693	1.779	1.144	697	92	3.712	185,0	64,3	43,9	11,6	304,8
Novembre	6.302	2.484	2.011	339	11.136	1.594	918	746	79	3.337	116,0	51,9	44,0	9,8	221,7
Décembre	5.605	2.044	1.646	307	9.602	1.401	869	646	75	2.991	148,3	48,2	37,0	9,2	242,7
1951 Janvier	4.961	1.890	1.422	282	8.555	1.321	785	584	70	2.760	138,5	40,0	30,0	7,7	216,2
Février	5.766	2.451	1.695	297	10.209	1.445	866	657	72	3.140	157,5	56,1	36,0	9,2	258,8
Mars	6.477	2.853	2.138	323	11.791	1.649	1.098	796	80	3.623	179,8	64,2	46,1	9,9	300,0

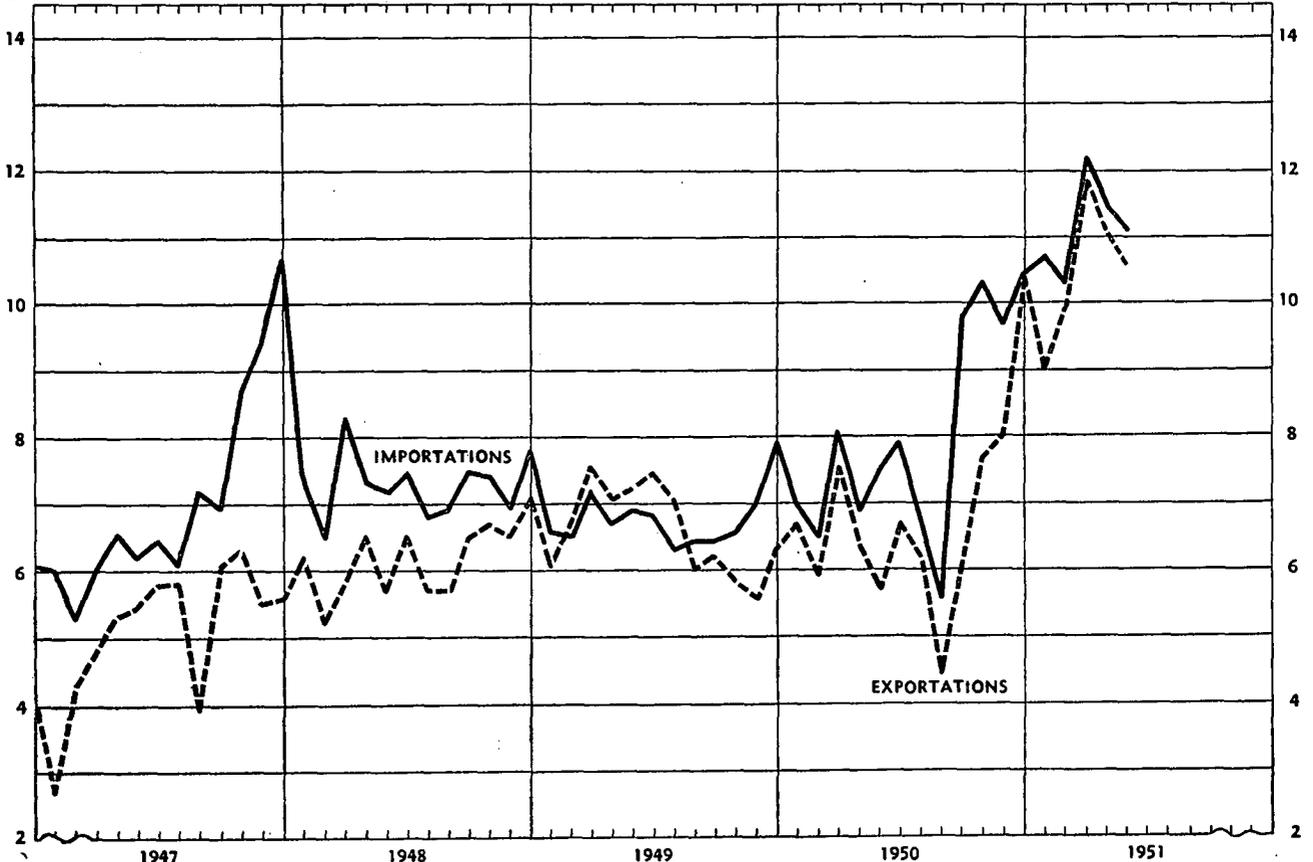
LE COMMERCE SPÉCIAL DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE
ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.	
	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabri- qués	Or et argent non ouvrés et monnaies				Totaux
IMPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,0	704		
1949 Moy. mens. ...	4,3	251,4	1.974,1	65,8	2.295,6	72,9	1.603,1	2.952,8	2.129,1	52,0	6.809,9	2.966		
1950 Moy. mens. ...	1,5	256,1	2.125,1	95,8	2.478,5	22,4	1.613,2	3.833,2	2.595,3	61,2	8.125,3	3.278		
1950 Mars	2,3	308,6	2.148,4	93,0	2.552,3	38,5	1.048,7	3.748,4	2.640,9	71,9	8.148,4	3.193		
Avril	2,5	216,0	1.982,5	94,2	2.285,2	42,9	1.247,8	3.152,6	2.392,3	71,3	6.908,9	3.022		
Mai	2,6	308,4	2.051,9	94,6	2.457,9	44,0	1.526,0	3.408,8	2.451,4	64,3	7.494,5	3.049		
Juin	1,2	229,2	2.111,5	100,0	2.441,9	18,5	1.265,1	3.866,2	2.687,2	47,1	7.884,1	3.229		
Juillet	0,9	213,1	1.941,7	89,5	2.245,2	12,7	1.304,5	3.069,8	2.294,1	63,8	6.744,9	3.004		
Août	0,8	223,3	1.702,8	77,7	2.004,6	11,4	1.270,5	2.357,9	1.918,7	52,2	5.610,7	2.799		
Septembre ...	1,3	282,8	2.177,3	120,7	2.582,1	18,2	2.121,2	4.459,9	3.107,3	52,5	9.759,1	3.780		
Octobre	1,3	313,7	2.690,0	108,9	3.113,9	17,6	2.290,5	4.704,8	3.230,7	97,5	10.341,1	3.321		
Novembre ...	1,2	238,9	2.555,8	117,4	2.913,3	17,8	1.816,7	4.815,6	3.005,4	40,1	9.095,6	3.328		
Décembre ...	2,0	276,9	2.492,9	99,1	2.870,9	26,6	1.720,3	5.721,5	2.847,5	38,1	10.354,0	3.607		
1951 Janvier	2,4	250,9	2.301,6	101,6	2.656,5	28,4	1.719,5	5.834,6	3.008,8	62,3	10.653,6	4.010		
Février	2,3	319,2	2.571,7	102,4	2.995,6	31,6	1.889,5	5.169,2	3.103,1	65,0	10.258,4	3.424		
Mars	2,1	365,1	2.787,6	119,8	3.274,6	31,0	2.490,8	5.805,7	3.804,4	89,5	12.221,4	3.732		
Avril	2,5	308,4	2.691,4	120,1	3.122,4	40,8	2.153,6	5.578,9	3.521,9	65,0	11.360,2	3.638		
Mai	2,5	308,4	2.691,4	120,1	3.111,3	40,8	2.153,6	5.578,9	3.521,9	65,0	11.076,7	3.560		
EXPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	- 159,4	92,1
1949 Moy. mens. ...	—	27,9	782,5	399,8	1.210,2	3,7	262,1	1.993,2	4.374,6	15,4	6.649,1	5.493	- 160,8	97,6
1950 Moy. mens. ...	0,1	47,4	928,1	387,8	1.363,4	4,4	406,7	2.374,4	4.072,5	22,9	6.880,9	5.047	- 1.244,4	84,7
1950 Mars	0,2	50,2	1.078,2	407,8	1.536,4	7,3	431,3	2.547,0	4.467,6	27,0	7.480,2	4.869	- 668,2	91,8
Avril	0,1	59,3	934,7	369,5	1.363,6	3,2	337,4	2.099,9	3.945,6	17,9	6.403,9	4.696	- 503,0	92,7
Mai	0,1	22,8	827,6	330,5	1.181,0	1,7	236,9	1.873,2	3.586,3	7,7	5.705,8	4.831	- 1.788,7	76,1
Juin	—	49,3	990,0	381,5	1.420,8	1,2	432,7	2.433,2	3.857,5	18,6	6.743,2	4.740	- 1.140,9	85,5
Juillet	0,2	41,2	950,2	403,1	1.394,7	5,3	387,3	2.164,5	3.688,9	19,4	6.265,4	4.492	- 479,5	92,9
Août	—	27,7	629,0	236,8	893,5	1,1	278,8	1.536,2	2.510,6	44,1	4.370,8	4.892	- 1.239,9	77,9
Septembre ...	0,1	26,2	768,2	323,7	1.118,2	2,7	282,3	2.427,1	3.418,5	15,7	6.146,2	5.497	- 3.612,9	63,0
Octobre	0,1	44,9	905,0	433,7	1.383,7	3,9	396,4	2.675,5	4.614,2	21,7	7.711,7	5.674	- 2.029,4	74,6
Novembre ...	0,1	75,1	1.005,1	471,2	1.551,5	6,1	646,6	2.643,9	4.719,8	12,9	8.029,3	5.175	- 1.666,3	82,8
Décembre ...	0,1	77,9	1.222,5	581,0	1.881,5	6,1	737,7	3.651,7	6.049,0	15,4	10.459,9	5.559	+ 105,9	101,0
1951 Janvier	0,1	51,5	950,1	488,5	1.490,2	2,7	553,0	2.979,3	5.463,9	19,0	9.017,9	6.051	- 1.635,7	84,6
Février	—	80,3	914,6	487,6	1.482,5	2,6	724,1	3.714,8	5.457,6	7,5	9.906,6	6.682	- 351,8	96,6
Mars	0,1	77,5	1.019,2	575,0	1.671,9	4,6	703,8	4.079,9	6.944,7	37,6	11.770,6	7.404	- 450,8	96,3
Avril	—	83,0	1.095,7	550,3	1.729,0	1,6	623,1	3.550,7	6.847,4	49,0	11.071,8	6.404	- 288,4	97,5
Mai	0,1	46,1	1.026,4	547,8	1.620,4	3,9	445,9	3.064,5	6.972,9	34,8	10.522,0	6.493	- 554,7	95,0

MILLIARDS DE FR.

MILLIARDS DE FR.



LE CHOMAGE

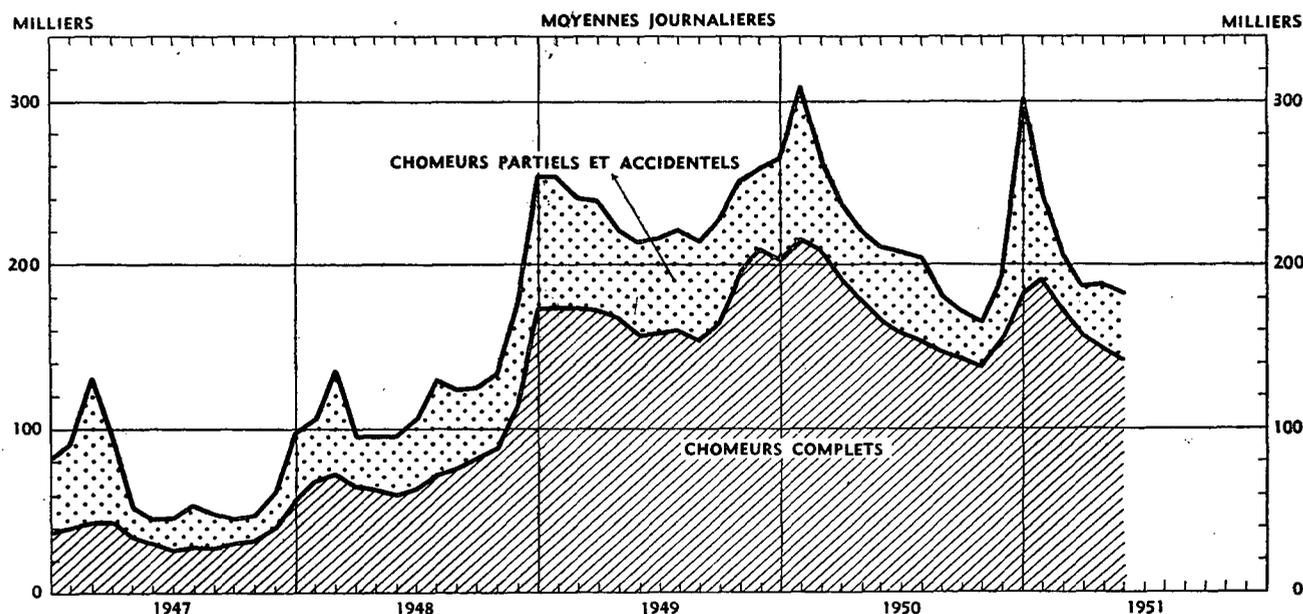
I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

81

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHÔMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1950 Mai	200.056	173.482	373.538	165.467	45.522	210.989	3.646	1.000	4.646
Juin	193.744	187.294	381.038	167.480	50.843	208.323	3.784	1.226	5.010
Juillet	199.923	255.090	455.013	152.934	51.632	204.566	4.419	1.503	5.922
Août	183.882	125.951	309.833	146.663	33.319	179.982	3.376	759	4.135
Septembre	180.892	98.072	278.964	143.920	26.351	170.271	3.462	627	4.089
Octobre	178.835	109.471	288.306	138.000	25.994	163.994	4.014	751	4.765
Novembre	186.693	127.119	313.812	153.198	37.826	191.024	3.531	871	4.402
Décembre	222.195	296.331	518.526	181.316	120.314	301.630	5.077	3.415	8.492
1951 Janvier	231.259	161.707	382.966	189.888	50.949	240.837	4.563	1.194	5.757
Février	204.404	103.580	307.984	171.482	31.877	203.359	4.121	760	4.881
Mars	184.105	120.174	304.279	154.842	30.959	185.801	3.560	711	4.271
Avril	182.363	170.005	352.368	146.696	40.356	187.052	4.112	1.131	5.243
Mai	173.118	143.495	316.613	140.362	42.068	182.430	3.233	962	4.195

NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS



II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
Moyenne journalière par mois													
1950 Mai	—	—	23	210.989	58.684	36.964	32.560	40.568	22.265	8.715	7.559	515	3.159
Juin	—	—	24	208.323	57.261	36.224	30.608	40.783	23.246	8.568	8.282	468	2.883
Juillet	—	—	25	204.566	55.208	35.825	29.922	40.172	23.078	9.574	7.255	526	3.006
Août	—	—	23	179.982	49.897	34.302	26.180	35.740	17.214	7.604	5.756	569	2.720
Septembre	—	—	24	170.271	50.240	31.803	26.766	32.383	14.752	6.448	4.679	595	2.605
Octobre	—	—	28	163.994	49.640	29.780	27.051	30.296	13.248	6.312	4.339	655	2.673
Novembre	—	—	23	191.024	54.518	34.371	31.842	35.445	16.508	8.246	5.273	1.455	3.366
Décembre	—	—	28	301.630	70.039	51.941	50.904	57.622	30.938	16.655	10.640	5.065	7.826
1951 Janvier	—	—	24	240.837	63.375	44.885	40.095	45.147	20.208	11.330	7.630	3.289	4.878
Février	—	—	26	203.359	55.689	38.979	35.399	37.337	16.548	8.095	6.131	1.705	3.476
Mars	—	—	23	185.801	50.206	35.637	32.850	34.744	14.342	7.457	6.012	1.448	3.105
Avril	—	—	28	187.052	50.299	34.911	33.539	37.019	14.732	7.558	5.429	788	2.777
Mai	—	—	23	182.430	48.093	34.504	31.934	37.609	14.967	7.534	4.961	354	2.474
Moyenne journalière par semaine													
1951 Avril	1	7	6	178.223	49.387	34.236	31.040	33.770	13.815	6.794	5.324	1.034	2.823
	8	14	6	181.996	48.986	34.557	31.801	35.371	15.198	6.827	5.388	1.037	2.830
	15	21	6	180.663	50.209	34.128	31.439	35.478	14.117	6.810	5.125	640	2.717
	22	28	6	179.235	49.357	33.691	31.007	35.284	13.975	7.165	5.329	567	2.660
	29	5	4	229.191	55.187	39.165	46.848	49.270	17.460	11.523	6.252	596	2.890
Mai	6	12	6	185.870	50.131	34.725	32.533	37.519	15.192	7.440	5.264	354	2.712
	13	19	5	185.737	49.606	34.282	34.708	36.027	15.072	7.601	4.990	407	2.444
	20	26	6	178.168	46.508	34.342	30.599	37.174	14.639	7.275	4.845	334	2.452
	27	2	6	180.497	46.383	34.632	30.356	38.952	14.977	7.829	4.752	332	2.284
Juin	3	9	6	183.792	46.564	35.538	30.057	40.598	15.470	8.298	4.692	327	2.248
	10	16	6	188.640	47.218	36.180	30.848	42.007	16.223	8.825	4.707	386	2.246

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

Source : *Fonds de Soutien des Chômeurs.*

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Manœuvres	Total
Chômeurs complets																										
1950 Février	9.513	984	387	681	2.087	3.883	16.371	10.064	21.248	423	524	1.243	11.627	11.323	3.314	5.255	10.425	—	—	4.029	1.130	571	13.849	1.056	79.169	209.156
Mars	8.363	806	373	582	1.616	4.497	12.622	9.112	20.326	385	538	1.211	10.529	8.875	2.947	5.269	10.098	—	—	3.970	1.060	553	13.622	1.077	72.414	190.845
Avril	12.227	1.051	1.373	1.450	3.968	4.741	26.012	10.438	32.875	2.350	1.472	1.594	14.215	8.855	3.567	12.396	15.812	—	—	4.693	3.501	587	13.513	1.297	(1)	177.987
Mai	8.897	1.140	1.333	1.188	3.417	4.439	22.412	9.732	31.608	2.290	1.480	1.529	13.694	8.714	3.555	11.691	15.299	—	—	4.413	3.473	591	13.353	1.319	(1)	165.467
Juin	8.674	1.219	1.246	1.110	2.875	4.682	19.934	8.819	28.798	2.193	1.371	1.470	13.589	9.362	3.534	10.752	15.294	—	—	3.988	3.428	561	13.245	1.336	(1)	157.480
Juillet	9.420	1.089	1.130	956	2.983	4.641	19.496	8.888	27.570	2.012	1.263	1.482	12.691	10.183	3.907	9.954	13.990	—	—	3.345	3.286	482	12.979	1.187	(1)	152.934
Août	7.592	1.030	1.135	884	2.912	2.435	18.727	8.994	26.921	1.970	1.126	1.440	11.700	11.321	3.961	9.559	13.586	—	—	3.270	3.310	479	13.082	1.229	(1)	146.663
Septembre	7.633	1.147	1.099	783	3.117	3.238	18.575	8.479	25.068	1.837	1.148	1.461	11.058	9.291	3.214	9.605	13.489	—	—	4.518	3.791	511	13.587	1.271	(1)	143.920
Octobre	6.247	979	983	675	4.211	3.068	17.898	7.878	23.109	1.645	1.064	1.418	10.354	7.989	2.901	9.359	13.282	—	—	5.457	4.120	532	13.877	1.154	(1)	138.000
Novembre	10.313	1.003	1.087	783	5.272	3.165	21.754	8.676	23.360	1.726	1.091	1.430	10.771	9.653	3.514	10.097	14.162	—	—	5.728	4.188	547	13.748	1.130	(1)	153.198
Décembre	13.582	1.239	1.109	944	6.476	3.086	30.599	11.401	25.617	1.933	1.122	1.456	12.425	13.151	4.682	11.530	15.067	—	—	5.741	4.346	582	14.099	1.129	(1)	181.316
1951 Janvier	14.528	1.176	1.097	1.042	7.073	2.798	32.824	12.625	26.156	1.893	1.122	1.591	12.651	14.556	4.212	12.495	15.535	—	—	5.728	4.487	620	14.538	1.141	(1)	189.888
Février	13.843	924	1.036	882	6.282	2.560	28.152	10.671	23.026	1.605	1.079	1.488	11.977	11.085	3.405	12.237	14.899	—	—	5.827	4.589	590	14.215	1.110	(1)	171.482
Mars	12.396	849	989	750	5.045	2.443	24.332	8.934	20.146	1.687	1.071	1.387	11.388	8.933	2.965	11.887	14.200	—	—	5.498	4.561	562	13.737	1.082	(1)	154.842
Avril	11.041	845	930	724	3.520	2.965	21.399	8.319	18.683	1.746	1.051	1.377	11.438	9.291	3.115	11.389	13.886	—	—	5.292	4.575	608	13.320	1.182	(1)	146.696
Chômeurs partiels et accidentels																										
1950 Février	801	1.172	527	498	871	265	5.244	2.126	6.582	216	330	293	5.835	5.253	1.878	1.543	3.256	7.014	—	315	124	61	483	60	10.358	55.105
Mars	325	378	1.151	299	813	399	1.650	1.532	7.566	232	303	317	5.807	3.689	1.597	1.710	2.879	7.309	—	308	103	54	571	53	6.949	45.994
Avril	542	422	621	508	1.042	374	3.238	1.611	6.650	420	440	374	6.256	4.068	2.348	2.194	2.262	6.393	1.050	338	223	50	481	63	(1)	41.968
Mai	437	254	3.851	265	1.089	323	1.920	1.612	7.333	449	391	316	8.032	4.217	2.839	1.977	2.107	6.069	1.024	328	247	40	446	56	(1)	45.522
Juin	761	248	7.796	241	836	458	1.688	1.493	6.433	468	330	296	7.844	5.528	4.067	2.278	2.426	5.554	970	344	269	45	409	61	(1)	50.843
Juillet	809	245	4.868	574	1.167	301	3.536	1.875	8.605	548	377	380	8.049	6.135	4.889	1.941	2.038	3.768	480	292	263	47	398	47	(1)	51.632
Août	536	233	1.125	173	752	85	2.029	1.633	4.495	372	355	296	6.064	5.006	2.870	1.543	1.763	1.604	1.389	281	275	55	343	42	(1)	33.319
Septembre	788	422	319	209	699	132	2.274	1.233	3.228	172	197	235	4.432	2.838	1.303	1.211	1.527	2.567	1.529	306	243	61	346	80	(1)	26.351
Octobre	794	336	86	103	544	155	2.079	1.223	3.879	212	214	169	3.699	3.040	1.383	1.893	1.961	3.110	1.080	347	243	48	324	72	(1)	25.994
Novembre	957	670	89	488	737	134	6.469	1.663	3.010	493	248	189	4.037	5.926	3.540	2.163	2.337	2.682	857	359	250	51	402	75	(1)	37.826
Décembre	3.311	2.432	336	4.829	2.109	179	54.627	7.760	7.066	588	324	257	9.544	10.053	5.333	2.842	4.391	2.424	445	388	355	70	579	72	(1)	120.314
1951 Janvier	1.364	952	145	649	1.086	118	12.820	3.524	3.922	383	318	242	6.311	6.766	2.317	2.320	2.666	3.594	149	378	304	75	479	67	(1)	50.949
Février	866	659	1.103	165	717	78	4.239	1.644	2.420	251	169	215	5.129	3.700	1.095	1.999	2.117	4.026	123	359	266	53	421	63	(1)	31.877
Mars	721	652	109	182	755	149	5.969	1.345	2.151	249	179	247	5.734	3.179	1.141	2.015	2.008	2.960	41	378	249	53	427	66	(1)	30.959
Avril	610	426	538	196	742	367	3.554	1.576	2.706	367	378	338	10.108	5.599	3.581	2.149	2.210	3.505	241	379	259	50	417	60	(1)	40.356
Total des chômeurs contrôlés																										
1950 Février	10.314	2.156	914	1.179	2.958	4.148	21.615	12.190	27.830	639	854	1.536	17.462	16.576	5.192	6.798	13.681	7.014	—	4.344	1.254	632	14.332	1.116	189.527	264.261
Mars	8.688	1.184	1.524	881	2.429	4.896	14.272	10.644	27.892	617	841	1.528	16.336	12.564	4.544	6.979	12.977	7.309	—	4.278	1.163	607	14.193	1.130	79.363	236.839
Avril	12.769	1.473	1.994	1.958	5.010	5.115	29.250	12.049	39.525	2.770	1.912	1.968	20.471	12.923	5.915	14.590	18.074	6.393	1.050	5.031	3.724	637	13.994	1.360	(1)	219.955
Mai	9.334	1.394	5.184	1.453	4.506	4.762	24.332	11.344	38.941	2.739	1.871	1.845	21.726	12.931	6.394	13.468	17.406	6.069	1.024	4.741	3.720	631	13.799	1.375	(1)	210.989
Juin	9.435	1.467	9.042	1.351	3.711	5.140	21.622	10.312	35.231	2.661	1.701	1.766	21.433	14.890	7.601	13.030	17.720	5.554	970	4.332	3.697	606	13.654	1.397	(1)	208.323
Juillet	10.229	1.334	5.998	1.530	4.150	4.942	23.032	10.763	36.175	2.560	1.640	1.862	20.740	16.318	8.796	11.895	16.028	3.768	480	3.637	3.549	529	13.377	1.234	(1)	204.566
Août	8.128	1.263	2.260	1.057	3.664	2.520	20.756	10.627	31.416	2.342	1.481	1.736	17.764	16.327	6.831	11.102	15.349	1.604	1.389	3.551	3.585	534	13.425	1.271	(1)	179.982
Septembre	8.421	1.569	1.418	992	3.816	3.370	20.849	9.712	28.296	2.009	1.345	1.696	15.490	12.129	4.517	10.816	15.016	2.567	1.629	4.824	4.034	872	13.933	1.351	(1)	170.271
Octobre	7.041	1.315	1.069	778	4.755	3.223	19.977	9.101	25.988	1.857	1.278	1.587	14.053	11.029	4.284	11.252	15.243	3.110	1.080	5.804	4.363	580	14.001	1.226	(1)	163.994
Novembre	11.270	1.673	1.176	1.271	6.009	3.299	28.223	10.339	26.370	2.219	1.339	1.619	14.808	15.579	7.054	12.260	16.499	2.682	857	6.087	4.438	598	14.150	1.205	(1)	191.024
Décembre	16.893	3.671	1.445	5.773	8.585	3.265	85.226	19.161	32.683	2.521	1.446	1.713	21.969	23.204	10.015	14.372	19.458	2.424	445	6.129	4.701	652	14.678	1.201	(1)	301.636
1951 Janvier	15.892	2.128	1.242	1.691	8.159	2.916	45.644	16.149	30.078	2.276	1.440	1.833	18.962	21.322	6.529	14.815	18.201	3.594	149	6.106	4.791	695	15.017	1.208	(1)	240.837
Février	14.709	1.583	2.139	1.047	6.999	2.638	32.391	12.315	25.446	1.856	1.248	1.703	17.106	14.785	4.500	14.236	17.016	4.026	123	6.186	4.855	643	14.636	1.173	(1)	203.359
Mars	13.117	1.501	1.098	932	5.800	2.592	30.301	10.279	22.297	1.936	1.250	1.634	17.122	12.112	4.106	13.902	16.208	2.960	41	5.876	4.810	615	14.164	1.148	(1)	185.801
Avril	11.651	1.271	1.46																							

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I — BELGIQUE ET CONGO BELGE

SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1)

(millions de francs)

85

RUBRIQUES	31 janv. 1951	28 fév. 1951	31 mars 1951	30 avril 1951
ACTIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.222	2.466	2.907	2.159
Prêts au jour le jour	1.510	1.399	1.302	1.554
Banquiers	4.215	4.342	4.324	4.316
Maison-mère, succursales et filiales	787	802	714	806
Autres valeurs à recevoir à court terme	3.020	3.247	3.224	3.357
Portefeuille-effets	37.312	37.669	37.385	38.090
a) Portefeuille commercial (2)	7.699	8.334	7.534	8.021
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique	9.421	9.650	9.270	9.302
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	20.192	19.635	20.531	20.767
Reports et avances sur titres	751	727	735	745
Débiteurs par acceptations	6.673	7.152	7.368	7.156
Débiteurs divers	13.731	13.953	13.905	14.209
Portefeuille-titres	8.101	8.122	8.069	8.073
a) Valeurs de la réserve légale	189	189	190	191
b) Fonds publics belges	6.311	6.306	6.281	6.278
c) Fonds publics étrangers	99	96	85	80
d) Actions de banques	791	791	791	793
e) Autres titres	711	740	722	731
Divers	363	463	425	404
Capital non versé	3	3	3	2
Total disponible et réalisable	78.688	80.345	80.361	80.871
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement	3	2	2	2
Immeubles	693	693	684	688
Participations dans les filiales immobilières	268	268	268	268
Créances sur filiales immobilières	177	180	179	179
Matériel et mobilier	77	77	78	79
Total de l'immobilisé	1.218	1.220	1.211	1.216
Total général actif	79.906	81.565	81.572	82.087
PASSIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis	229	268	358	321
Emprunts au jour le jour	8	7	4	12
Banquiers	5.400	5.799	6.024	6.270
Maison-mère, succursales et filiales	1.435	1.601	1.364	1.473
Acceptations	6.673	7.152	7.369	7.163
Autres valeurs à payer à court terme	1.396	1.529	1.186	1.500
Créditeurs pour effets à l'encaissement	2.266	2.476	2.491	2.371
Dépôts et comptes courants	54.776	54.616	54.979	54.656
a) A vue et à un mois au plus	49.349	49.160	49.510	49.403
b) A plus d'un mois	5.427	5.456	5.469	5.253
Obligations et bons de caisse	281	293	307	322
Montants à libérer sur titres et participations	549	574	547	553
Divers	1.827	2.162	1.843	2.244
Total de l'exigible	74.840	76.477	76.472	76.885
C. Non exigible :				
Capital	2.982	2.985	2.985	2.986
Fonds indisponible, par prime d'émission	336	335	337	337
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	195	195	196	197
Réserve disponible	1.496	1.515	1.526	1.617
Provisions	57	58	56	65
Total du non exigible	5.066	5.088	5.100	5.202
Total général passif	79.906	81.565	81.572	82.087

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 31 janvier 1951, 28 février 1951, 31 mars 1951 et 30 avril 1951 respectivement à 7.519, 7.345, 8.781 et 7.512 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ACTIF

	5-4-1951	12-4-1951	19-4-1951	26-4-1951	2-5-1951	9-5-1951	17-5-1951	24-5-1951	31-5-1951
Encaisse en or	31.206	31.012	30.563	30.462	30.505	30.505	29.949	29.949	29.432
Avoirs sur l'étranger :									
a) en devises étrangères.....	249	282	264	409	372	295	673	231	209
b) en francs belges	1	—	—	—	1	1	1	1	1
Accord « Union Européenne de Paiements » : fr. b.	940	835	835	734	734	734	734	734	734
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :									
a) en devises étrangères.....	5.112	5.566	4.636	5.111	5.559	5.958	4.353	4.690	5.183
b) en francs belges	1.236	1.251	1.076	1.100	1.111	1.084	973	988	1.033
c) Union Européenne de Paiements	1.869	1.869	3.062	3.062	3.062	3.062	4.372	4.372	4.372
Débiteurs pour change et or, à terme...	848	834	873	863	878	883	870	846	823
Effets commerciaux sur la Belgique ...	11.730	10.945	10.097	10.052	10.561	9.921	9.902	9.944	10.493
Avances sur fonds publics	486	359	477	621	497	274	354	367	658
Effets publics (art. 20 des statuts, Convention du 14 septembre 1948) :									
a) certificats du Trésor	—	275	265	285	330	345	400	1.040	1.695
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.890	2.291	2.272	2.236	3.479	3.551	1.998	1.114	1.801
c) autres effets publics	77	79	38	32	16	3	45	65	107
Monnaies divisionnaires et d'appoint...	354	334	369	363	299	271	284	274	270
Avoirs à l'Office des Comptes A	2	2	2	1	1	1	1	1	2
Chèques Postaux } Comptes B	938	928	917	910	927	926	915	924	926
Avance spéciale à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire International	113	113	113	113	113	113	113	113	113
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.860	34.800	34.860	34.860	34.860	34.860	34.860	34.860
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)...	1.096	1.103	1.109	1.116	1.120	1.125	1.132	1.138	1.136
Immeubles, matériel et mobilier	542	542	542	542	542	542	542	542	542
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	579	579	583	583	583	580	579	579	579
Divers	395	473	327	300	401	402	517	539	606
	94.523	94.532	93.280	93.845	95.951	95.436	93.567	93.311	95.575

PASSIF

	5-4-1951	12-4-1951	19-4-1951	26-4-1951	2-5-1951	9-5-1951	17-5-1951	24-5-1951	31-5-1951
Billets en circulation	86.122	85.535	84.976	85.138	86.705	86.278	85.407	85.233	86.781
Comptes courants :									
Trésor public { Compte ordinaire	94	13	6	8	5	7	5	3	7
{ Comptes Accord de Coopération Economique	5	13	14	46	120	141	141	141	140
Fonds Monétaire International	112	112	112	112	112	112	112	112	112
Banques à l'étranger : comptes ordinaires ..	1.483	1.452	1.515	1.498	1.499	1.518	1.491	1.483	1.515
Comptes courants divers	1.476	1.749	1.601	1.845	1.955	1.829	1.669	1.547	1.998
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :									
Banques à l'étranger { a)	520	676	551	618	813	798	610	734	966
b)	938	928	917	910	927	926	915	924	926
Total des engagements à vue.	90.750	90.478	89.692	90.175	92.136	91.609	90.410	90.177	92.445
Devises étrangères et or à livrer	1.619	1.880	1.391	1.454	1.578	1.582	905	871	845
Caisse de Pensions du Personnel ...	579	579	583	583	583	580	579	579	579
Divers	304	324	343	362	383	394	402	413	435
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement...	871	871	871	871	871	871	871	871	871
	94.523	94.532	93.280	93.845	95.951	95.436	93.567	93.311	95.575

SITUATIONS MENSUELLES DE LA BANQUE DU CONGO BELGE

85

(millions de francs)

ACTIF

	30-11-1950	31-12-1950	31-1-1951	28-2-1951	31-3-1951	30-4-1951
Encaisse-or	1.162	1.171	1.182	1.193	1.203	1.223
Compte spécial de la Colonie (1)	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses	35	34	36	33	39	35
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	19	12	13	13	18	9
Avoirs en banque						
en Belgique	618	684	480	554	515	756
à l'étranger	2.290	2.163	2.250	2.316	2.370	2.398
Portefeuille-titres	468	468	468	468	504	501
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	10.283	10.715	11.405	11.875	12.055	13.215
Effets commerciaux	861	1.036	1.055	1.126	1.263	1.370
Débiteurs	401	369	383	406	472	462
Immeubles et matériel	50	49	31	35	37	39
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	21	19	16	10	5	3
Débiteurs pour contrats de change à terme	1.148	1.111	1.063	1.077	1.027	974
Divers	40	40	26	29	26	27
	17.501	17.976	18.513	19.239	19.639	21.117

PASSIF

	30-11-1950	31-12-1950	31-1-1951	28-2-1951	31-3-1951	30-4-1951
Capital	20	20	20	20	20	20
Réserves	48	48	49	49	49	49
Circulation (billets et monnaies métalli- ques)	2.779	2.911	2.922	2.956	3.019	3.077
Créditeurs à vue	11.312	11.532	12.240	13.004	13.235	13.867
Créditeurs à terme	1.381	1.272	1.220	1.190	1.278	2.056
Créditeurs pour contrats de change à terme	21	19	16	10	5	3
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	1.148	1.111	1.063	1.077	1.027	974
Transferts en route et divers	812	1.063	983	933	1.006	1.071
	17.501	17.976	18.513	19.239	19.639	21.117

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES
Banque de France
(millions de francs)

DATES	Encaisse or	Or affecté en garantie (conv. du 17-11-1947 et loi du 25-11-1947)	Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements (6)	Bon du Trésor remboursable en or (1)	Portefeuille d'escompte (2)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dette de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants créateurs Total
							sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dette totale (3)	Dont avances provisoires (4)		
1949 Moyenne annuelle...	52.917	10.491	22.066	(5) 2.951	282.026	126.978	5.209	13.710	759.238	583.810	1.110.129	155.294
1950 Moyenne annuelle...	102.905	(7) 9.293	(8)	(9) 2.951	370.247	132.945	5.456	13.918	775.962	589.175	1.389.244	143.247
1950 6 avril.....	52.981	9.293	66.918	2.951	379.989	133.613	5.318	21.144	790.110	597.000	1.346.383	125.372
4 mai.....	52.981	9.293	87.596	2.951	358.758	128.435	5.729	19.406	790.123	596.200	1.348.335	116.531
8 juin.....	52.981	9.293	110.536	2.951	367.219	125.073	5.057	18.479	788.741	588.600	1.360.688	122.794
6 juillet.....	52.981	9.293	123.816	2.951	372.645	156.687	6.042	23.816	780.885	584.300	1.407.579	139.257
10 août.....	52.981	9.293	162.593	2.951	367.609	153.100	5.462	20.180	787.861	591.800	1.433.913	135.463
7 septembre (*)..	182.785	—	152.568	—	379.976	137.916	5.313	15.032	731.129	591.000	1.461.624	151.167
5 octobre.....	182.785	—	176.430	—	370.978	131.812	5.450	12.378	740.800	594.900	1.500.077	138.364
9 novembre.....	182.785	—	146.628	—	386.613	123.388	6.133	13.289	792.648	584.800	1.495.641	164.266
7 décembre.....	182.785	—	148.332	—	351.868	143.257	5.859	18.509	786.732	582.400	1.511.713	142.093
1951 4 janvier.....	182.785	—	157.282	—	392.995	153.092	6.285	20.579	804.902	589.800	1.581.938	152.346
8 février.....	182.785	—	177.617	—	397.451	139.377	5.539	15.768	802.189	591.500	1.575.842	155.845
8 mars.....	182.785	—	188.004	—	408.995	134.532	5.733	17.070	816.867	591.000	1.587.448	174.911
5 avril.....	182.785	—	193.865	—	392.100	154.502	6.241	22.071	809.155	591.500	1.609.972	169.899
10 mai.....	191.447	—	173.914	—	396.708	198.381	7.261	27.509	802.563	579.900	1.622.308	184.711
7 juin.....	191.447	—	169.772	—	396.962	203.013	6.505	24.112	812.348	579.400	1.638.367	178.577

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 8 juin 1950.
précédent : 3 % depuis le 30 septembre 1948.

- (1) Convention du 17 novembre 1947 et du 25 novembre 1947.
(2) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger. Depuis le 5 janvier 1950, cette rubrique comprend également les « Effets de mobilisation de crédits à moyen terme ».
(3) La dette totale comprend : l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (conv. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 12.000 millions de francs.
(4) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élevaient à 426.000 millions de francs.
(5) Moyenne des sept derniers mois.
(6) Avant le 19 octobre 1950, ce compte s'intitulait « Disponibilités à vue à l'étranger ».
(7) Moyenne du 5 janvier au 10 août 1950.
(8) Moyenne du 5 janvier au 12 octobre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger) : 105.398 millions de francs; moyenne du 19 octobre au 28 décembre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements) : 147.083 millions de francs.
(9) Moyenne du 5 janvier au 10 août 1950.
(*) Réévaluation de l'encaisse or en vertu de la loi du 4 août 1950.

Bank of England
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)					Rapport de l'encaisse du Bank. Department au solde de ses dépôts %
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts	Total	
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1949 Moyenne annuelle.	0,28	4,61	354,3	19,7	25,8	399,8	1.269,0	1.314,4	12,3	28,6	296,4	94,6	431,9	11,6
1949 Moyen. du 5 janv. au 14 septembre.	0,25	4,26	334,8	20,1	25,8	380,7	1.266,7	1.314,9	12,9	17,0	295,4	89,9	415,2	12,7
Moyen. du 21 sept. au 28 décembre..	0,36	5,48	402,3	18,8	26,0	447,1	1.274,6	1.313,3	11,0	57,3	298,9	106,5	473,7	9,4
1950 Moyenne annuelle.	0,36	4,77	519,8	22,4	26,6	568,8	1.287,4	1.328,4	14,7	195,6	292,2	94,3	596,8	7,7
1950 5 avril.....	0,36	5,50	496,3	12,2	23,5	532,0	1.282,1	1.300,0	9,3	160,0	285,4	83,4	538,1	4,4
10 mai.....	0,36	6,11	520,4	15,5	29,6	565,5	1.283,8	1.300,0	23,6	178,8	275,2	92,8	570,4	4,0
7 juin.....	0,36	6,28	551,3	15,9	24,0	591,2	1.289,6	1.300,0	12,1	196,2	285,9	95,9	590,1	2,9
5 juillet.....	0,36	6,51	537,6	23,1	24,0	584,7	1.302,6	1.350,0	13,4	217,9	292,4	97,1	620,8	8,7
9 août.....	0,36	6,50	600,3	11,1	25,4	636,8	1.329,4	1.350,0	15,8	246,5	285,7	97,9	645,9	4,3
6 septembre.....	0,36	4,79	549,6	22,2	24,6	596,4	1.299,0	1.350,0	13,4	246,5	279,1	95,2	634,2	8,9
4 octobre.....	0,36	2,71	562,3	18,8	24,3	605,4	1.282,7	1.350,0	12,9	254,8	296,0	93,5	657,2	10,7
8 novembre.....	0,36	2,35	558,1	30,6	31,6	620,3	1.278,4	1.350,0	15,3	266,4	308,4	86,7	676,8	11,0
6 décembre.....	0,36	1,57	581,9	35,9	25,0	642,8	1.308,0	1.350,0	14,2	266,4	302,7	85,4	668,7	6,6
1951 10 janvier.....	0,36	1,07	339,0	20,4	24,7	384,1	1.314,0	1.350,0	18,7	2,4	297,4	84,8	403,3	9,3
7 février.....	0,36	0,82	292,7	16,6	46,4	355,7	1.286,4	1.350,0	21,6	9,3	285,3	85,8	402,0	10,1
7 mars.....	0,36	0,45	312,8	13,6	24,1	350,5	1.295,1	1.350,0	12,8	0,3	290,0	84,7	387,8	14,4
4 avril.....	0,36	0,73	371,5	15,0	24,1	410,6	1.321,7	1.350,0	14,0	14,6	302,8	89,9	421,3	7,0
9 mai.....	0,36	0,52	362,1	11,0	28,1	401,2	1.328,0	1.350,0	17,5	0,4	300,1	88,3	406,3	5,6
6 juin.....	0,36	0,55	377,5	7,5	22,9	407,9	1.337,1	1.350,0	12,9	4,4	300,0	86,3	403,6	3,4

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1939.
précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

- (1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.
(2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

(millions de florins)

86

DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Créances en valeurs libellées en monnaies étrangères	Moyens de paiement à l'Etranger	Avances nanties en compte courant (y compris les prêts) sur titres, marchandises et warrants	Cert. de Trésor, repris par la Banque à l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créance comptable sur l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances en florins décaillant d'accords de paiement	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						Avoirs libellés en monnaies étrangères	
									Anciennes émissions	Nouvelles émissions	du Trésor		Avoirs des banques en Hollande	Avoirs décaillant d'accords de paiement	Autres avoirs	Avoirs de non-résidents		Avoirs bloqués
											ordinaire	spécial						
1949 Moy. ann...	499	1,3	469	4,1	150	1.797	1.500	254	86	2.993	316	347	47	396	407	—	3	44
1949 Moy. du 3 janv au 19 sept...	437	1,9	385	4,8	150	1.800	1.500	227	91	3.001	224	279	46	377	398	—	4	58
Moy. du 26 sep au 27 déc...	667	—	697	2,2	148	1.789	1.500	329	72	2.973	566	534	49	449	431	—	2	7
1950 Moy. ann...	867	2,6	1.066	1,4	114	1.404	1.500	383	63	2.879	392	941	40	477	421	—	2	55
1950 11 avril...	871	—	862	1,7	162	1.350	1.500	357	66	2.965	467	540	37	444	474	—	2	25
8 mai...	871	5,3	950	1,4	141	1.350	1.500	387	65	2.935	472	715	27	445	448	—	2	31
5 juin...	871	—	1.039	1,0	140	1.350	1.500	395	64	2.851	422	795	30	454	584	—	2	30
10 juillet...	871	—	1.144	1,1	142	1.350	1.500	378	62	2.869	272	911	47	497	642	—	2	33
7 août...	871	9,7	1.214	2,5	56	1.350	1.500	380	61	2.855	358	1.021	44	476	482	—	2	24
4 septembre...	871	—	1.254	1,7	51	1.350	1.500	369	60	2.873	213	1.210	44	545	371	—	2	24
9 octobre...	873	—	1.296	1,3	55	1.350	1.500	369	59	2.774	191	1.346	57	641	276	—	2	45
6 novembre...	873	—	1.285	1,2	51	1.350	1.500	409	58	2.791	210	1.388	56	427	402	—	1	79
4 décembre...	873	—	1.288	1,1	79	1.350	1.500	412	57	2.844	279	1.318	31	469	256	—	—	195
1951 8 janvier...	1.175	2,3	893	2,1	60	1.600	1.500	282	56	2.864	171	1.348	40	410	213	104	—	284
5 février...	1.175	0,4	939	3,5	91	1.500	1.500	285	55	2.831	191	1.325	29	421	185	106	—	323
5 mars...	1.175	0,9	956	3,3	123	1.500	1.500	263	54	2.812	193	1.386	34	353	171	106	—	393
9 avril...	1.175	1,9	924	2,1	123	1.500	1.500	276	52	2.723	104	1.455	29	434	100	108	—	484
7 mai...	1.177	12,5	779	2,4	155	1.500	1.500	249	51	2.740	19	1.428	30	407	148	108	—	490
4 juin...	1.177	31,2	781	1,4	185	1.500	1.500	211	50	2.750	4	1.470	30	402	174	110	—	603

Taux d'escompte { actuel : 4 % depuis le 17 avril 1951.
précédent : 3 % depuis le 26 septembre 1950.

(1) Avant le 2 janvier 1951, ce compte se décomposait en « Papier sur l'étranger » et « Avoirs des correspondants à l'étranger ».

(2) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires ». Ce changement d'intitulé signifie que cette rubrique enregistre désormais uniquement les créances décaillant d'accords de paiement avec l'étranger et dont les comptes sont libellés en florins. Les créances qui ne doivent plus être portées sous cette rubrique ont été transférées à un compte « Divers ».

(3) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Avoirs libres de banques d'émission étrangères et institutions similaires ».

(4) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Autres avoirs libres ». Par suite de la disparition du compte « Avoirs bloqués », ce compte s'intitule à présent : « Autres avoirs ».

(5) Ce compte enregistre les avoirs en florins de non-résidents ne décaillant pas d'accords de paiement.

(6) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créanciers en monnaies étrangères ».

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1949 Moyenne annuelle...	6.047	305,2	104,9	27,6	9,7	4.266	1.817	104,41
1950 Moyenne annuelle...	6.176	297,4	88,7	23,3	11,3	4.249	2.119	101,07
1950 6 avril...	6.249	279,9	72,0	18,0	8,8	4.236	2.054	130,80
6 mai...	6.241	296,1	69,3	20,9	7,7	4.208	2.092	103,77
7 juin...	6.240	295,9	71,3	19,9	7,6	4.168	2.210	102,48
7 juillet...	6.252	281,2	72,6	24,2	8,9	4.218	2.264	100,79
7 août...	6.179	325,6	83,2	22,6	8,3	4.210	2.270	100,39
7 septembre...	6.146	344,3	91,0	26,3	8,8	4.232	2.249	100,14
7 octobre...	6.101	366,9	110,1	26,0	7,0	4.276	2.196	99,93
7 novembre...	6.071	328,3	113,7	27,3	10,7	4.299	2.116	99,77
7 décembre...	6.020	277,3	118,3	26,5	11,9	4.380	1.943	99,59
1951 6 janvier...	5.976	275,7	193,9	34,1	14,6	4.503	1.848	98,42
7 février...	5.991	285,1	133,9	25,9	10,6	4.303	2.004	99,53
7 mars...	6.025	270,7	152,0	31,6	11,3	4.327	2.024	99,12
7 avril...	5.978	239,1	164,7	26,6	7,3	4.337	1.941	99,03
7 mai...	5.977	244,5	162,9	32,9	10,4	4.359	1.932	98,89
7 juin...	6.028	216,1	141,1	30,7	10,7	4.327	1.963	99,29

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

Federal Reserve Banks
(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1949 Moyenne annuelle	22.610	584	23.194	288	19.594	23.396	19.704	53,8
1950 Moyenne annuelle	22.143	533	22.676	247	18.411	23.001	18.316	54,9
1950 5 avril	22.489	541	23.030	238	17.572	22.968	17.760	56,5
10 mai	22.524	524	23.048	192	17.591	22.845	17.754	56,8
7 juin	22.473	525	22.998	179	17.672	22.831	17.859	56,5
5 juillet	22.459	523	22.982	193	18.586	23.048	18.369	55,5
9 août	22.264	522	22.786	255	18.349	22.859	18.465	55,1
6 septembre	21.821	518	22.339	215	18.942	23.054	18.342	54,0
4 octobre	21.739	526	22.265	214	19.375	23.012	18.763	53,3
8 novembre	21.460	534	21.994	213	19.311	23.193	18.247	53,1
6 décembre	21.183	551	21.734	232	20.239	23.488	18.800	51,4
1951 10 janvier	20.704	589	21.293	320	20.461	23.341	18.947	50,4
7 février	20.513	587	21.110	359	21.641	23.101	21.071	47,8
7 mars	20.115	595	20.710	340	22.179	23.132	20.565	47,4
4 avril	19.948	618	20.566	344	22.914	23.050	21.064	46,6
9 mai	19.891	623	20.514	323	22.544	23.179	20.795	46,6
6 juin	19.883	626	20.509	291	22.653	23.335	20.439	46,9

Taux d'escompte { actuel : 1,75 % depuis le 21 août 1950.
précédent : 1,50 % depuis le 13 août 1948.

Sveriges Riksbank
(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs	Droit d'émission total (2)	Rapport en % (3)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circul.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1949 Moyenne annuelle	163	140	3.068	111	609	497	3.015	610	178	83	871	701	3.350	10,03	9,02
1949 Moyenne des 8 premiers mois	166	105	3.112	110	470	521	2.958	639	178	80	897	630	3.275	9,19	8,30
1949 Moyenne des 4 derniers mois	155	208	2.979	112	886	449	3.128	553	178	88	819	843	3.500	11,61	10,37
1950 Moyenne annuelle	169	228	2.890	163	970	300	3.200	436	203	73	712	809	3.500	12,42	11,36
1950 Mars	153	206	2.650	151	959	387	3.161	409	40	83	532	815	3.500	11,37	10,27
Avril	156	210	2.898	158	874	274	3.206	437	103	81	621	742	3.500	11,41	10,45
Mai	158	212	2.789	170	968	273	3.092	442	224	79	745	733	3.500	11,96	10,57
Juin	157	212	2.833	131	948	345	3.178	533	75	72	680	767	3.500	11,60	10,53
Juillet	157	211	2.675	136	964	282	3.105	431	109	75	615	704	3.500	11,84	10,50
Août	156	211	2.936	150	958	263	3.163	330	379	79	788	723	3.500	11,60	10,48
Septembre	191	257	2.745	184	1.085	266	3.197	394	131	65	590	940	3.500	14,01	12,80
Octobre	199	269	2.957	188	1.084	277	3.250	394	342	67	803	922	3.500	14,41	13,38
Novembre	199	268	3.046	211	940	304	3.285	404	263	63	730	953	3.500	14,22	13,35
Décembre	198	267	3.443	209	920	251	3.513	511	312	44	867	910	3.500	13,25	13,30
1951 Janvier	206	278	3.425	189	871	200	3.336	568	337	51	956	876	3.500	14,60	13,82
Février	239	321	3.618	171	779	176	3.363	405	479	43	987	954	3.500	16,65	16,1
Mars	250	337	3.556	178	923	168	3.355	731	263	25	1.020	1.038	3.500	17,52	16,79
Avril	273	367	3.596	201	741	165	3.458	456	352	53	861	1.024	3.500	18,50	18,28
Mai	285	383	3.778	241	761	167	3.407	688	351	72	1.110	1.099	3.500	19,61	19,08

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 1^{er} décembre 1950.
précédent : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.
(2) Le droit d'émission est fixé par la loi du 28 mai 1948 à 3.200 millions de Kr., puis à 3.500 millions de Kr. par la loi du 3 juin 1949.
(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 31 mai 1951)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	27 octobre 1950	6,—	Hongrie	1 ^{er} novembre 1947	5,—
Autriche	10 juillet 1935	3,50	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Belgique	11 septembre 1950	3,75 (1)	Italie	6 avril 1950	4,—
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	2 novembre 1950	5,—	Pologne	1 ^{er} août 1947	6,—
Espagne	22 mars 1949	4,—	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	21 août 1950	1,75	Roumanie	25 mars 1948	5,—
Finlande	3 novembre 1950	7,75	Suède	1 ^{er} décembre 1950	3,—
France	8 juin 1950	2,50	Suisse	26 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	26 octobre 1939	2,—	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12,—	Turquie	1 ^{er} juillet 1938	4,—
Hollande	17 avril 1951	4,—	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

(1) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

IV — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable en milliers d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

	Au début des opérations 1 ^{er} juillet 1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable								
		De juillet à septembre 1950	Octobre 1950	Novembre 1950	Décembre 1950	Janvier 1951	Février 1951	Mars 1951	Avril 1951	Mai 1951
ACTIF.										
I. Disponibilités.										
a) Montant de l'engagement du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (dollars)	350.000	307.353	307.353	307.353	307.353	307.353	307.353	307.353	307.353	298.773
b) Solde du compte courant (dollars)	—	30.958	112.953	78.153	47.852	45.607	43.104	58.112	37.623	41.060
c) Bons du Trésor des Etats-Unis d'Amérique au prix d'achat	—	—	—	61.998	48.936	26.282	4.094	4.105	—	—
	350.000	338.311	420.306	447.504	404.141	379.242	354.551	369.570	344.976	339.833
II. Soldes initiaux débiteurs attribués pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 et non encore utilisés.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise...	44.050	44.050	44.050	36.240	22.243	—	—	—	—	—
Suède	21.200	15.625	7.442	21.200	21.200	21.200	21.200	21.200	21.200	21.200
Royaume-Uni (1)	150.000	70.254	—	—	—	—	—	—	—	—
	215.250	129.929	51.492	57.440	43.443	21.200	21.200	21.200	21.200	21.200
III. Crédit spécial ouvert à l'Allemagne en vertu de l'article 13 de l'accord en date du 19 septembre 1950 (2)										
	—	—	—	—	24.455	52.530	91.378	80.119	50.072	—
IV. Prêts consentis à des parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.										
Danemark	—	15.570	28.612	34.212	38.413	29.181	25.551	39.149	49.799	57.807
Allemagne	—	142.436	185.896	192.000	192.000	192.000	192.000	192.000	192.000	191.917
Italie	—	—	17.140	17.106	30.861	34.090	41.000	41.000	34.839	16.198
Pays-Bas	—	11.492	42.660	65.745	75.466	93.910	113.905	118.800	149.592	169.396
Norvège	—	—	—	—	—	—	3.415	13.847	21.904	22.008
Suède	—	—	—	—	—	18.948	42.433	30.251	49.481	62.360
Turquie	—	—	—	—	—	—	12.182	20.399	19.435	—
	—	169.498	274.308	309.063	336.740	368.129	418.304	447.229	518.014	539.121
V. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des soldes initiaux créditeurs attribués à titre de prêt (3).										
Norvège	—	—	—	—	1.077	9.908	10.000	10.000	10.000	10.000
Turquie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25.000
	—	—	—	—	1.077	9.908	10.000	10.000	10.000	35.000
VI. Divers										
	565.250	637.738	746.106	814.007	810.023	831.009	895.433	928.118	944.262	935.154
PASSIF.										
I. Fonds de roulement										
	286.250	286.250	286.250	286.250	286.250	286.250	286.250	286.250	286.250	286.250
II. Soldes initiaux créditeurs attribués à titre de dons pour l'exercice financier prenant fin le 30 juin 1951 ou non encore utilisés.										
Autriche	80.000	72.049	69.266	61.814	42.561	27.678	7.862	—	—	—
Grèce	115.000	73.509	61.672	50.370	44.218	34.808	27.354	22.380	13.474	3.959
Islande	4.000	2.127	2.368	862	691	510	285	97	—	—
Pays-Bas	30.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	50.000	39.390	24.669	12.782	—	—	—	—	—	—
	279.000	187.075	157.975	125.828	87.470	62.996	35.501	22.477	13.474	3.959
III. Crédits reçus de parties contractantes en vertu de l'article 11 de l'accord en date du 19 septembre 1950.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise...	—	—	—	—	—	4.220	37.380	61.243	87.442	106.540
France	—	144.810	132.834	144.162	158.180	168.292	174.433	187.443	171.443	164.420
Italie	—	2.351	—	—	—	—	—	—	—	—
Portugal	—	15.839	18.139	21.745	25.401	30.219	36.272	38.744	40.442	40.285
Suisse	—	—	—	—	—	10.476	21.269	26.494	13.776	15.801
Turquie	—	1.413	10.309	11.396	5.250	4.841	3.642	—	—	—
Royaume-Uni	—	—	140.599	224.626	247.472	263.706	300.651	305.427	331.379	317.825
	—	164.413	301.881	401.929	436.303	481.754	573.647	619.351	644.482	644.889
IV. Divers										
	565.250	637.738	746.106	814.007	810.023	831.009	895.433	928.118	944.262	935.154

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus ne figurent pas dans la situation ci-dessus.

(1) Toute fraction du solde initial débiteur attribué au Royaume-Uni, qui n'aura pas été utilisée pour les opérations relatives aux périodes comptables antérieures au 1^{er} juillet 1951, ou, dans certains cas, avant cette date, sera annulée.

(2) Aux termes de décisions prises par le Conseil de l'O.E.C.E., le 13 décembre 1950, un crédit spécial d'un montant maximum de 120 millions d'unités de compte a été ouvert à l'Allemagne pour les périodes comptables comprises entre le 1^{er} novembre 1950 et le 30 septembre 1951. Pour les périodes comptables comprises entre le 1^{er} mai et le 30 septembre 1951, le plafond de 120 millions est réduit mensuellement de 20 millions d'unités de compte.

(3) Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union.

REGLEMENT DE LA POSITION DES PAYS MEMBRES A L'EGARD DE L'UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

88.2

 1^{er} juillet 1950 au 31 mai 1951 (1)

(millions d'unités de compte)

PAYS MEMBRE ET ZONE MONÉTAIRE ASSOCIÉE (2)	POSITION BRUTE. Total des excédents (+) et des déficits (-) bilatéraux		POSITION CUMULATIVE (3) NETTE. Excédent (+) ou déficit (-)	Utilisation nette des « ressources existantes » par (-) ou sur (+) les autres membres	UTILISATION DES SOLDES INITIAUX CRÉDITEURS (+) OU DÉBITEURS (-)		QUOTA DISPONIBLE	UTILISATION DES QUOTAS. MONTANT UTILISÉ (h + i = g)		
					Montant du solde initial	Montant utilisé		TOTAL Déficit (-) ou excédent (+) comptable cumulatif g (= b + c + e)	DONT	
									Prêt reçu (-) ou accordé (+) par le pays membre h	Or versé (-) ou reçu (+) par le pays membre i
a	b	c	d	e	f	g	h	i		
Autriche	+ 20,5	- 120,9	- 100,3	-	+ 80,0	+ 80,0	70 (4)	- 20,3 (5)	- 20,3	
Belgique-Luxembourg	+ 372,4	- 203,0	+ 169,3	+ 15,8	- 44,1	- 44,1	360 (6)	+ 141,1	+ 34,5	
Danemark	+ 74,1	- 138,5	- 64,4	+ 2,0	-	-	195	- 62,5	- 57,8	
France	+ 432,9	- 207,7	+ 225,3	+ 1,1	-	-	520	+ 224,9	+ 60,4	
Allemagne	+ 304,2	- 634,8	- 330,6	+ 11,9	-	-	320	- 319,6	- 127,7	
Grèce	+ 5,9	- 118,0	- 112,1	+ 1,1	+ 115,0	+ 111,0	45 (4)	nul	-	
Islande	+ 0,9	- 7,3	- 6,3	-	+ 4,0	+ 4,0	15 (4)	- 2,3 (5)	- 2,3	
Italie	+ 121,7	- 180,3	- 58,6	+ 42,5	-	-	205	- 16,2	-	
Pays-Bas	+ 151,4	- 406,6	- 255,3	-	+ 30,0	+ 30,0	330	- 225,5	- 169,4	
Norvège	+ 39,0	- 121,1	- 82,0	+ 0,0	+ 60,0	+ 60,0 (7)	200	- 22,0	-	
Portugal	+ 87,2	- 20,7	+ 66,5	-	-	-	70	+ 66,6	+ 40,3	
Suède	+ 116,2	- 196,5	- 80,4	+ 15,4	- 21,2	nul	260	- 65,0	- 2,6	
Suisse	+ 103,3	- 87,5	+ 15,8	-	-	-	250	+ 15,8	-	
Turquie	+ 57,0	- 102,5	- 45,5	- 1,9	+ 25,0 (8)	+ 25,0	50	- 22,4	- 3,0	
Royaume-Uni	+ 948,4	- 289,7	+ 658,7	- 85,7	- 150,0	- 150,0	1.060	+ 423,6	+ 105,8	
Total...	+ 2.835,2	- 1.135,6	+ 88,8	-	+ 310,0	- 194,1	-	+ 872,0	+ 227,1	
								- 755,8	- 216,7	

 (1) La Suisse est comprise à partir du 1^{er} novembre 1950.

(2) L'Irlande et Trieste sont comprises dans les zones monétaires du Royaume-Uni et de l'Italie respectivement; le Royaume-Uni comprend, outre ses territoires d'outre-mer, les pays non participants de la zone sterling.

(3) Les intérêts versés au titre de prêts accordés ou reçus devraient être compris dans la position nette (colonne b), mais, pour plus de clarté, ils n'ont été inclus que dans la position comptable (colonne g).

 (4) Les quotas de l'Autriche, de la Grèce et de l'Islande sont, dans le cas où ces pays ont un déficit cumulatif, réputés égaux à zéro pour la période antérieure au 1^{er} juillet 1951.

(5) Les déficits cumulatifs nets de l'Autriche et de l'Islande dépassant leurs soldes initiaux créditeurs, ont été réglés intégralement en dollars, selon les dispositions de l'article 13 (a) de l'Accord.

(6) Par suite de l'attribution du solde initial débiteur à la Belgique pour 1950-1951, celle-ci ne peut utiliser son quota qu'à concurrence d'un montant de 316 millions d'unités de compte pour couvrir ses excédents au cours de cette période.

(7) Dont 10 millions d'unités de compte accordés à titre de prêt.

(8) Solde initial créditeur disponible pour la première fois pour les opérations de mai.

V — STOCK MONÉTAIRE EN FRANCS BELGES (1)

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'écono- mie belge	P. c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établisse- ments parastatiques (*)	Stock de monnaie scripturale			
								(1)	(2)	(3)
1949 Avril	4.425	84.574	88.044	891	17.428	40.969	59.288	147.332	59,8	9.112
1950 Février	4.259	87.494	90.737	715	18.147	42.547	61.409	152.146	59,6	8.085
Mars	4.314	87.530	90.710	650	18.423	43.477	62.550	153.260	59,2	8.575
Avril	4.386	87.062	90.216	839	18.430	43.459	62.728	152.944	59,0	8.969
Mai	4.431	86.083	89.417	802	18.663	43.318	62.733	152.200	58,7	9.148
Juin	4.517	87.304	90.696	689	18.615	43.709	63.013	153.709	59,0	10.080
Juillet	4.626	88.812	92.157	506	18.735	43.248	62.489	154.646	59,6	9.710
Août	4.654	88.188	91.652	516	19.253	42.651	62.420	154.072	59,5	9.225
Septembre	4.664	86.352	89.983	554	18.559	43.501	62.614	152.597	59,0	10.417
Octobre	4.668	86.496	90.023	582	18.991	43.822	63.395	153.418	58,7	10.839
Novembre	4.687	86.238	89.734	563	18.158	43.812	62.533	152.267	58,9	10.584
Décembre	4.770	88.599	92.290	988	19.201	42.752	62.941	155.231	59,5	11.112
1951 Janvier	4.950	88.069	91.761	628	18.554	43.084	63.146	154.907	59,2	11.516
Février	4.984	86.964	90.632	535	18.324	44.823	63.482	154.164	58,8	12.552
Mars	4.944	85.953	89.713	598	19.161	45.038	64.797	154.510	58,1	13.433
Avril	4.999	86.669	90.428	491	18.992	44.935	64.418	154.846	58,4	15.363

(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », p. 333 et suivantes.VI — VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE
EN BELGIQUE

Mois	Comptes chèques postaux (1)	Dépôts à vue dans les banques
1950 Mai	3,59	1,46
Juin	3,27	1,51
Juillet	3,38	1,43
Août	3,30	1,37
Septembre	3,31	1,55
Octobre	3,51	1,63
Novembre	3,79	1,65
Décembre	3,55	1,85
1951 Janvier	3,59	1,76
Février	3,97	1,75
Mars	3,85	1,96
Avril	3,81	1,87

(1) Voir tableau n° 36.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONÉTAIRE EN FRANCS BELGES

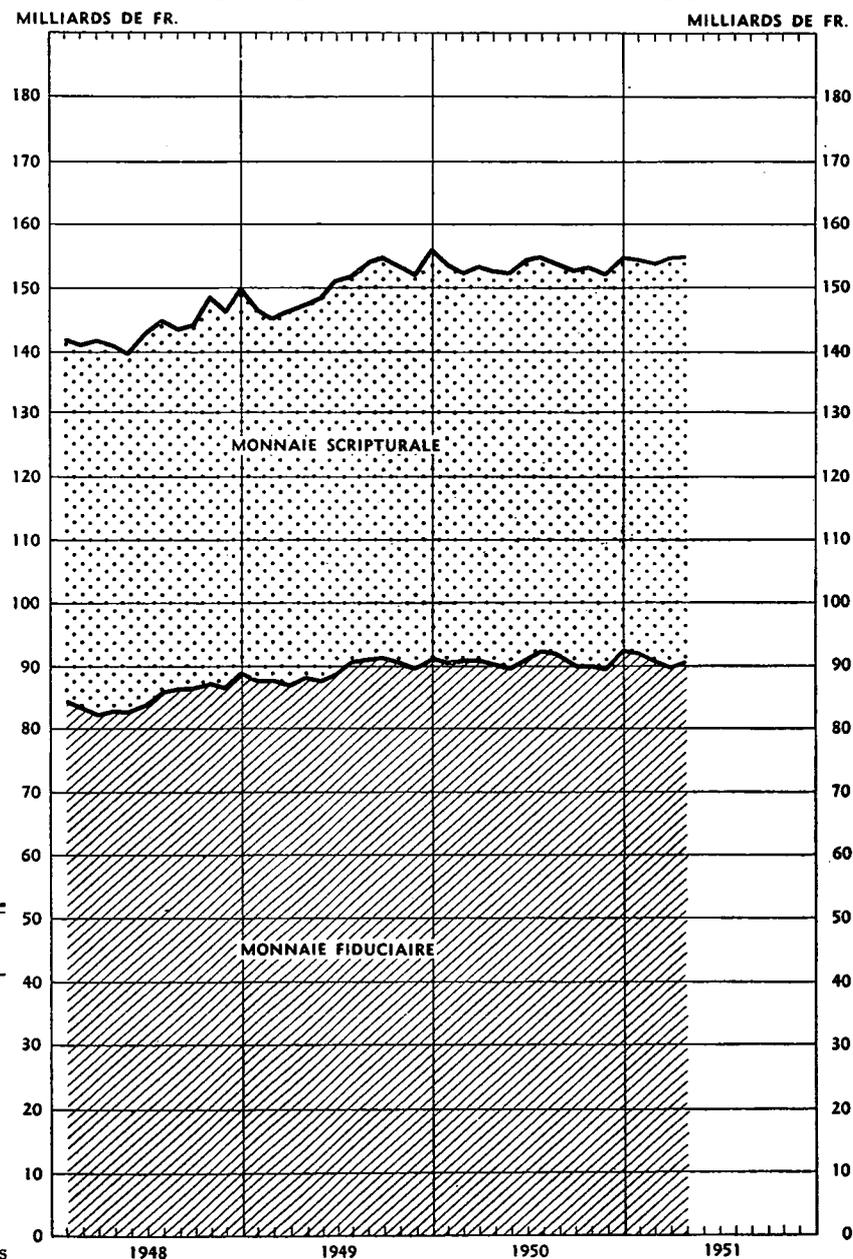


TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
LE MARCHE DE L'ARGENT		LA PRODUCTION	
I — Taux d'escompte et de prêts	2	I — Production charbonnière et métal-	
II — Taux des dépôts en banque et à la		lurgique	55
Caisse Générale d'Épargne	4	II — Industrie textile	56
LE MARCHE DES CHANGES ET DES METAUX		III — Productions diverses	56
PRECIEUX		IV — Énergie électrique	58
I — Cours des métaux précieux	9	V — Gaz	59
II — Cours officiels des changes	10	LA CONSOMMATION	
LE MARCHE DES CAPITAUX		I — Indices des ventes à la consom-	
I — Cours comparés de quelques fonds		mation	65
publics	14	II — Consommation de tabac	66
II — Indices des actions aux Bourses de		III — Abatages dans les 12 principaux	
Bruxelles et d'Anvers	15	abattoirs du pays	67
III — Mouvement des opérations à la		LES TRANSPORTS	
Bourse de Bruxelles	15	I — Activité de la Société nationale des	
IV — Cours et rendements des principaux		Chemins de fer belges	70
types de valeurs à revenu fixe ..	16	a) recettes et dépenses d'exploit-	
V — Émissions de capitaux en Belgique et		tation	
au Congo belge	17	b) wagons fournis à l'industrie	
Tableau rétrospectif		c) trafic :	
Émissions des sociétés congolaises en		1° trafic général	
février 1951 :		2° grosses marchandises :	
Détail des émissions		A) ensemble du trafic	
Groupement par importance du		B) service interne belge	
capital		II — Activité de la Société nationale des	
Émissions des sociétés belges en		Chemins de fer vicinaux	70
Mars 1951		III — Les ports	71
Détail des émissions		a) Anvers	
Groupement par importance du		b) Gand	
capital		IV — Mouvement général de la navigation	
VI — Emprunts des pouvoirs publics	18	intérieure	72
VII — Opérations bancaires du Crédit Com-		LE COMMERCE EXTERIEUR	
munal	19	Classification adoptée par la convention	
VIII — Inscriptions hypothécaires	20	de Bruxelles	75
LES FINANCES PUBLIQUES		LE CHOMAGE	
I — Situation de la Dette publique	25	I — Chômage complet et partiel	81
II — Situation des avoirs en effets publics		II — Répartition des chômeurs contrôlés	
de la Banque Nationale de Bel-		par province	81
gique	25	III — Répartition des chômeurs inscrits par	
III — Rendement des impôts	26	groupe de professions	81
LES REVENUS ET L'ÉPARGNE		STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES	
I — Rendement des sociétés par actions		I — Belgique et Congo belge :	
belges et congolaises	30	Situations globales des banques ..	85
Dividendes et coupons d'obliga-		Banque Nationale de Belgique :	
tions mis en paiement :		Situations hebdomadaires	85
mars 1951 :		Banque du Congo belge :	
Tableau rétrospectif		Situations mensuelles	85
II — Caisse Générale d'Épargne et de		II — Banques d'émission étrangères :	
Retraite	31	Situations	86
a) Dépôts sur livrets particuliers		Banque de France	
à la Caisse d'Épargne		Bank of England	
b) Versements inscrits aux comp-		Nederlandsche Bank	
tes des affiliés à la Caisse		Banque Nationale Suisse	
de Retraite		Federal Reserve Banks	
III — Indice trimestriel des salaires	32	Sveriges Riksbank	
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		Taux d'escompte	
I — Chambres de compensation	35	III — Banque des Règlements Internatio-	
a) Mouvement du débit		naux, à Bâle	87
b) Détail du mouvement de la		IV — Union Européenne de Paiements :	
compensation à Bruxelles		Résumé de la situation finan-	
II — Chèques postaux	36	cière	88.1
LES PRIX		Règlement de la position des	
a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45	pays membres	88.2
b) Indices des prix de gros en Belgique		V — Stock monétaire en francs belges ..	89
et à l'étranger	45	VI — Vitesse de circulation de la monnaie	
c) Indices des prix de détail en Belgique	46	scripturale en Belgique	89

Prix de l'abonnement annuel : { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Anc. Établiss. d'Imprimerie
TH. DEWARICHT
J., M., G. et L. Dewarichet,
F^{rs} & S^{rs}, soc. en n. col.
16, rue du Bois-Sauvage, 16
B R U X E L L E S

27148